



BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE LA TUNISIE

BANQUE CENTRALE DE TUNISIE POLE STATISTIQUES ET ETUDES DIRECTION GENERALE DES STATISTIQUES

Sommaire

EVOL	UTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET DE	LA
CONJ	ONCTURE NATIONALE	10
I.	CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE	10
II.	CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	16
PAIE	MENTS EXTERIEURS DE LA TUNISIE	21
I.	APERÇU GENERAL	21
II.	BALANCE COURANTE	23
	a) Echanges commerciaux	24
	b) Balance des services	31
	c) Balance des revenus primaire et secondaire	34
III.	COMPTE DE CAPITAL	37
IV.	COMPTE FINANCIER	37
	a) Investissements directs étrangers	38
	b) Investissements de portefeuille	39
	c) Autres investissements	39
V.	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	47
	a) Investissements étrangers	47
	b) Autres investissements	48
	c) Avoirs de réserve	49
REPA	RTITION GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS EXTERIEURS	55
I.	Echanges commerciaux	55
II.	RECETTES TOURISTIQUES	59
III.	Revenus du travail	60
IV.	INVESTISSEMENTS DIRECTS	61
V.	Tirages sur emprunts exterieurs a LT	63
VI.	Service de la dette exterieure a LT	64
	a) Amortissement de la dette extérieure à LT	64
	b) Intérêts de la dette extérieure à long terme	65
ANNE	EXES STATISTIQUES	68
сом	POSITIONS DES GROUPES DE PAYS ET D'ORGANISMES INTERNATION	AUX ET
REGIO	ONAUX EN 2023	99
NOU	VELLES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES CONCERNANT LES PAIEMENT	TS EXTERIEURS
EN 20	122	101

Liste des Tableaux

Tableau 1: Evolution de la croissance économique dans le monde	12
Tableau 2 : Evolution du solde courant	14
Tableau 3: Evolution des flux d'investissements directs étrangers	15
Tableau 4 : Evolution des principaux indicateurs économiques en Tunisie	16
Tableau 5 : Principaux soldes de la balance des paiements	22
Tableau 6 : Evolution des principaux soldes des paiements courants	23
Tableau 7 : Evolution des échanges commerciaux (Optique balance des paiements)	25
Tableau 8 : Principaux indicateurs du commerce extérieur	26
Tableau 9 : Evolution des échanges commerciaux au cours de l'année 2023	27
Tableau 10 : Evolution des indices des prix à l'exportation et à l'importation par secteur	27
Tableau 11 : Evolution des échanges commerciaux par groupe de produits	29
Tableau 12 : Evolution des échanges commerciaux par régime	30
Tableau 13 : Variation des échanges commerciaux par type d'effet en 2023 par rapport à 2022	30
Tableau 14 : Evolution de la redevance-gaz	32
Tableau 15 : Revenus du travail par mode de transfert	36
Tableau 16: Evolution des principaux soldes du compte financier	37
Tableau 17 : Répartition des flux des IDE bénéficiant à la Tunisie par secteur (Passifs)	38
Tableau 18 : Ventilation des tirages et de l'amortissement de la dette à LT par instrument et par u	nité
institutionnelle	39
Tableau 19 : Balance des paiements de la Tunisie (2022-2023)	41
Tableau 20 : Balance des paiements de la Tunisie (2020-2021)	43
Tableau 21 : Evolution des crédits et des débits au titre des Paiements courants et du compte de	
capital	45
Tableau 22 : Evolution des acquisitions nettes d'actifs financiers et de l'accroissement net des pas	sifs
au titre du compte financier	46
Tableau 23 : Principaux paramètres de la dette extérieure à Long Terme	48
Tableau 24 : Evolution des passifs et des actifs à Court Terme	49
Tableau 25 : Position Extérieure Globale de la Tunisie (2022-2023)	50
Tableau 26 : Position Extérieure Globale de la Tunisie (2020-2021)	51
Tableaux annexes statistiques	69

Liste des Figures

Figure 1: Evolution de la croissance économique réelle	10
Figure 2 : Evolution du volume du commerce mondial de biens et services	13
Figure 3: Evolution du Dinar par rapport aux principales devises	17
Figure 4 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements	22
Figure 5 : Evolution du taux de couverture du déficit commercial (FOB-FOB) par les recettes	
touristiques et les revenus du travail	24
Figure 6 : Evolution des échanges commerciaux (2013-2023)	25
Figure 7 : Evolution des soldes des balances énergétique, alimentaire et des biens de consommatie	on
	26
Figure 8 : Evolution des crédits et des débits de la balance des services	31
Figure 9 : Evolution des échanges commerciaux liés aux services de fabrication fournis sur des	
intrants physiques détenus par des tiers	32
Figure 10 : Composition des exportations au titre des transports en 2023	33
Figure 11 : Composition des importations au titre des transports en 2023	33
Figure 12: Evolution des principaux indicateurs touristiques	34
Figure 13 : Evolution des soldes de la balance des revenus	35
Figure 14 : Evolution des crédits de la balance des revenus	35
Figure 15 : Evolution des débits de la balance des revenus	36
Figure 16 : Evolution des principaux soldes du compte de capital et du compte financier	37
Figure 17 : Evolution des IDE par secteur d'activité	38
Figure 18 : Répartition des IDE au profit des industries manufacturières par branche d'activité en	
2023	39
Figure 19 : Evolution des capitaux d'emprunts extérieurs à LT	40
Figure 20 : Structure du stock des passifs bruts 2019-2023	47
Figure 21 : Répartition des échanges commerciaux par zone géographique	55
Figure 22 : Evolution des échanges commerciaux avec L'Union Européenne	56
Figure 23 : Répartition géographique des recettes touristiques 2022-2023	60
Figure 24 : Répartition géographique des revenus des Tunisiens Résidents à l'Etranger 2022-2023	61
Figure 25 : Evolution des flux des Investissements Directs Etrangers par zone de provenance	62
Figure 26 : Evolution des tirages par type de coopération	63
Figure 27 : Evolution de l'amortissement de la dette extérieure à LT par type de coopération	64
Figure 28 : Répartition géographique des intérêts de la dette à LT 2022-2023	65

Liste des abréviations

Abréviations Significations

ALENA Accord de libre-échange nord-américain

AFREXIMBANK Banque africaine d'import-export BAD Banque africaine de développement

BCT Banque Centrale de Tunisie

BEI Banque européenne d'investissement

BERD Banque européenne pour la reconstruction et le développement

BID Banque islamique de développement

BIRD Banque internationale pour la reconstruction et le développement

BP Balance des paiements

BVMT Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis

CAC-40 Le principal indice boursier de la Bourse de Paris

CAF Coût, Assurance, Fret

COMESA Marché commun de l'Afrique orientale et australe

CT Court terme

DAP Diammonium phosphate

DAX Deutscher Aktienindex est le principal indice boursier allemand

DTS Droits de tirage spéciaux

FADES Fonds arabe pour le développement économique et social

FAO Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FBCF Formation brute de capital fixe

FCR Le régime de privilège fiscal (FCR) accordé aux Tunisiens résidents à

l'étranger (TRE)

FIDA Fonds international de développement agricole

FMA Fonds monétaire arabe

FMI Fonds monétaire international

FOB Free on Board

FTSE 100 Indice boursier des cent entreprises britanniques les mieux capitalisées cotées

à la bourse de Londres

IAA Industrie agroalimentaire

IDE Investissement direct à l'étranger IME Industries mécaniques et électriques INS Institut national de la statistique IPM Indice des prix à l'importation IPX Indice des prix à l'exportation

ISBLSM Institution sans but lucratif au service des ménages

LT Long terme

MBP6 La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position

extérieure globale du FMI

MDT Millions de dinars tunisiens

MENA Moyen-Orient & Afrique du Nord

MEUR Millions d'euros

MSCI WORLD

Indice boursier géré par MSCI mesurant la performance des marchés boursiers

de pays économiquement développés

MUSD Millions dollars américains

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

ONU Organisation des Nations unies

OPEP Organisation des pays exportateurs de pétrole

PEG Position extérieure globale
PIB Produit Intérieur Brut
QNB Qatar National Bank

RNDB Revenu National Disponible Brut

SCIM Statistiques du commerce international de marchandises

SCN-2008 Système de comptabilité nationale 2008

SOTUGAT Société Tunisienne du Gazoduc Trans-Tunisien

TRE Tunisiens résidents à l'étranger

TUNINDEX Indice boursier de référence de la Bourse de Tunis

UE Union Européenne UMA Union du Maghreb arabe

UNCTAD Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

INTRODUCTION

EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET DE LA CONJONCTURE NATIONALE

I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

La croissance mondiale a fait preuve d'une résilience relative en 2023 nonobstant les défis majeurs qui ont marqué l'environnement économique international notamment les répercussions du changement climatique, la poursuite du cycle de resserrement monétaire, l'accroissement des niveaux d'endettement et l'aggravation des tensions géopolitiques. Ainsi, la croissance mondiale n'a subi qu'un léger ralentissement revenant d'une année à l'autre de 3,6% à 3,3%, rythme qui s'avère nettement supérieur aux prévisions initiales. Par ailleurs, l'atténuation des risques inflationnistes sous l'effet du repli des cours des principaux produits de base et l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre stimulée par des flux migratoires vers de nombreux pays développés, ont permis jusqu'à une certaine mesure de soutenir l'activité mondiale lors de l'année 2023. Cependant, il convient de souligner que les fortes disparités de croissance entre les pays et les régions en 2023 reflètent des réalités économiques souvent extrêmement complexes.

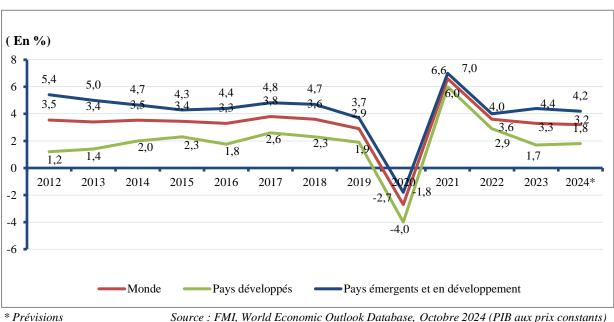


Figure 1: Evolution de la croissance économique réelle

* Prévisions

S'agissant de l'activité économique dans les pays développés, elle est revenue à 1,7% en 2023 (contre +2,9% une année auparavant), à la suite de la forte décélération de l'activité économique de la Zone Euro (+0,4% en 2023 contre +3,3% en 2022). Cette décélération reflète le renchérissement du coût du crédit à la suite de la hausse des taux d'intérêt et la baisse des exportations, affectées par la faible demande extérieure, notamment américaine et chinoise. En particulier, l'activité économique en Allemagne a connu une légère récession (-0,3% contre +1,4% une année auparavant) qui trouve son origine dans le fléchissement de la consommation privée en raison de l'envolée des taux d'intérêt et le fort ralentissement du secteur de la construction et de l'industrie manufacturière. Quant à la croissance en Italie, elle a accusé un fort ralentissement (+0,7% en 2023 contre +4,7% en 2022), sous l'effet de la

INTRODUCTION

réduction des mesures de rénovation énergétiques Superbonus¹, qui avait, durant les deux dernières années, fortement soutenu la construction, et ce, outre l'impact croissant du resserrement monétaire sur les entreprises. De son côté, la croissance de l'activité économique en **France** a reculé à +1,1% en 2023 (contre +2,6% en 2022) suite essentiellement à la baisse de la consommation des ménages et le ralentissement de l'investissement des entreprises. Dans le même sillage, la croissance économique au **Royaume Uni** s'est considérablement ralentie pour ne progresser que de +0,3% (contre +4,8% en 2022), soit le taux le plus faible depuis 2009 et ce en raison d'une politique monétaire très restrictive et le recul de la consommation des ménages. S'agissant des **Etats-Unis**, sa croissance économique s'est montrée résiliente en 2023 (+2,9% contre +2,5% en 2022), tirée par la consommation privée, principal moteur de l'économie américaine, et par l'amélioration de l'investissement soutenu par un essor de l'activité de construction d'usines et de bâtiments. Quant au **Japon**, son PIB a progressé à un rythme plus accéléré que celui de l'année 2022 (+1,7% contre +1,2% en 2022) grâce notamment à la relance des investissements privés et à la reprise de la consommation.

Pour l'activité économique dans **les pays émergents et en développement**, elle a démontré dans l'ensemble une solidité (+4,4% en 2023 contre +4% en 2022), qui s'explique essentiellement par le rebond de l'activité économique en **Chine** (+5,2% contre +3% en 2022), à la suite de la normalisation de la demande intérieure après la crise pandémique et aux mesures d'assouplissement monétaire et budgétaire prudentes et favorables mises en place. Semblablement, l'**Inde** a enregistré une progression de son PIB de 8,2% (contre +7% un an plus tôt), faisant d'elle l'économie la plus dynamique au monde en 2023. Cette croissance a été tirée par le secteur industriel en liaison surtout avec les effets d'entraînement du programme d'investissement public dans les infrastructures. S'agissant de l'activité économique en **Russie**, elle a réussi à se redresser en 2023 (+3,6% contre -1,2% en 2022) en dépit des répercussions de son conflit avec l'Ukraine. Le sursaut de l'économie russe s'explique particulièrement par l'abondance de la production agricole.

Quant à la région **du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA)**, sa croissance a subi un fort ralentissement pour être ramenée à 1,9% en 2023 (contre +5,5% une année auparavant), sous l'effet du déclenchement du conflit au Moyen-Orient qui a considérablement freiné l'activité touristique de la région, auquel s'ajoutent les difficultés du secteur privé notamment des pays importateurs de pétrole, la baisse de la production pétrolière et les tensions inflationnistes.

_

¹ Le « **Superbonus** » pour la rénovation des bâtiments, dont l'objectif est d'inciter à la rénovation des bâtiments et à l'amélioration de l'efficacité énergétique, a été introduit en mai 2020 dans le cadre du « *décret de relance* » adopté à la suite de la pandémie de coronavirus pour relancer l'économie italienne. Dans le cadre de ce dispositif, les propriétaires pouvaient obtenir une prise en charge de 110% des dépenses de rénovation par le gouvernement.

Tableau 1: Evolution de la croissance économique dans le monde

(En %)

Distriction	Croissance économique						
Désignation	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	
MONDE	2,9	-2,7	6,6	3,6	3,3	3,2	
Pays développés	1,9	-4,0	6,0	2,9	1,7	1,8	
dont:							
-États-Unis	2,6	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8	
-Japon	-0,4	-4,2	2,7	1,2	1,7	0,3	
-Royaume-Uni	1,6	-10,3	8,6	4,8	0,3	1,1	
-Zone Euro	1,6	-6,1	6,2	3,3	0,4	0,8	
dont:							
-Allemagne	1,0	-4,1	3,7	1,4	-0,3	0,0	
-France	2,1	-7,6	6,8	2,6	1,1	1,1	
-Italie	0,4	-8,9	8,9	4,7	0,7	0,7	
-Espagne	2,0	-10,9	6,7	6,2	2,7	2,9	
Pays émergents et en développement	3,7	-1,8	7,0	4,0	4,4	4,2	
dont:							
-Chine	6,0	2,2	8,4	3,0	5,2	4,8	
-Russie	2,2	-2,7	5,9	-1,2	3,6	3,6	
-Inde	3,9	-5,8	9,7	7,0	8,2	7,0	
-Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,3	-2,4	4,2	5,5	1,9	2,1	

^{*} Données prévisionnelles.

Source: FMI, World Economic Outlook Database, Octobre 2024

Selon les **prévisions du Fonds Monétaire International**¹, la croissance mondiale devrait se stabiliser autour de 3,2% en 2024 et 2025. Ces prévisions se fondent sur les hypothèses de la poursuite des politiques monétaires restrictives, du retrait des mesures de soutien budgétaire mises en place pour atténuer les répercussions de la crise sanitaire et du risque d'une intensification des tensions géopolitiques.

Concernant **le volume des échanges mondiaux de biens et services**, il a connu un net ralentissement pour n'évoluer que de 0,8% en 2023 (contre +5,7% en 2022). Ce trend baissier trouve son origine dans plusieurs facteurs défavorables en rapport essentiellement avec les perturbations du trafic maritime causées par les phénomènes climatiques et l'aggravation des tensions géopolitiques, la fragmentation géoéconomique et l'augmentation des barrières commerciales. Selon le FMI, les échanges devraient se redresser progressivement en 2024 et 2025, grâce notamment à une inflation modérée et à la baisse des taux d'intérêt, qui sont de nature à soutenir la demande mondiale. Toutefois, l'accentuation des conflits régionaux et la poursuite des tensions géopolitiques constituent des risques majeurs pour les échanges commerciaux dans le monde.

_

¹ Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2024.

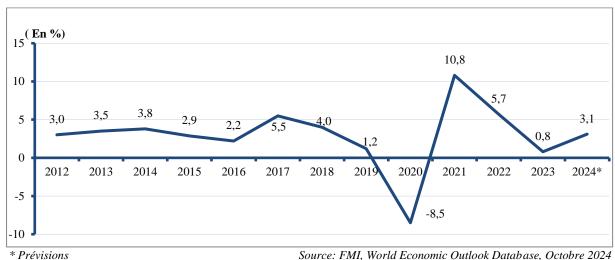


Figure 2: Evolution du volume du commerce mondial de biens et services

Tevisions Source. FMI, Worth Leonomic Ontlook Duidouse, Octobre 2024

Après la flambée enregistrée en 2022, les **prix internationaux** des produits de base ont accusé un fléchissement qui s'explique principalement par la normalisation progressive des chaînes d'approvisionnement mondiales et la dissipation des inquiétudes relatives à une éventuelle crise énergétique en Europe. En conséquence, l'indice global des prix des produits de base a chuté de 24,2% en 2023 (contre +41,3% en 2022), soit la plus forte baisse enregistrée depuis la crise sanitaire. Cette baisse a été généralisée, touchant principalement les prix des engrais chimiques (-34,9% contre +54,8% en 2022), de l'énergie (-29,9% contre +60% en 2022), et, dans une moindre mesure, les prix des métaux et minerais (-9,6% contre -1,2% en 2022) et ceux des produits agricoles (-7,2% contre +10,7% en 2022).

En particulier, le repli des prix des produits de base, notamment ceux de l'énergie a bénéficié aux **termes des échanges** des pays avancés, qui se sont améliorés (+0,7% en 2023 contre -1,7% en 2022) contre une détérioration de ceux des pays émergents et en développement (-0,8% en 2023 contre +1,5% en 2022).

Pour sa part, l'inflation mondiale est revenue à 6,7% en 2023 (contre +8,6% en 2022). Cette décélération cache, toutefois, des rythmes d'évolution différents selon les groupes de pays. En effet, l'atténuation de l'inflation a été plus prononcée dans les pays avancés, passant de +7,3% en 2022 à +4,6% en 2023. En particulier, l'inflation dans la Zone Euro a reculé, d'une année à l'autre, de +8,4% à +5,4%, tirée principalement par celle de l'Allemagne (de +8,7% à +6%), l'Italie (de +8,7% à +5,9%) et, à un moindre degré, la France (de +5,9% à +5,7%). Également, l'inflation au Royaume-Uni s'est inscrite en baisse pour revenir à +7,3% en 2023 (contre +9,1% une année auparavant). Quant à l'inflation aux États-Unis, elle a été nettement maîtrisée (+4,1% en 2023 contre un pic de +8% en 2022) suite notamment à la politique monétaire restrictive¹ menée par la Fed et à la normalisation des chaînes d'approvisionnement de l'économie américaine. Le taux d'inflation au Japon s'est au contraire accéléré pour passer de +2,5% en 2022 à +3,3% en 2023, soit son plus haut niveau depuis 1982, et ce en relation avec la faiblesse de la monnaie nipponne. Parallèlement, le taux d'inflation des pays émergents et en **développement** a connu une baisse moins accentuée pour revenir à +8,1% en 2023 (contre +9,6% une année auparavant). Par pays, la progression des prix à la consommation s'est ralentie passant de +6,7% à +5,4 en Inde, de +13,7% à +5,9% en Russie et de +9,3% à +4,6% au Brésil. De son côté, la Chine a constitué une exception avec un taux d'inflation faible, soit +0,2% seulement en 2023 (contre +2% une année auparavant), marquant ainsi une tendance à la déflation suite à la baisse des prix des produits alimentaires qui s'est conjuguée à l'affaiblissement de la demande.

Concernant **les paiements extérieurs**, le rétablissement des chaînes d'approvisionnement en 2023 a contribué significativement au redressement du **solde courant**, particulièrement des **pays développés**, passant d'un déficit de -0,4% du PIB en 2022 à un excédent de +0,2% du PIB. Pour la zone euro, le solde courant a connu une amélioration notable, passant d'un déficit de 45 milliards de dollars ou -0,3%

-

¹ Pour lutter contre l'inflation, la Réserve fédérale a relevé ses taux à onze reprises entre mars 2022 et juillet 2023.

INTRODUCTION

du PIB en 2022 à un excèdent de 249 milliards de dollars ou +1,6% du PIB en 2023, tirée principalement par l'expansion de l'excèdent courant de l'Allemagne, (+279 milliards de dollars soit +6,2% du PIB contre +174 milliards de dollars et +4,2% du PIB en 2022) .Parallèlement, le déficit courant structurel de la France s'est légèrement contracté revenant à -30 milliards de dollars ou -1% du PIB en 2023 (contre -33 milliards de dollars ou -1,2% du PIB en 2022). Pour les États-Unis, le déficit courant s'est allégé de milliards de dollars pour revenir à -905 milliards de dollars en 2023, soit -3,3% du PIB, en corrélation avec la hausse de l'épargne privée, la reprise progressive des voyages internationaux et la réorientation de la consommation vers les services au détriment des biens durables. En revanche, la balance courante des pays émergents et en développement a dégagé en 2023 un excédent en net repli par rapport à 2022, pour revenir à +279 milliards de dollars, soit +0,6% du PIB (contre +706 milliards de dollars et +1,7% du PIB en 2022). Ce recul s'explique essentiellement par la baisse de l'excédent courant chinois (de +2,5% en 2022 à +1,4% en 2023) suite à l'affaiblissement de la demande mondiale et de celui de la Russie (de +10,5% en 2022 à +2,5% en 2023) sous l'effet du recul des prix des matières premières, notamment énergétiques. Quant au déficit courant de l'Inde, il s'est atténué (de -2% en 2022 à -0,7% en 2023) grâce essentiellement à la hausse des exportations des services.

Tableau 2: Evolution du solde courant

(En % du PIB)

Pays	2020	2021	2022	2023	2024*
Pays développés	0,3	0,8	-0,4	0,2	0,4
dont:					
Zone Euro	1,7	2,5	-0,3	1,6	2,6
dont:					
-Allemagne	6,5	7,2	4,2	6,2	6,6
-France	-2,1	0,3	-1,2	-1,0	0,1
-Italie	3,8	2,1	-1,7	0,0	1,1
États-Unis	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,3
Japon	3,0	3,9	2,1	3,6	3,8
Royaume-Uni	-2,9	-0,4	-2,1	-2,0	-2,8
Pays émergents et en développement	0,4	1,0	1,7	0,6	0,4
dont:					
Chine	1,7	2,0	2,5	1,4	1,4
Inde	0,9	-1,2	-2,0	-0,7	-1,1
Russie	2,4	6,8	10,5	2,5	2,7
Turquie	-4,3	-0,8	-5,1	-4,0	-2,2
Maroc	-1,2	-2,3	-3,6	-0,6	-2,0

*Données prévisionnelles.

Source: FMI, World Economic Outlook Database, Octobre 2024

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont accusé une légère baisse en 2023 (-1,8%) pour revenir à 1.332 milliards de dollars et ce, pour la deuxième année consécutive. Ce repli est principalement attribué à la fragmentation géoéconomique, aux incertitudes sur les perspectives économiques et au durcissement des conditions de financement qui ont pesé sur les opérations de financement de projets internationaux et sur les fusions et acquisitions transfrontalières. Sur un autre plan, les risques liés à une dépendance excessive envers des sources d'approvisionnement uniques ou éloignées ont poussé les grandes firmes multinationales à revoir leurs stratégies d'investissement et d'implantation qui sont désormais alignées sur les grands projets de production de semi-conducteurs et d'électronique, des énergies renouvelables et de la production de batteries électriques. Dans les économies avancées, les flux d'IDE entrants ont augmenté de 9% pour s'élever à 464 milliards de dollars en 2023, soit 34,9% du total des IDE mondiaux (contre 426 milliards de dollars en 2022, et 31,4% respectivement). En particulier, les IDE au profit des pays européens se sont notablement redressés pour s'établir à 16 milliards de dollars (contre des sorties nettes de 106 milliards de dollars

INTRODUCTION

une année auparavant) suite essentiellement à la hausse des flux d'IDE destinés à l'Allemagne (+37%) et à la Belgique (+98,3%). En revanche, les flux d'IDE au profit des **Etats-Unis** ont diminué de 6,4% pour être ramenés à 311 milliards de dollars en relation avec la réduction de 40% de la valeur des fusions-acquisitions transfrontalières, qui est revenue à 81 milliards de dollars suite, essentiellement, à la baisse de la valeur des transactions dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). S'agissant des flux d'IDE destinés aux **pays émergents et en développement**, ils ont diminué de 6,7% pour s'établir à 867 milliards de dollars, soit 65,1% du total des flux d'IDE mondiaux, et ce en relation avec la baisse des flux d'IDE destinés aux pays asiatiques, notamment la Chine (-13,6%) et l'Inde (-42,9%). Malgré ces évolutions mitigées, l'IDE demeure la principale source de financement extérieur pour les économies en développement, représentant 44% du total des entrées financières en 2023.

Tableau 3: Evolution des flux d'investissements directs étrangers

(En milliards de Dollars)

Pays	2019	2020	2021	2022	2023
MONDE	1.729	985	1.622	1.356	1.332
Pays développés	1.025	338	732	426	464
dont:					
Union européenne	627	155	267	-85	59
dont:					
-Allemagne	53	70	51	27	37
-France	20	13	34	76	42
-Italie	23	-19	-3	32	18
États-Unis	230	93	389	332	311
Royaume-Uni	54	44	-71	15	-89
Japon	14	12	34	34	21
Pays émergents et en développement	704	647	890	930	867
dont:					
Chine	141	149	181	189	163
Singapour	98	75	127	141	160
Inde	51	64	45	49	28
Mexique	35	28	32	36	36
Egypte	9	6	5	11	10

Source: UNCTAD, World Investment Report, Juin 2024

Sur les **marchés de change internationaux**, le dollar américain s'est déprécié de 3,2% vis-à-vis de l'euro à la clôture de l'année 2023, en raison de la divergence des politiques monétaires entre la Fed et la Banque Centrale Européenne. La devise américaine s'est également dépréciée de 0,9% vis-à-vis de la livre sterling. Cependant, le dollar américain s'est renforcé de 7,8% par rapport au yen japonais, en raison du maintien par la Banque du Japon de sa politique monétaire accommodante. Pour ce qui est des monnaies des principales économies émergentes, et à l'exception du real brésilien qui s'est apprécié de 3,2%, elles se sont inscrites en repli vis-à-vis du dollar américain (-5,1% pour le renminbi chinois, -4,9% pour la roupie indienne, -29,1% pour la livre turque et -20,3% pour le rouble russe).

En ce qui concerne **les marchés boursiers internationaux**, ils ont connu en 2023 une forte hausse, comme en témoigne l'indice composite « MSCI World » qui s'est accru de 19,8%. Cette euphorie des marchés a été soutenue par l'atténuation des craintes d'une récession mondiale, notamment grâce à la résilience de l'économie américaine, et par les anticipations de baisse des taux d'intérêt motivées par la

décélération du rythme de l'inflation. La plupart des principales bourses européennes ont réalisé des gains significatifs durant l'année 2023, notamment celles de Francfort, de Paris et d'Amsterdam, dont les indices boursiers "DAX", "CAC 40" et "AEX" ont clôturé l'année en nette progression de +20,3%, +16,5% et +14,2%, respectivement. De son côté, l'indice phare de la place de Londres "FTSE 100" a également réussi à clôturer l'année en hausse de +3,8%. Quant aux indices boursiers américains, ils ont affiché une tendance haussière en 2023, avec l'augmentation du Dow-Jones de +13,7%, et du Nasdaq de +43,4%. Pour ce qui est des **marchés asiatiques**, les performances étaient plutôt mitigées. Si les bourses du Japon et de la Corée du Sud ont réalisé des performances positives (+28,8% et +24,6% respectivement), la tendance était plutôt baissière pour les bourses chinoises, avec -6,6% pour la bourse de Shenzhen et -3,7% pour celle de Shanghai qui continue à subir les répercussions de la crise immobilière.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

À l'échelle nationale, l'activité économique a montré en 2023 des signes d'essoufflement, qui se sont traduits par une stagnation de la croissance (contre +2,7% en 2022) en relation avec la nette contraction de la valeur ajoutée du secteur agricole (-16,1% en 2023 contre +1,9% en 2022), sous l'effet des conditions climatiques défavorables. De son côté, la croissance du secteur des industries manufacturières a connu une forte décélération (+0,5% en 2023 contre +5,9% une année auparavant), notamment celle des filières exportatrices, en raison de la baisse de la demande extérieure émanant essentiellement des principaux pays partenaires de la Zone Euro. Particulièrement, le secteur du textile et de l'habillement a été nettement affecté (+0,1% en 2023 contre +16,8% une année auparavant) et dans une moindre mesure celui des industries mécaniques et électriques (+5,8% en 2023 contre +8,4% en 2022). D'un autre côté, l'épuisement naturel de plusieurs gisements et la régression des investissements dans ce secteur ont induit à l'affaiblissement de l'activité de l'extraction pétrolière et gazière, (-1,8% contre -12,5% une année auparavant). Concernant la valeur ajoutée des services, elle a été soutenue par la performance du secteur de l'hébergement, l'hôtellerie et la restauration qui a enregistré la hausse la plus prononcée, soit +12,8% en 2023, grâce à la reprise de la demande mondiale en matière de tourisme et de voyages.

Par ailleurs, la demande intérieure¹ a accusé une régression de 7,3%, traduisant l'essoufflement de ses principales composantes, à savoir la consommation et l'investissement. En effet, la consommation nationale a poursuivi son ralentissement en 2023 (+1,4% contre +1,7% une année auparavant), affectée par le ralentissement de la consommation privée (+1,5% contre +1,8% en 2022), la décélération de la FBCF (+0,5% en 2023 contre +2,3% une année auparavant) et la stagnation en 2023 de la consommation publique à ses niveaux de 2022, soit +1,1%, en rapport avec la rationalisation des dépenses publiques.

Tableau 4 : Evolution des principaux indicateurs économiques en Tunisie

Désignation	2021	2022	2023	2024*
Croissance du PIB aux prix constants (en%) (1)	4,7	2,7	0,0	1,6
Taux d'investissement (en% PIB)	15,9	16,3	15,5	15,7
Taux d'épargne nationale (en% RNDB)	9,2	8,1	5,4	4,6
Déficit budgétaire hors privatisations, dons et revenus de confiscation (en % PIB)	7,6	7,9	7,4	6,3
Taux d'inflation en glissement annuel (en %)	6,6	10,1	8,1	6,5
Déficit courant/PIB (en %)	5,9	8,8	2,3	2,2
Taux d'endettement extérieur à Long Terme (en % PIB)	61,0	59,3	53,5	

Source : BCT- Ministère des Finances- Ministère de l'Economie et de la Planification et l'INS.

_

⁽¹⁾ Selon (SCN 2008 et Base 2015).

^{*} Prévisions

¹ En termes constants.

INTRODUCTION

En ce qui concerne **l'inflation**, elle a connu une relative détente pour revenir à 8,1% à la fin de l'année 2023, en termes de glissement annuel (contre +10,1% une année auparavant). Cette tendance est principalement alimentée par les résultats de la politique monétaire vigilante mise en place par la Banque Centrale de Tunisie¹ durant toute l'année 2023 et soutenue, notamment, par la baisse des prix internationaux des produits de base et des matières premières ainsi que le gel des prix de certains produits administrés. Cette évolution a concerné, principalement, les prix des produits manufacturés (+7,0% contre +10,2% en décembre 2022), ceux des produits alimentaires (+12,3% contre +14,6%) et, à moindre degré les prix des services (+6,1% contre +6,7%). S'agissant de l'inflation sous-jacente, l'accroissement des prix hors produits frais et encadrés, a enregistré une décélération en décembre 2023 (en glissement annuel), pour se situer à 8,5% (contre 9,3% en décembre 2022).

Sur le **marché de change**, le dinar a connu, en 2023 en termes de moyennes annuelles une dépréciation de 2,9% face à l'euro et une quasi-stagnation (+0,1%) à l'égard du dollar américain, tandis qu'il s'est apprécié de 6,2% vis-à-vis du yen japonais.

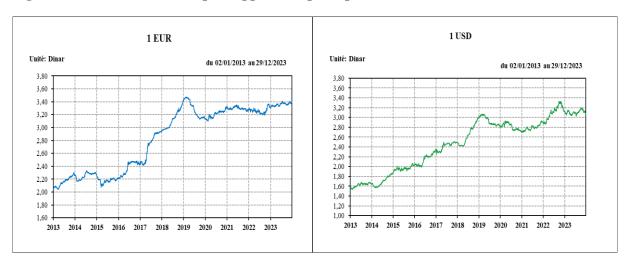


Figure 3: Evolution du Dinar par rapport aux principales devises

En matière de **finances publiques**, le déficit budgétaire hors privatisation, dons et revenus confisqués s'est légèrement réduit en 2023, pour revenir à -7,4% du PIB (contre -7,9% en 2022). Cependant, en valeur, il a augmenté de 2,4%, s'élevant à -11,3 milliards de dinars. Cette évolution s'explique par une augmentation des ressources propres de l'État (+7,3%) à un rythme plus rapide que celui des dépenses (+6,4%).

S'agissant de l'évolution des **paiements extérieurs**, elle a porté la marque de la nette réduction du déficit de la balance courante, qui s'est établi à -3,5 milliards de dinars, soit -2,3% du PIB, (contre -12,3 milliards et -8,8% en 2022). Cette forte amélioration est principalement due à la réduction du déficit de la balance des biens (FOB/FOB)², passant de -33 milliards de dinars en 2022 à -28,1 milliards en 2023. Parallèlement, les recettes des services ont significativement augmenté (+23,9%), grâce notamment au renforcement des recettes du secteur touristique (+27,7%), et à la résilience des transferts des Tunisiens résidant à l'étranger qui ont atteint 8,8 milliards de dinars. Pour le **compte financier**, il a affiché un besoin de financement de 1,3 milliard de dinars en 2023 (contre 9,1 milliards en 2022) en relation principalement avec la forte diminution du solde débiteur des investissements de portefeuille

¹ La loi n° 2016-35 du 25 Avril 2016 portant fixation du statut de la Banque Centrale a attribué à la banque pour objectif principal d'assurer la stabilité des prix.

² Compte tenu des traitements et des ajustements statistiques effectués sur les données douanières et ce, conformément aux exigences du MBP6 du FMI (reclassements et passage de la version FOB-CAF à FOB-FOB).

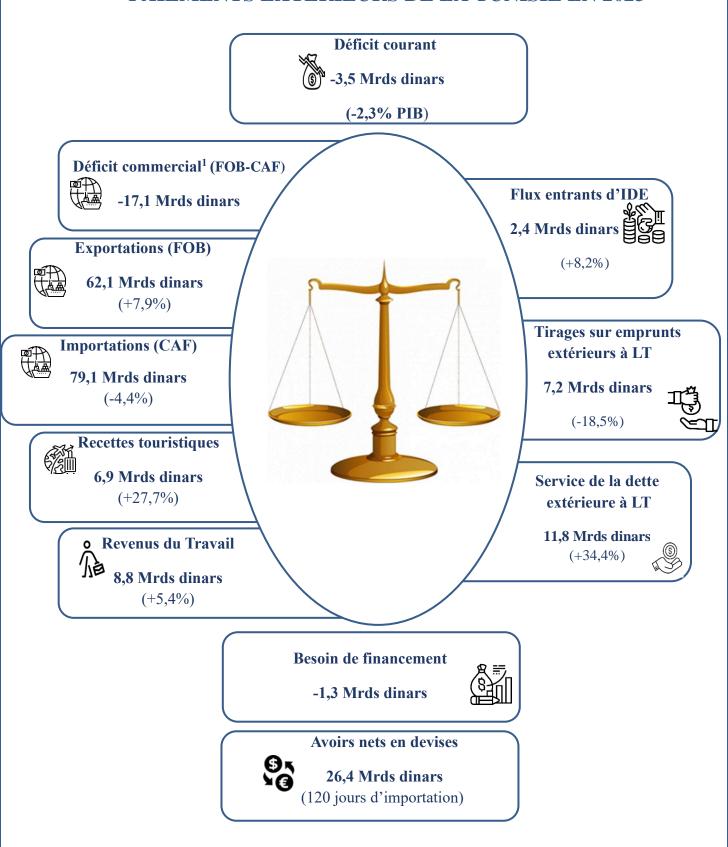
INTRODUCTION

et autres investissements (-2.368 MDT contre -6.758 MDT l'année précédente) et la consolidation des avoirs de réserve de 3.371 MDT en 2023, portant les avoirs nets en devises à 26.408 MDT, soit l'équivalent de 120 jours d'importation contre 22.949 MDT et 100 jours d'importation à la fin de 2022.

Concernant **le taux d'endettement extérieur à long terme (LT)**, il s'est replié de 4,4 points de pourcentage pour revenir à 52,1% du RNDB, notamment sous l'effet conjugué du repli des mobilisations des emprunts extérieurs à LT de 18,5% et la hausse des remboursements du principal de la dette extérieure à long terme (+34,4% en 2023). De son côté, le coefficient du service de la dette extérieure à LT en pourcentage des recettes courantes a progressé de 2,3 points de pourcentage pour se situer à 16,2% en 2023.

PAIEMENTS EXTERIEURS DE LA TUNISIE

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAIEMENTS EXTERIEURS DE LA TUNISIE EN 2023



^{*}Mrds dinars : milliards de dinars.

¹ Selon la méthodologie adoptée par l'Institut National de la Statistique dans ses publications relatives au commerce extérieur, conformément aux recommandations du manuel des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM2010).

PAIEMENTS EXTERIEURS DE LA TUNISIE

I. APERÇU GENERAL

Le secteur extérieur a évolué, au cours de l'année 2023, dans un environnement économique international difficile, marqué par l'accentuation des tensions géopolitiques, les risques dus au changement climatique et la persistance des répercussions des crises successives. Parallèlement, la croissance économique a été accablée dans la plupart des pays par la persistance des pressions inflationnistes et ce, en dépit de la détente de la majorité des cours internationaux des produits de base.

De sa part, la conjoncture économique nationale s'est fortement ressentie de l'atonie de l'activité mondiale, notamment celle des principaux pays de la Zone Euro, impactant notablement la demande de produits manufacturiers qui représentent le potentiel d'exportation le plus important. Aussi, la poursuite de l'amenuisement des ressources énergétiques a réhaussé le déficit commercial de ce secteur à un niveau toujours excessif, malgré une légère contraction par rapport à 2022. Cependant, la balance alimentaire s'est notablement redressée, dégageant un déficit infime par rapport à ceux enregistrés auparavant, tirant profit, principalement, de l'expansion de la valeur des expéditions d'huile d'olive tirée par la flambée des prix. Parallèlement au fort allègement du déficit commercial, la reprise confirmée des flux en devises générés par l'activité touristique et le maintien des transferts des Tunisiens résidents à l'étranger à un niveau appréciable ont permis d'abaisser le déficit courant, rapporté au PIB, à un niveau soutenable, jamais réalisé depuis 2007.

Dans ce contexte, la balance courante s'est soldée, en 2023, par un déficit en net repli pour revenir à 2,3% du PIB (contre -8,8% une année auparavant). De son côté, le compte financier a dégagé un besoin de financement de 1,3 milliard de dinars en 2023 (contre un besoin de 9,1 milliards de dinars en 2022) qui s'explique, essentiellement, par le fort déclin du solde débiteur "des investissements de portefeuille et autres investissements" (-2.368 MDT contre -6.758 MDT une année auparavant) et la consolidation des avoirs de réserve (+3.371 MDT) en 2023, corrélativement avec le raffermissement des avoirs nets en devises (26.408 MDT, soit l'équivalent de 120 jours d'importation, au terme de l'année 2023, contre 22.949 MDT et 100 jours d'importation, respectivement, à la fin de l'année 2022).

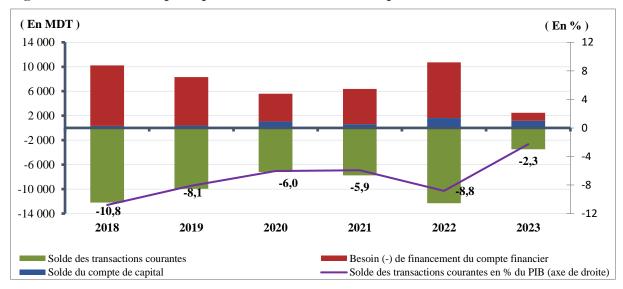


Figure 4 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements

Tableau 5 : Principaux soldes de la balance des paiements

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
Paiements courants	-9.955,3	-7.217,3	-7.751,9	-12.314,6	-3.484,0
Déficit courant/PIB (en %)	-8,1	-6,0	-5,9	-8,8	-2,3
Biens et services	-11.528,7	-9.482,4	-11.533,1	-16.150,1	-6.879,8
Marchandises (FOB-FOB)	-25.904,2	-19.085,7	-23.721,5	-32.989,0	-28.100,2
Services	14.375,5	9.603,3	12.188,4	16.838,9	21.220,4
Revenu primaire	-2.694,4	-3.165,4	-3.955,5	-4.196,6	-4.635,8
Revenu secondaire	4.267,8	5.430,5	7.736,7	8.032,1	8.031,6
Compte de Capital	402,4	1.026,8	617,5	1.624,1	1.177,6
Compte financier	-7.905,9	-4.572,8	-5.765,0	-9.101,9	-1.296,3
Investissements directs	-2.377,4	-1.665,4	-1.489,7	-1.883,2	-2.298,7
Investissements de portefeuille	-185,8	2.029,3	3.520,9	1.323,2	2.226,0
Autres investissements	-10.626,8	-8.800,8	-8.134,3	-8.081,4	-4.594,7
Avoirs de réserve	5.284,1	3.864,1	338,1	-460,5	3.371,1
Opérations d'ajustement, erreurs et omissions nettes	1.647,0	1.617,7	1.369,4	1.588,6	1.010,1
Anaina maka an danina	40.55	22.000	22.275	20.010	26.462
Avoirs nets en devises	19.521	23.099	23.313	22.949	26.408
En jours d'importation	111	162	134	100	120

Telles que présentées dans ce rapport, la BP et la PEG de la Tunisie sont établies selon la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI (MBP6).

II. BALANCE COURANTE

Le déficit courant s'est nettement replié en 2023 pour revenir à -3.484 MDT, soit 2,3% du PIB, contre -12.315 MDT et 8,8%, respectivement, une année auparavant. Ce résultat trouve son origine dans la contraction du déficit de la balance des biens et services pour revenir à -6.880 MDT (contre -16.150 MDT une année auparavant) en relation avec la régression du déficit de la balance des biens (FOB-FOB) (-28.100 MDT contre -32.989 MDT une année auparavant) qui s'est couplée avec la consolidation de l'excédent de la balance des services (+21.220 MDT contre +16.839 MDT une année auparavant). Toutefois, l'excédent de la balance des revenus (primaire et secondaire) s'est inscrit en repli (+3.396 MDT en 2023 contre +3.835 MDT une année auparavant).

Tableau 6 : Evolution des principaux soldes des paiements courants

(En MDT, sauf indication contraire)

						Var. en %	
Désignation	2019	2020	2021	2022	2023	2022/ 2021	2023/ 2022
Paiements courants ¹	-9.955,3	-7.217,3	-7.751,9	-12.314,6	-3.484,0	-4.562,7	8.830,6
En % du PIB ²	-8,1	-6,0	-5,9	-8,8	-2,3	-2,9	6,5
Solde des biens et services	-11.528,7	-9.482,4	-11.533,1	-16.150,1	-6.879,8	-4.617,0	9.270,3
Solde commercial (FOB) ¹	-25.904,2	-19.085,7	-23.721,5	-32.989,0	-28.100,2	-9.267,5	4.888,8
Exportations (FOB)	43.855,4	38.705,9	46.654,2	57.557,5	62.077,3	23,4	7,9
Importations (CAF)	63.291,6	51.536,2	62.864,9	82.788,9	79.146,3	31,7	-4,4
Solde des services 1	14.375,5	9.603,3	12.188,4	16.838,9	21.220,4	4.650,5	4.381,5
dont:							
Recettes touristiques	6.646,7	2.439,4	2.954,2	5.420,1	6.920,6	83,5	27,7
Solde des revenus primaire et secondaire ¹	1.573,4	2.265,1	3.781,2	3.835,5	3.395,8	54,3	-439,7
dont:							
Revenus du travail (Crédits)	4.996,3	6.248,8	8.000,6	8.367,0	8.817,1	4,6	5,4
Revenus des IDE (Débits)	2.051,4	2.481,3	2.846,2	3.369,8	3.774,9	18,4	12,0
Intérêts de la dette ex³ à LT (Débits)	1.086,2	961,4	1.030,9	1.223,1	1.711,9	18,6	40,0

⁽¹⁾ Variations en MDT.

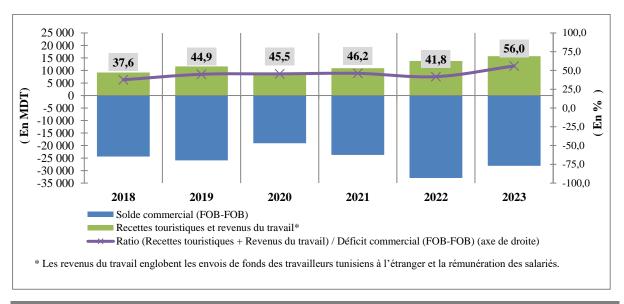
S'agissant du déficit de **la balance des biens et services**, il a enregistré une nette contraction pour revenir à -6.880 MDT en 2023 (contre -16.150 MDT en 2022). Ce résultat est attribuable principalement à l'amélioration des crédits à ce titre de 14,3% pour s'élever à 61.307 MDT alors que les débits ont accusé une légère baisse (-2,3%) pour revenir à 68.186 MDT.

⁽²⁾ Variations en points de pourcentage.

 $^{^{(3)}}$ ex : extérieure.

De son côté, le ratio de couverture du déficit commercial (FOB-FOB) par les recettes touristiques et les revenus du travail¹ s'est davantage renforcé pour se situer à 56% en 2023 (contre 41,8% en 2022).

Figure 5 : Evolution du taux de couverture du déficit commercial (FOB-FOB) par les recettes touristiques et les revenus du travail



a) Echanges commerciaux

La balance commerciale des biens (FOB-FOB), selon la méthodologie préconisée par le MBP6¹, a dégagé un déficit de 28.100 MDT, en 2023, en contraction de 4.889 MDT par rapport à celui de 2022, sous l'effet de la baisse des importations de 6,1% et la hausse des exportations de 4,7%. Il est à signaler que la quasi-totalité des échanges de biens a été réalisée dans le cadre des "marchandises générales", alors que le reliquat a concerné les transactions de "négoce international" et de "l'or non monétaire".

¹ Les revenus du travail englobent les envois de fonds des travailleurs Tunisiens à l'étranger (revenu secondaire) et la rémunération des salariés (revenu primaire).

Tableau 7 : Evolution des échanges commerciaux (Optique balance des paiements)

2019	2020	2021	2022	2023	Var en % (23/22)
17.244,7	15.981,6	19.867,0	26.814,8	28.081,6	4,7
17.201,5	15.872,7	19.782,7	26.703,6	27.985,2	4,8
594,4	439,9	481,8	391,3	734,3	87,7
43,2	108,9	84,3	111,2	96,4	-13,3
43.148,9	35.067,3	43.588,5	59.803,8	56.181,8	-6,1
43.093,5	34.984,1	43.539,1	59.715,5	56.047,3	-6,1
-25.904,2	-19.085,7	-23.721,5	-32.989,0	-28.100,2	4.888,8
	17.244,7 17.201,5 594,4 43,2 43.148,9 43.093,5	17.244,7 15.981,6 17.201,5 15.872,7 594,4 439,9 43,2 108,9 43.148,9 35.067,3 43.093,5 34.984,1	17.244,7 15.981,6 19.867,0 17.201,5 15.872,7 19.782,7 594,4 439,9 481,8 43,2 108,9 84,3 43.148,9 35.067,3 43.588,5 43.093,5 34.984,1 43.539,1	17.244,7 15.981,6 19.867,0 26.814,8 17.201,5 15.872,7 19.782,7 26.703,6 594,4 439,9 481,8 391,3 43,2 108,9 84,3 111,2 43.148,9 35.067,3 43.588,5 59.803,8 43.093,5 34.984,1 43.539,1 59.715,5	17.244,7 15.981,6 19.867,0 26.814,8 28.081,6 17.201,5 15.872,7 19.782,7 26.703,6 27.985,2 594,4 439,9 481,8 391,3 734,3 43,2 108,9 84,3 111,2 96,4 43.148,9 35.067,3 43.588,5 59.803,8 56.181,8 43.093,5 34.984,1 43.539,1 59.715,5 56.047,3

Analysée selon l'approche statistique¹ basée sur les mouvements du stock des ressources matérielles, la **balance commerciale (FOB/CAF)** s'est soldée par un déficit qui s'est contracté de 8.162 MDT ou 32,4% en 2023 pour revenir à 17.069 MDT. Cette situation résulte de l'effet conjugué de la baisse des

importations (-4,4%) et la hausse des exportations (+7,9%) entrainant ainsi une amélioration du taux de couverture de 8,9 points de pourcentage pour s'élever à 78,4%.

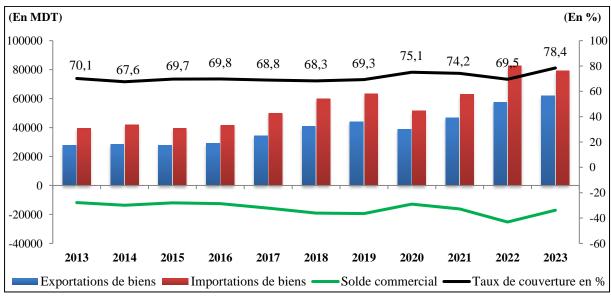


Figure 6 : Evolution des échanges commerciaux (2013-2023)

Source : INS

-

⁽¹⁾ Selon la méthodologie adoptée par l'Institut National de la Statistique dans ses publications relatives au commerce extérieur conformément aux recommandations du manuel des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM2010): "les statistiques du commerce international de marchandises enregistrent tous les produits qui augmentent ou diminuent le stock des ressources matérielles d'un pays en entrant sur son territoire économique (importations) ou en le quittant (exportations)" et "les biens à transformer avec ou sans changement de propriété".

Tableau 8 : Principaux indicateurs du commerce extérieur

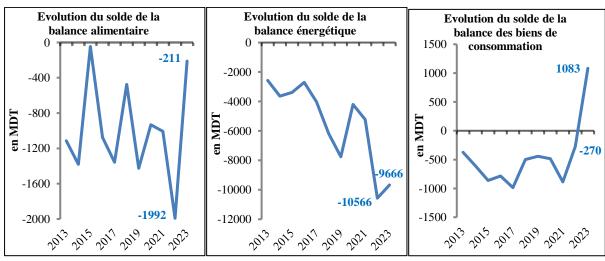
Désignation	2019	2020	2021	2022	2023
Exportations FOB (en MDT)	43.855,4	38.705,9	46.654,2	57.557,5	62.077,3
Variation en %	7,0	-11,7	20,5	23,4	7,9
Importations CAF (en MDT)	63.291,6	51.536,2	62.864,9	82.788,9	79.146,3
Variation en %	5,5	-18,6	22,0	31,7	-4,4
Déficit commercial FOB - CAF	19.436,2	12.830,3	16.210,7	25.231,4	17.069,0
En % du PIB	15,8	10,7	12,4	18,1	11,2
Taux de couverture (en %)	69,3	75,1	74,2	69,5	78,4
Taux d'ouverture (en %)	87,1	75,4	83,7	100,6	92,5
Taux d'effort à l'exportation (en %)	35,7	32,4	35,7	41,2	40,7
Taux de dépendance (en %)	51,5	43,1	48,1	59,3	51,8
Taux de pénétration (en %)	44,4	38,9	42,8	50,2	46,6

Source: INS

L'analyse de la balance commerciale par groupe de produits au cours de 2023 fait ressortir une nette amélioration de **la balance alimentaire** (-211 MDT contre -1.992 MDT une année auparavant) profitant principalement du repli des cours internationaux des principaux produits de base alimentaires¹ et de l'affermissement de la valeur des exportations d'huile d'olive.

Corrélativement, le déficit énergétique s'est replié de 8,5% (-10.566 MDT à -9.666 MDT) en lien avec la baisse des importations de 10,8% sous l'effet de la chute des cours internationaux de l'énergie² qui s'est conjuguée au repli de la demande de produits énergétiques de 3%³. Parallèlement, les déficits de la balance des **matières premières et demi-produits** et de celle des **biens d'équipement** se sont contractés de 3.411 MDT et 718 MDT respectivement par rapport à 2022 pour se situer à 6,4 milliards de dinars et 1,9 milliard de dinars. Quant à la balance des **biens de consommation**, elle a enregistré un excédent de 1.083 MDT (contre un déficit de 270 MDT une année auparavant).

Figure 7 : Evolution des soldes des balances énergétique, alimentaire et des biens de consommation



26

¹-13,8%: la baisse de l'indice annuel FAO des prix des produits alimentaires par rapport à 2022.

² Baisse de 17,3% du prix moyen du baril de Brent en 2023, soit 82,6\$ le baril de Brent contre un prix moyen de 99,8\$ une année auparavant.

³ Il s'agit des données publiées par l'Observatoire National de l'Energie et des Mines.

Tableau 9 : Evolution des échanges commerciaux au cours de l'année 2023

Secteur Echanges commerciaux	Agriculture et I.A.A.	Energie et lubrifiants	Mines, phosphates et dérivés	Textiles, habillement &cuir	I.M.E	Autres industries div.	Total
Exportations aux prix courants	8.011,6	3.830,3	2.672,1	11.939,4	28.388,7	7.235,3	62.077,3
Evolution aux prix courants en %	17,8	-16,2	-25,8	6,9	15,9	4,5	7,9
Evolution aux prix constants en % (1)	19,0	-14,4	-26,9	-3,4	6,0	8,2	1,2
Importations aux prix courants	10.271,5	13.496,0	1.422,5	8.784,1	30.665,1	14.507,2	79.146,3
Evolution aux prix courants en %	-4,8	-10,8	-39,6	-3,3	2,0	-5,5	-4,4
Evolution aux prix constants en % (1)	3,0	-7,6	-19,4	-8,0	-3,9	-3,1	-6,0
Solde commercial aux prix courants	-2.259,9	-9.665,7	1.249,6	3.155,3	-2.276,4	-7.271,9	-17.069,0

(1) Variation aux prix constants calculée selon les indices des prix de l'année de base 2015.

Source: BCT et INS

Evalués aux **prix constants**, les échanges commerciaux ont enregistré, en 2023, une progression pour les exportations (+1,2%) et une baisse des importations (-6%). De leur côté, les termes de l'échange se sont consolidés de 4,7% sous l'effet d'une hausse plus accentuée des prix à l'export que ceux à l'import, (+6,6% et +1,7% respectivement).

Tableau 10: Evolution des indices des prix à l'exportation et à l'importation par secteur

Secteur Indices des prix	Agriculture et IAA	Energie et lubrifiants	Mines, phosphates et dérivés	Textiles, habillement & cuir	I.M. E	Autres industries	Total
IPX							
Année 2022	173,5	222,8	207,2	172,7	159,7	182,6	174,2
Année 2023	171,8	218,1	210,2	191,0	174,7	176,2	185,6
Evolution en % (23/22)	-1,0	-2,1	1,5	10,6	9,4	-3,5	6,6
IPM							
Année 2022	217,2	239,9	227,7	182,6	181,8	196,1	194,2
Année 2023	200,6	231,5	170,6	192,0	192,9	191,3	197,6
Evolution en % (23/22)	-7,6	-3,5	-25,1	5,1	6,1	-2,5	1,7
Termes de l'échange							
Année 2022	79,9	92,9	91,0	94,6	87,8	93,1	89,7
Année 2023	85,7	94,2	123,2	99,5	90,5	92,1	94,0
Evolution en % (23/22)	7,2	1,5	35,5	5,2	3,1	-1,0	4,7

Source : BCT et INS

PAIEMENTS EXTERIEURS DE LA TUNISIE

L'analyse de l'évolution des exportations par secteur d'activité fait apparaître la poursuite de la décélération des ventes du secteur des industries manufacturières (+11,7% contre +17,4% une année auparavant) qui a touché la branche des textiles, habillements et cuirs (+6,9% contre +21,9%) et les autres industries manufacturières (+4,5% contre +22,9%) alors que celles du secteur des industries mécaniques et électriques se sont légèrement accélérées (+15,9% contre +14,1%).

Pour les expéditions du secteur de l'agriculture et des industries agroalimentaires, elles ont augmenté de 17,8% sous l'effet principalement de la forte hausse de la valeur des ventes d'huile d'olive (+52,4%) pour s'élever à 3.813 MDT profitant de l'accroissement des prix moyens à l'export en Euro (+ 54,5%) alors que les quantités se sont inscrites en baisse (-5,4%). Quant aux exportations des secteurs des industries extractives, elles ont affiché dans l'ensemble une régression de 20,4%, en particulier, celles des mines, phosphates et dérivés qui ont régressé de 25,8% suite au repli des prix de ces produits sur les marchés internationaux affectant notablement les ventes de D.A.P (-15,3%) et de superphosphates (-46,9%). Pour les exportations du secteur de l'énergie, elles se sont repliées de 16,2% en relation avec la baisse des produits raffinés de pétrole (-29,5%).

Tableau 11 : Evolution des échanges commerciaux par groupe de produits

	Eli MD1, sau		on contraire)				
Groupes de produits	2019	2020	2021	2022	2023		en %
• •						22/21	23/22
Balance alimentaire							
Exportations	4.251,9	4.850,6	4.602,9	6.033,8	7.316,6	31,1	21,3
Importations	5.677,6	5.782,5	5.610,1	8.025,5	7.528,0	43,1	-6,2
Solde	-1.425,7	-931,9	-1.007,2	-1.991,7	-211,4	97,7	-89,4
Taux de couverture en %	74,9	83,9	82,0	75,2	97,2		
Balance des mat.1ère & demi- produits							
Exportations	13.951,8	11.469,7	16.136,6	20.075,9	21.301,7	24,4	6,1
Importations	19.636,4	16.783,1	22.694,0	29.864,5	27.679,4	31,6	-7,3
Solde	-5.684,6	-5.313,4	-6.557,4	-9.788,6	-6.377,7	49,3	-34,8
Taux de couverture en %	71,1	68,3	71,1	67,2	77,0		
Balance des biens d'équipement							
Exportations	8.749,7	7.810,5	8.698,2	10.004,1	11.089,9	15,0	10,9
Importations	12.876,5	9.710,9	11.238,2	12.619,5	12.987,1	12,3	2,9
Solde	-4.126,8	-1.900,4	-2.540,1	-2.615,4	-1.897,3	3,0	-27,5
Taux de couverture en %	68,0	80,4	77,4	79,3	85,4		
Balance des biens de consommation							
Exportations	14.483,7	12.383,7	14.199,1	16.875,5	18.538,8	18,8	9,9
Importations	14.926,3	12.867,8	15.084,9	17.145,0	17.455,7	13,7	1,8
Solde	-442,6	-484,2	-885,8	-269,5	1.083,1	-69,6	-501,9
Taux de couverture en %	97,0	96,2	94,1	98,4	106,2		
Balance énergétique							
Exportations	2.418,3	2.191,4	3.017,3	4.568,1	3.830,3	51,4	-16,2
Importations	10.174,8	6.391,8	8.237,6	15.134,3	13.496,0	83,7	-10,8
Solde	-7.756,5	-4.200,5	-5.220,2	-10.566,2	-9.665,7	102,4	-8,5
Taux de couverture en %	23,8	34,3	36,6	30,2	28,4		
Total exportations	43.855,4	38.705,9	46.654,2	57.557,5	62.077,3	23,4	7,9
Total importations	63.291,6	51.536,2	62.864,9	82.788,9	79.146,3	31,7	-4,4
Solde	-19.436,2	-12.830,3	-16.210,7	-25.231,4	-17.069,0	55,6	-32,4
Taux de couverture en %	69,3	75,1	74,2	69,5	78,4		

Source : INS

Au niveau des importations, à l'exception des biens d'équipement et ceux de consommation qui ont enregistré des augmentations respectives de 2,9% et 1,8%, les autres groupes de produits ont affiché un repli. En particulier, les achats des produits alimentaires ont diminué de 6,2% en lien essentiellement avec la contraction des approvisionnements en produits céréaliers de 12% sous l'effet de la baisse des prix moyens internationaux de 19% alors que les quantités importées se sont accrues de 10,3%. En revanche, les approvisionnements en sucre ont nettement progressé (+49,6%), en relation avec l'augmentation des quantités et du prix moyen de 32% et 13,3% respectivement.

De leur part, les achats des produits énergétiques se sont repliés de 10,8% pour concerner le pétrole brut (-36%) et dans une moindre ampleur les produits raffinés (-11,7%) alors que les achats de gaz naturel se sont inscrits en progression (+8,4%).

-

¹ Selon les chiffres du FMI.

PAIEMENTS EXTERIEURS DE LA TUNISIE

D'un autre côté, le ralentissement de l'activité économique à l'échelle nationale a induit à la baisse des importations des matières premières et demi-produits (-7,3%) et la décélération de celles des biens d'équipement (+2,9% et contre +12,3% une année auparavant).

S'agissant des achats des biens de consommation, ils ont connu un ralentissement (+1,8% contre +13,7% en 2022), sous l'effet principalement de la baisse des achats des produits de textiles et habillements (-4,4%) et des pièces détachées de voitures (-14,3%) contre une hausse des importations des voitures de tourisme (+3,2%) et des produits pharmaceutiques (+5,4%).

Tableau 12 : Evolution des échanges commerciaux par régime

(En MDT sauf indication contraire)

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023	Variations en % 2023/2022
Exportations FOB (en MDT)	43.855,4	38.705,9	46.654,2	57.557,5	62.077,3	7,9
Régime général	11.186,4	10.712,2	13.209,1	18.436,6	18.371,6	-0,4
Régime offshore	32.669,0	27.993,7	33.445,1	39.120,9	43.705,7	11,7
Importations CAF (en MDT)	63.291,6	51.536,2	62.864,9	82.788,9	79.146,3	-4,4
Régime général	42.435,6	34.545,6	42.269,1	57.185,1	53.407,3	-6,6
Régime offshore	20.856,0	16.990,6	20.595,8	25.603,8	25.739,0	0,5
Solde commercial FOB – CAF (1)	-19.436,2	-12.830,3	-16.210,7	-25.231,4	-17.069,0	8.162,4
Régime général ¹	-31.249,2	-23.833,4	-29.060,0	-38.748,5	-35.035,7	3.712,8
Régime off shore ¹	11.813,0	11.003,1	12.849,3	13.517,1	17.966,7	4.449,6

(1) Variation en MDT. Source :INS

L'analyse des échanges commerciaux **par régime** fait montrer une contraction du déficit commercial sous **le régime général** de 3.713 MDT pour revenir à -35 milliards de dinars en relation avec la baisse des importations à un rythme plus important que celui des exportations (-6,6% et -0,4% respectivement). Au niveau du **régime offshore**, l'évolution des échanges commerciaux a porté la marque de la poursuite de la progression des exportations à un rythme nettement plus prononcé que celui des importations (+11,7% et +0,5% respectivement). L'excédent commercial sous ce régime s'est ainsi consolidé de 4.450 MDT pour s'élever à 17.967 MDT.

Par ailleurs, la contraction du déficit commercial de plus de 8.162 MDT a pour origine, principalement, **l'effet prix net** positif estimé à 8.206 MDT résultant pour l'essentiel du repli des prix à l'import (-9.266 MDT). Quant à **l'effet volume net,** il a eu un impact négatif minime d'environ 85 MDT.

Tableau 13 : Variation des échanges commerciaux par type d'effet en 2023 par rapport à 2022

(En MDT)

Flux	Flux Effet volume Effet prix		Effet change	Variation 2023/2022
Exportations	4.222	-1.061	1.359	4.520
Importations CAF	4.307	-9.266	1.317	-3.643
Solde	-85	8.206	42	8.162

Source: INS

b) Balance des services

La balance des services a dégagé un excédent en nette consolidation pour s'élever à 21.220 MDT en 2023 (contre +16.839 MDT en 2022). Ce résultat est attribuable principalement à la consolidation de l'excédent des services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers (+2.971 MDT) et celui des voyages (+1.349 MDT). De son côté, la balance des transports a dégagé un déficit qui a quasiment stagné (-3 MDT). Quant aux autres postes des services, l'excédent global s'est inscrit en légère hausse (+64 MDT).

EVOLUTION DES CRÉDITS DE LA
BALANCE DES SERVICES

35000

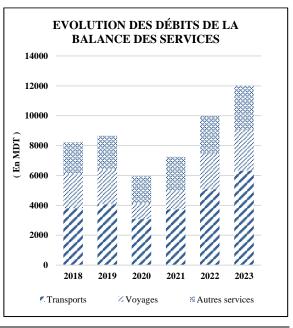
25000

15000

0
2018 2019 2020 2021 2022 2023

Services de fabrication **Transports NVoyages :: Autres services

Figure 8 : Evolution des crédits et des débits de la balance des services



En particulier, les services de fabrication fournis par les entreprises tunisiennes sur des intrants physiques détenus par des tiers¹ se sont affermis de près de 3 milliards de dinars pour se situer à 14,4 milliards de dinars en 2023. Ce résultat s'explique par l'accroissement des exportations des produits ayant subi une transformation (+11,3%) pour atteindre 35,1 milliards de dinars en 2023, soit 56,5% des exportations totales (FOB)², composées dans leur quasi-totalité de produits manufacturés. De leur part, les importations expédiées en Tunisie pour motif de fabrication n'ont progressé que de 2,9% pour se situer à 20,7 milliards de dinars en 2023, soit 26,1% du total des importations (CAF)². Elles sont constituées principalement de matières premières et demi-produits, de biens de consommation et de biens d'équipement avec des parts respectives de 50,8%, 31,6% et 17,3%.

31

¹ Ils couvrent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage etc. fournis par des entreprises sur des intrants physiques détenus par des tiers sans qu'il y ait transfert de propriété des biens en question. En d'autres termes, il s'agit de tous " les travaux à façon " effectués sur les biens par un résident d'une économie pour le compte du propriétaire des biens, résident dans une autre économie. Seuls les frais de ces services sont inclus dans ce poste.

² Selon les chiffres du commerce extérieur publiés actuellement par l'Institut National de la Statistique, conformément aux recommandations du manuel des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM 2010).

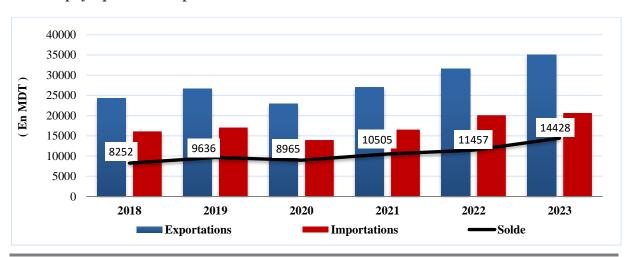


Figure 9 : Evolution des échanges commerciaux liés aux services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers

S'agissant de la balance **des services des transports**, elle a dégagé un déficit comparable à 2022 (-136 MDT en 2023 contre -133 MDT une année auparavant), résultat qui s'explique par la progression **des crédits et des débits** à des rythmes pratiquement similaires (+25,3% et +24,7%, respectivement).

Pour les **exportations des services des transports**, elles sont passées d'une année à l'autre de 4,9 milliards à 6,2 milliards de dinars, tirées essentiellement par les recettes des transports aériens et celles des transports maritimes (2.909 MDT et 615 MDT, respectivement, contre 2.121 MDT et 551 MDT en 2022), corrélativement avec l'accroissement des revenus de billets de passage grâce à la dynamique des activités de voyages. Pour les autres modes de transport, particulièrement la redevance-gaz, bénéficiant à l'Etat tunisien pour le passage des deux gazoducs transcontinentaux reliant l'Algérie à l'Italie, elle s'est élevée à 2.094 MDT (contre 1.807 MDT une année auparavant) et ce, en dépit de la diminution des quantités perçues de 5% en 2023¹.

Tableau 14: Evolution de la redevance-gaz

	Flux fin	anciers	En n	Total	
Année	En MDT	En % du total	En MDT	En % du total	en MDT
2019	41,3	10,7	342,9	89,3	384,2
2020	99,9	31,6	216,6	68,4	316,5
2021	162,5	22,3	565,9	77,7	728,4
2022	691,2	38,2	1.116,2	61,8	1.807,4
2023	1.008,4	48,2	1.085,3	51,8	2.093,7

Source : BCT et SOTUGAT

_

¹ Selon l'Observatoire National de l'Energie et des Mines.

Par mode de transport

Par nature d'opération

43%

57%

Autres modes

Aérien

Maritime

Fret

Billets de passage

Autres

Figure 10: Composition des exportations au titre des transports en 2023

De leur part, les **importations au titre des transports** ont affiché une progression de 24,7%, pour s'élever à 6.317 MDT en 2023, en lien avec la hausse des dépenses des transports maritimes (+12,4%) qui ont accaparé plus de 70% du total sous forme, principalement, de fret. Pour les dépenses des transports aériens, elles ont nettement augmenté pour s'élever à 1.484 MDT.

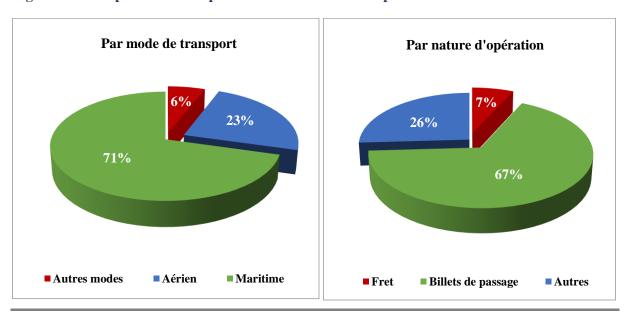


Figure 11 : Composition des importations au titre des transports en 2023

Pour la balance des **services de voyages**, elle a dégagé un excédent de 5.235 MDT en 2023, en hausse de 1.349 MDT, par rapport à 2022, et ce, en ligne avec l'accroissement **des crédits** à un rythme soutenu (+26,8%). En effet, après avoir pâti lourdement des effets de la crise sanitaire, l'activité touristique, principale composante des services de voyages, a repris une dynamique performante en 2023, générant des flux en devises, en expansion de 27,7% pour s'élever à 6,9 milliards de dinars².

¹ Abstraction faite de l'effet change, ces flux n'auraient augmenté que de 25,1%.

² Les frais de séjour en Tunisie des Tunisiens résidents à l'étranger sont intégrés dans la rubrique voyages à titre personnel (inclus auparavant au niveau des revenus de travail).

Parallèlement, les entrées des non-résidents¹ ont nettement progressé (+45,9%) pour totaliser 9,4 millions de visiteurs au terme de l'année 2023 (Européens : +41,6% et maghrébins : +68,4%). De leur part, les nuitées des non-résidents ont augmenté de 44,5% pour atteindre 18,4 millions d'unités en 2023.

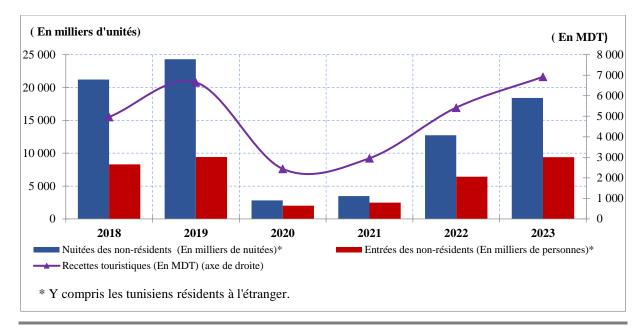


Figure 12: Evolution des principaux indicateurs touristiques

Du côté des débits, les services de voyages se sont accrus de 14% pour atteindre 2.743 MDT en 2023, sous l'effet, essentiellement, de la progression des voyages à titre personnel, en l'occurrence les services liés au tourisme, les frais d'éducation et les transferts relatifs aux séjours pour "pèlerinage et Omra" avec des enveloppes respectives de 1.450 MDT, 554 MDT et 429 MDT.

S'agissant de la **balance des autres services**², son excédent s'est inscrit en légère hausse, passant, d'une année à l'autre, de 1.629 MDT à 1.693 MDT. Du coté des **importations**, elles ont enregistré une hausse de 17,1% pour atteindre 2.944 MDT, ayant concerné, principalement, les services de télécommunications, d'informatique et d'information, les services financiers et ceux de la construction pour se situer à 543 MDT, 409 MDT et 396 MDT, respectivement. Pour **les exportations**, elles se sont accrues de 11,9% pour s'élever à 4.638 MDT, évolution qui trouve son origine, en particulier, dans l'accroissement des services de télécommunications, d'informatique et d'information et ceux de la construction qui se sont élevés à 1.545 MDT et 518 MDT, respectivement, en 2023.

c) Balance des revenus primaire et secondaire

L'excédent de la balance des revenus (primaire et secondaire) a connu en 2023 une baisse pour revenir à 3.396 MDT (contre +3.835 MDT une année auparavant). Ce résultat est attribuable au creusement du déficit structurel de la balance du revenu primaire (-4.636 MDT contre -4.197 MDT en 2022) qui s'est conjugué à la stagnation de l'excédent de la balance du revenu secondaire au même niveau enregistré une année auparavant, soit 8.032 MDT.

² Hormis les services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers, voyages et transports.

¹ Y compris celles des Tunisiens résidents à l'étranger.

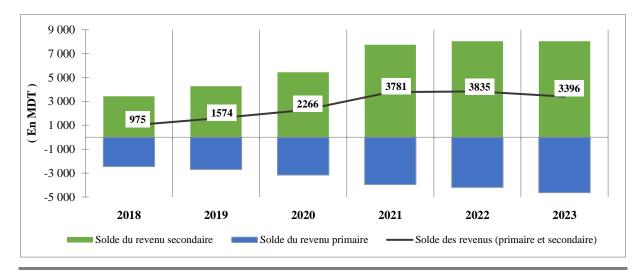


Figure 13: Evolution des soldes de la balance des revenus

Du côté des crédits, les flux au titre des revenus (primaire et secondaire) se sont inscrits en hausse (+6,1%) pour atteindre 11,1 milliards de dinars en 2023, suite à la progression des **revenus du travail**¹ (+5,4%), pour atteindre 8.817 MDT en 2023, soit une part d'environ 80% du total. Ces flux ont continué à se situer sur un sentier élevé, malgré les chocs successifs qui ont secoué l'environnement économique international.

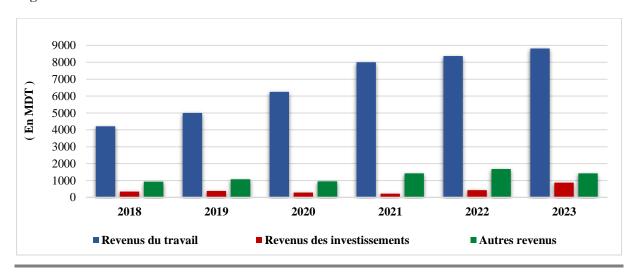


Figure 14 : Evolution des crédits de la balance des revenus

En particulier, **les revenus du travail sous forme de flux financiers**, qui représentent 86,8% du total, ont progressé de 3,9% pour s'élever à 7.656 MDT. Parallèlement, **les apports en nature**, constitués principalement par les importations de véhicules effectuées sous le régime "FCR"², ont enregistré une hausse de 16% pour atteindre 1.161 MDT en 2023.

Il convient de noter que le nombre des Tunisiens résidents à l'étranger s'est davantage consolidé ces dernières années pour dépasser 1,8 million³ de personnes, dont environ 85% résident en Europe.

¹ Les revenus du travail comprennent les **envois de fonds des travailleurs tunisiens à l'étranger** (revenu secondaire) et **la rémunération des salariés** (revenu primaire).

² "FCR" est un régime de privilège que délivre l'Etat aux Tunisiens résidents à l'étranger, sous certaines conditions.

³ Source : Ministère des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger (derniers chiffres disponibles de l'année 2022).

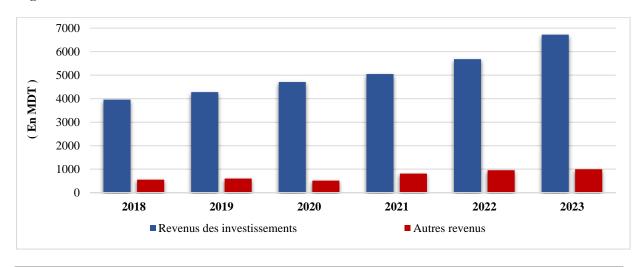
Tableau 15: Revenus du travail par mode de transfert

Année	Total*			forme de flux nciers	Apports en nature		
Amiee	En MDT	Variation en %	En MDT	En % du total	En MDT	En % du total	
2019	4.996,3	18,7	4.154,6	83,2	841,7	16,8	
2020	6.248,8	25,1	5.466,8	87,5	782,0	12,5	
2021	8.000,6	28,0	6.925,1	86,6	1.075,5	13,4	
2022	8.367,0	4,6	7.366,3	88,0	1.000,7	12,0	
2023	8.817,1	5,4	7.656,5	86,8	1.160,6	13,2	

^{*} Les revenus du travail englobent les envois de fonds des travailleurs tunisiens à l'étranger (revenu secondaire) et la rémunération des salariés (revenu primaire).

Du côté des débits, les revenus (primaire et secondaire) ont enregistré une hausse de 16,3% pour atteindre 7,7 milliards de dinars en 2023. Pour les transferts au titre des revenus des investissements, ils se sont accrus de 18,3% pour atteindre 6.720 MDT en 2023. Particulièrement ceux relatifs aux **investissements directs et de portefeuille** (hormis les intérêts sur titres de créance dus aux marchés financiers) ont augmenté de 12,6% pour s'élever à 3.879 MDT dont 1.070 MDT ont bénéficié aux sociétés pétrolières. Quant aux transferts au titre **des revenus des autres investissements**, destinés à honorer les intérêts de la dette à long terme (y compris les intérêts sur titres de créance dus aux marchés financiers), ils se sont inscrits en hausse de 24,8% pour s'élever à 2.467 MDT, dont 2.037 MDT effectués par l'Administration publique et la Banque Centrale et les autres agents économiques (430 MDT).

Figure 15 : Evolution des débits de la balance des revenus



III. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital a dégagé un excédent qui s'est inscrit en net repli, revenant, d'une année à l'autre, de 1.624 MDT à 1.178 MDT. L'essentiel des flux reçus a concerné des dons accordés dans le cadre de la coopération bilatérale pour appui budgétaire.

IV. COMPTE FINANCIER

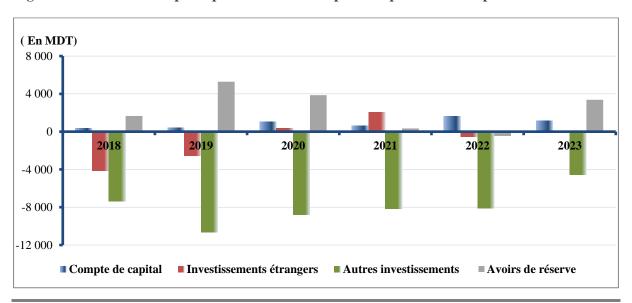
Le compte financier a dégagé, en 2023, un besoin de financement de 1.296 MDT (contre un besoin de 9.102 MDT en 2022). Ce résultat est attribuable à la consolidation du solde créditeur des investissements de portefeuille (+2.226 MDT contre +1.323 MDT une année auparavant) et à la forte atténuation du solde débiteur des autres investissements (-4.595 MDT contre -8.081 MDT), alors que celui des investissements directs étrangers s'est davantage creusé (-2.299 MDT contre -1.883 MDT). De leur côté, les avoirs de réserve se sont nettement consolidés en 2023 (+3.371 MDT contre -460 MDT une année auparavant).

Tableau 16: Evolution des principaux soldes du compte financier

(En MDT, sauf indication contraire)

Désignation	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en MDT 2023/2022
Compte financier	-7.905,9	-4.572,8	-5.765,0	-9.101,9	-1.296,3	7.805,6
-Investissements directs	-2.377,4	-1.665,4	-1.489,7	-1.883,2	-2.298,7	-415,5
-Investissements de portefeuille	-185,8	2.029,3	3.520,9	1.323,2	2.226,0	902,8
-Autres investissements	-10.626,8	-8.800,8	-8.134,3	-8.081,4	-4.594,7	3.486,7
-Avoirs de réserve	5.284,1	3.864,1	338,1	-460,5	3.371,1	3.831,6

Figure 16: Evolution des principaux soldes du compte de capital et du compte financier



a) Investissements directs étrangers

Au niveau des **investissements directs étrangers**, **l'accroissement net des passifs** s'est établi à 2.260 MDT en 2023 alors que **l'acquisition nette d'actifs financiers** s'est limitée à 38 MDT.

Tableau 17 : Répartition des flux des IDE bénéficiant à la Tunisie par secteur (Passifs)

(En MDT, sauf indication contraire)

Secteur	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en % 2023/2022
Energie	909,4	620,5	540,6	490,6	479	-2,4
Industries manufacturières	1.253,0	1.032,3	953,3	1.300,9	1.481,5	13,9
Tourisme et immobilier	201,7	17,0	95,4	13,0	12,1	-6,9
Télécommunications	65,6	71,3	56,4	134,5	98,8	-26,5
Financier	0,0	1,2	143,8	242,9	274,5	13,0
Autres	53,3	97,52	56,1	32,7	50,6	54,7
Total des Investissements directs étrangers	2.483,0	1.839,8	1.845,6	2.214,6	2.396,5	8,2

Du côté des passifs, il s'agit des flux des investissements directs étrangers (IDE) bénéficiant à la Tunisie qui ont poursuivi une tendance haussière en 2023 (+8,2%) pour s'élever à 2.397 MDT, soit 1,6% du PIB. Toutefois, ce niveau demeure insuffisant au regard des besoins de financement extérieur importants de l'économie tunisienne et en l'absence des mobilisations requises de ressources extérieures sous forme d'emprunts.

Pour **les indicateurs réels de l'activité des IDE** (hors énergie), on enregistre la création de 14.746 nouveaux postes d'emplois en 2023, ayant concerné 520 projets d'extension et 118 projets de création, pour des enveloppes respectives de 1.701 MDT et 216 MDT.

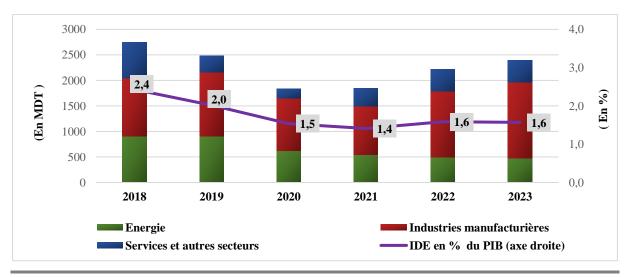
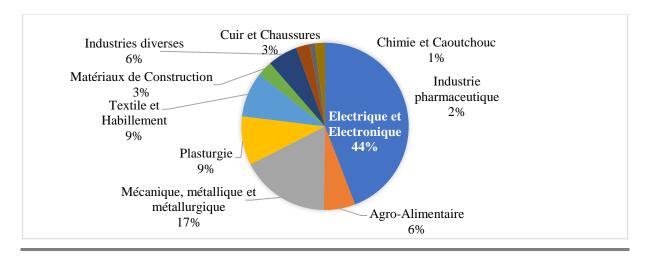


Figure 17 : Evolution des IDE par secteur d'activité

L'analyse des **flux entrants d'IDE par secteur bénéficiaire** fait ressortir en 2023 un léger repli de ceux **réalisés dans le secteur de l'énergie** (-2,4%) pour être ramenés à 479 MDT (soit 20% du total), réalisés dans le domaine de l'exploration et celui du développement. En revanche, **les IDE** bénéficiant **au secteur des industries manufacturières** se sont accrus de 13,9% pour atteindre 1.482 MDT, soit 61,8% du total. Cette progression a concerné, principalement, ceux bénéficiant aux secteurs des industries électriques et électroniques (653 MDT contre 628 MDT en 2022), mécanique, métallique et métallurgique (256 MDT contre 192 MDT en 2022) ainsi que celui de la plasturgie (140 MDT contre

135 MDT en 2022). S'agissant des IDE au profit du **secteur financier**, ils ont porté la marque, principalement, de l'augmentation du capital social de la banque "QNB Tunisie" par le groupe "QNB" pour un montant de 248 MDT.

Figure 18 : Répartition des IDE au profit des industries manufacturières par branche d'activité en 2023



b) Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille, ont dégagé un excédent de 2.226 MDT, en 2023, sous l'effet, essentiellement, de la baisse des passifs nets de 2.052 MDT, principalement sous forme de titres de créances de l'Administration publique à la suite du remboursement de deux emprunts obligataires pour un total de 2.165 MDT, sachant que pour la quatrième année successive, l'Etat s'est abstenu de lever des fonds sur les marchés financiers internationaux. Il s'agit principalement d'une enveloppe de 500 MEUR (1.680 MDT) au titre du remboursement du principal de l'emprunt obligataire (Euro Bonds), émis sur le Marché Financier International en 2018, et un montant de 22,4 milliards de yens japonais (484 MDT) au titre du remboursement du principal de l'emprunt obligataire, émis sur le marché japonais en 2013 et garanti par la JBIC.

c) Autres investissements

Les autres investissements ont affiché un déficit de 4.595 MDT en 2023, en lien, essentiellement, avec l'accroissement net des passifs de 5.283 MDT.

Tableau 18 : Ventilation des tirages et de l'amortissement de la dette à LT par instrument et par unité institutionnelle

Désignation	Tirages			Amortissement			Flux nets		
Designation	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Prêts (1)	8.084,6	8.825,7	7.190,3	5.273,2	5.600,5	7.130,9	2.811,4	3.225,2	59,4
Administrations publiques	7.177,8 ⁽³⁾	7.035,8	5.745,6	2.659,2	2.929,0	4.355,8	4.518,6	4.106,8	1.389,8
Banque centrale	15,3	0,0	0,0	7,9	27,7	17,8	7,4	-27,7	-17,8
Autres agents économiques	891,5	1.789,9	1.444,7	2.606,5	2.643,8	2.757,3	-1.714,6	-853,9	-1.312,6
Obligations et titres de créance (2)	0,0	0,0	0,0	3.472,0	1.317,3	2.164,6	-3.472,0	-1.317,3	-2.164,6
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	3.472,0	1.317,3	2.164,6	-3.472,0	-1.317,3	-2.164,6
Total	8.084,6	8.825,7	7.190,3	8.745,2	6.917,8	9.295,5	-660,6	1.907,9	-2.105,2

- (1) Les prêts correspondent à un instrument de dette inclus dans la rubrique des autres investissements.
- (2) Les titres de créance (obligations) correspondent à des dettes sous forme d'investissements de portefeuille.
- (3) Y compris les allocations de DTS (2.076 MDT).

En particulier, les tirages sur prêts à long terme, mobilisés en 2023, ont accusé un repli de 18,5% pour revenir à 7.190 MDT, dont 79,9% ou 5.746 MDT levés par l'Administration. Les concours obtenus auprès des institutions multilatérales ont porté, essentiellement, sur le crédit octroyé par la Banque Africaine d'Import-Export (AFREXIMBANK) dans le cadre du programme de financement des importations stratégiques (473 MUSD). Également, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Européenne d'Investissement ont accordé à la Tunisie, en 2023, des enveloppes respectives de 153 MEUR (projet de réponse d'urgence COVID-19 pour la protection sociale en Tunisie), 60 MEUR (modernisation des infrastructures routières ainsi que le programme d'alimentation en eaux potables en milieu rural) et 49 MEUR (dont 32 millions d'euros accordés pour la modernisation des établissements scolaires). Les fonds drainés dans le cadre de la coopération bilatérale ont concerné, principalement, une enveloppe de 400 MUSD accordée par l'Arabie Saoudite sous forme d'appui budgétaire et un emprunt de 20 milliards de yens japonais octroyé par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), dont 10 milliards de yens au titre du programme de soutien et du renforcement de la protection sociale. S'agissant des tirages bénéficiant aux autres agents économiques autres que la Banque Centrale, ils ont accusé un repli, revenant d'une année à l'autre, de 1.685 MDT à 1.445 MDT, bénéficiant, principalement, au secteur agricole (574 MDT), celui de l'énergie (384 MDT), du transport (80 MDT) et au secteur financier (74 MDT).

Quant à **l'amortissement de la dette extérieure à long terme**, il s'est inscrit en hausse de 34,4%, en 2023, pour atteindre 9.296 MDT. En particulier, l'amortissement des **prêts extérieurs à long terme**¹ a augmenté de 27,3% pour s'élever à 7.131 MDT, évolution attribuable à la progression des engagements honorés par l'**Administration** qui sont passés, d'une année à l'autre, de 2.929 MDT à 4.356 MDT, dont l'essentiel a bénéficié au FMI (1.306 MDT), à la BAD (747 MDT), à la Banque mondiale (527 MDT) et à l'Arabie Saoudite (659 MDT²). Quant aux règlements effectués par la **Banque Centrale**, ils ont enregistré une légère baisse pour se limiter à 18 MDT en 2023. Pour les remboursements réalisés par les **autres agents économiques**, ils ont affiché une hausse de 4,3% pour s'élever à 2.757 MDT. S'agissant des remboursements au titre des **obligations dues aux marchés financiers**, ils se sont situés à 2.165 MDT.

Pour les **crédits commerciaux et avances**, ils se sont soldés par un déficit de 3.462 MDT, attribuable pour l'essentiel à l'accroissement net des passifs de 3.604 MDT au titre des crédits commerciaux.

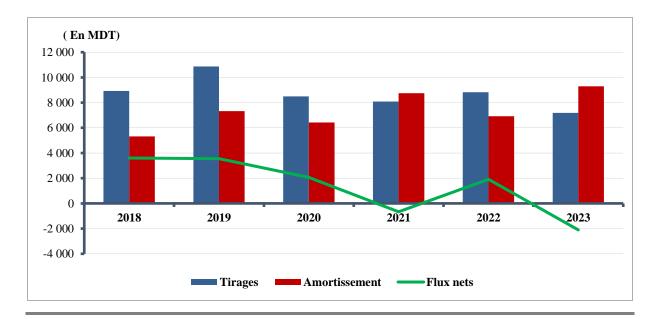


Figure 19 : Evolution des capitaux d'emprunts extérieurs à LT

¹ Non compris les obligations, classées parmi les dettes sous forme d'investissements de portefeuille.

² Dont une enveloppe de 100 millions de dollars (305 MDT) au titre du remboursement de deux tranches du principal du prêt accordé par l'Arabie saoudite dans le cadre de l'appui budgétaire.

Tableau 19 : Balance des paiements de la Tunisie (2022-2023)

	ı	2022			2022	(En MD1)
	G (11)	2022		9 (11)	2023	g 11
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
1. Compte des transactions courantes	64.114,9	76.429,5	-12.314,6	72.420,3	75.904,3	-3.484,0
1.1. Biens et services	53.641,4	69.791,5	-16.150,1	61.306,5	68.186,3	-6.879,8
1.1.a. Biens	26.814,8	59.803,8	-32.989,0	28.081,6	56.181,8	-28.100,2
dont:						
Marchandises générales	26.703,6	59.715,5	-33.011,9	27.985,2	56.047,3	-28.062,1
dont : Réexportations	391,3	0,0	391,3	734,3	0,0	734,3
Exportations nettes du négoce	111,2	0,0	111,2	96,4	0	96,4
1.1.b. Services	26.826,6	9.987,7	16.838,9	33.224,9	12.004,5	21.220,4
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	11.456,5	0,0	11.456,5	14.427,8	0,0	14.427,8
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	22,0	104,8	-82,8	29,0	119,8	-90,8
Transports	4.934,0	5.067,0	-133,0	6.180,8	6.316,7	-135,9
Transports maritimes	550,7	3.964,7	-3.414,0	614,9	4.455,7	-3.840,8
Transports aériens	2.121,3	835,1	1.286,2	2.908,9	1.484,1	1.424,8
Autres modes de transport	2.262,0	267,2	1.994,8	2.657,0	376,9	2.280,1
dont : Redevance gaz	1.807,4	0,0	1.807,4	2.093,7	0,0	2.093,7
Voyages	6.293,0	2.406,4	3.886,6	7.978,8	2.743,4	5.235,4
À titre professionnel	118,5	240,4	-121,9	153,6	275,1	-121,5
À titre personnel	6.174,5	2.166,0	4.008,5	7.825,2	2.468,3	5.356,9
Santé	557,6	16,5	541,1	709,5	18,6	690,9
Éducation	139,7	523,9	-384,2	156,7	554	-397,3
Autres	5.477,2	1.625,6	3.851,6	6.959,0	1.895,7	5.063,3
dont : Services liés au tourisme	5.420,1	1.383,2	4.036,9	6.920,6	1.449,5	5.471,1
Construction	464,7	294,9	169,8	518	395,6	122,4
Services d'assurance et de pension	48,0	14,1	33,9	62,4	15,5	46,9
Services financiers	290,2	320,2	-30,0	351,4	409,4	-58,0
Frais pour usage de la propriété intellectuelle	68,5	72,9	-4,4	58,9	77,5	-18,6
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	1.338,5	444,9	893,6	1.545,1	542,5	1.002,6
Autres services aux entreprises	1.384,7	501,4	883,3	1.495,7	597,9	897,8
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	127,1	81,0	46,1	161	71,9	89,1
Biens et services des administrations publiques	399,4	680,1	-280,7	416	714,3	-298,3
1.2. Revenu primaire	1.517,2	5.713,8	-4.196,6	2.137,6	6.773,4	-4.635,8
Rémunération des salariés	1.087,7	33,4	1.054,3	1.265,6	53,8	1.211,8
Revenus des investissements	429,5	5.680,4	-5.250,9	872	6.719,6	-5.847,6
Investissements directs	108,8	3.369,8	-3.261,0	94,7	3.774,9	-3.680,2
Investissements de portefeuille	33,2	829,0	-795,8	36,7	859,6	-822,9
Autres investissements	287,5	1.481,6	-1.194,1	740,6	2.085,1	-1.344,5
Intérêts sur capitaux à CT	282,5	234,3	48,2	719,3	351,7	367,6
Intérêts sur capitaux à LT	0,0	1.223,1	-1.223,1	0,0	1.711,9	-1.711,9
Revenus des investissements (contrats d'assurance)	5,0	24,2	-19,2	21,3	21,5	-0,2
1.3. Revenu secondaire	8.956,3	924,2	8.032,1	8.976,2	944,6	8.031,6
Administrations publiques	809,5	0,0	809,5	840,1	0	840,1
Sociétés financières, société non financières, ménages et ISBLSM	8.146,8	924,2	7.222,6	8.136,1	944,6	7.191,5
Transferts personnels	7.647,5	96,7	7.550,8	7.655,7	154,5	7.501,2
dont : Envois de fonds des travailleurs	7.279,3	61,0	7.218,3	7.551,5	128,3	7.423,2
Autres transferts courants	499,3	827,5	-328,2	480,4	790,1	-309,7
Primes d'assurance	180,6	540,4	-359,8	150,3	560,2	-409,9
Indemnités d'assurance	43,0	235,5	-192,5	42,1	200,3	-409,9
Autres	275,7	51,6	224,1	288	29,6	258,4
2. Compte de capital	1.661,2	37,1	1.624,1	1.213,1	35,5	1.177,6
p-v ac cap-va-	210019	U1,1		1,210,1	22,0	2,277,0

		2022			2023		
	Acquisition Nette d'Actifs Financiers	Accroissement Net des Passifs	Soldes	Acquisition Nette d'Actifs Financiers	Accroissement Net des Passifs	Soldes	
3. Compte financier	-145,3	8.956,6	-9.101,9	4.194,8	5.491,1	-1.296,3	
3.1. Investissements directs	108,4	1.991,6	-1.883,2	-38,4	2.260,3	-2.298,7	
Actions et parts de fonds de placement et autres	108,4	1.991,6	-1.883,2	-38,4	2.260,3	-2.298,7	
3.2. Investissements de portefeuille	0,0	-1.323,2	1.323,2	173,9	-2.052,1	2.226,0	
Actions et parts de fonds de placement	0,0	-49,4	49,4	173,9	63,4	110,5	
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	173,9	0,0	173,9	
Autres secteurs	0,0	-49,4	49,4	0,0	63,4	-63,4	
Titres de créance	0,0	-1.273,8	1.273,8	0,0	-2.115,5	2.115,5	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	43,5	-43,5	0,0	49,1	-49,1	
Administrations publiques	0,0	-1.317,3	1.317,3	0,0	-2.164,6	2.164,6	
3.3. Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.4. Autres investissements	206,8	8.288,2	-8.081,4	688,2	5.282,9	-4.594,7	
Autres participations	14,9	0,0	14,9	62,3	0,0	62,3	
Numéraire et dépôts	-127,7	618,7	-746,4	495,3	1.570,9	-1.075,6	
Banque centrale	0,0	449,8	-449,8	0,0	249,1	-249,1	
A court terme	0,0	382,9	-382,9	0,0	132,7	-132,7	
A long terme	0,0	66,9	-66,9	0,0	116,4	-116,4	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-127,7	168,9	-296,6	495,3	1.321,8	-826,5	
A court terme	-127,7	168,9	-296,6	495,3	1.321,8	-826,5	
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts à long terme	0,0	3.095,5	-3.095,5	0,0	59,4	-59,4	
Banque centrale	0,0	-27,7	27,7	0,0	-17,8	17,8	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	-461,2	461,2	0,0	-469,0	469,0	
Administrations publiques	0,0	4.082,1	-4.082,1	0,0	1.389,8	-1.389,8	
Autres secteurs	0,0	-497,7	497,7	0,0	-843,6	843,6	
Crédits commerciaux et avances à court terme	312,7	4.543,5	-4.230,8	141,7	3.603,5	-3.461,8	
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	312,7	4.543,5	-4.230,8	141,7	3.603,5	-3.461,8	
Autres comptes à recevoir/ payer-autres à court terme	6,9	30,5	-23,6	-11,1	49,1	-60,2	
Banque centrale	2,9	4,4	-1,5	0,5	1,7	-1,2	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	4,0	26,1	-22,1	-11,6	47,4	-59,0	
Autres sectours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.5. Avoirs de réserve	-460,5	-	-460,5	3.371,1	0,0	3.371,1	
Or monétaire	45,6	-	45,6	100,2	0,0	100,2	
Droits de tirage spéciaux	-11,2	-	-11,2	-121,1	0,0	-121,1	
Position de réserve au FMI	26,5	-	26,5	-8,4	0,0	-8,4	
Autres avoirs de réserve	-521,4	-	-521,4	3.400,4	0,0	3.400,4	
10/11	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes	
4. Opérations d'ajustement, erreurs et omissions nettes	1.588,6	-	1.588,6	1.010,1	0,0	1.010,1	

Tableau 20 : Balance des paiements de la Tunisie (2020-2021)

		2020			2021	(En MD1)
	G (III	2020		G (11)	2021	G 11
1.0	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
1. Compte des transactions courantes	39.014,1	46.231,4	-7.217,3	48.952,3	56.704,2	-7.751,9
1.1. Biens et services	31.534,2	41.016,6	-9.482,4	39.310,9	50.844,0	-11.533,1
1.1.a Biens	15.981,6	35.067,3	-19.085,7	19.867,0	43.588,5	-23.721,5
dont:	15.050.5	24.004.1	10 111 4	10.702.7	12.520.1	22.756.4
Marchandises générales	15.872,7	34.984,1	-19.111,4	19.782,7	43.539,1	-23.756,4
dont : Réexportations	439,9	0,0	439,9	481,8	0,0	481,8
Exportations nettes du négoce	108,9	0,0	108,9	84,3	0,0	84,3
1.1.b Services	15.552,6	5.949,3	9.603,3	19.443,9	7.255,5	12.188,4
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	8.965,3	0,0	8.965,3	10.504,5	0,0	10.504,5
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	15,6	26,0	-10,4	18,7	32,9	-14,2
Transports	1.579,6	3.085,5	-1.505,9	2.387,5	3.739,3	-1.351,8
Transports maritimes	279,6	2.538,6	-2.259,0	331,8	3.081,5	-2.749,7
Transports aériens	712,3	406,4	305,9	928,4	520,3	408,1
Autres modes de transport	587,7	140,5	447,2	1.127,3	137,5	989,8
dont : redevance gaz	316,5	0,0	316,5	728,4	0,0	728,4
Voyages	2.806,2	1.039,5	1.766,7	3.482,5	1.246,3	2.236,2
À titre professionnel	55,4	102,1	-46,7	68,3	124,3	-56,0
À titre personnel	2.750,8	937,4	1.813,4	3.414,2	1.122,0	2.292,2
Santé	208,7	8,9	199,8	321,0	9,3	311,7
Éducation	74,3	363,2	-288,9	107,0	401,0	-294,0
Autres	2.467,8	565,3	1.902,5	2.986,2	711,7	2.274,5
dont : Services liés au tourisme	2.439,4	514,9	1.924,5	2.954,2	701,3	2.252,9
Construction	214,9	207,6	7,3	368,5	267,3	101,2
Services d'assurance et de pension	42,6	11,0	31,6	30,2	9,4	20,8
Services financiers	171,9	221,3	-49,4	217,4	265,6	-48,2
Frais pour usage de la propriété intellectuelle	50,9	49,8	1,1	61,4	74,2	-12,8
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	631,9	290,8	341,1	875,4	409,2	466,2
Autres services aux entreprises	587,0	413,8	173,2	1.034,6	497,6	537,0
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	115,2	76,6	38,6	88,9	79,9	9,0
Biens et services des administrations publiques	371,5	527,4	-155,9	374,3	633,8	-259,5
1.2. Revenu primaire	1.560,1	4.725,5	-3.165,4	1.121,5	5.077,0	-3.955,5
Rémunération des salariés	1.279,8	21,4	1.258,4	902,9	26,8	876,1
Revenus des investissements	280,3	4.704,1	-4.423,8	218,6	5.050,2	-4.831,6
Investissements directs	61,4	2.481,3	-2.419,9	78,6	2.846,2	-2.767,6
Investissements de portefeuille	15,6	995,6	-980,0	22,5	939,6	-917,1
Autres investissements	203,3	1.227,2	-1.023,9	117,5	1.264,4	-1.146,9
Intérêts sur capitaux à CT	200,1	254,3	-54,2	114,2	222,9	-108,7
Intérêts sur capitaux à LT	0,0	961,4	-961,4	0,0	1.030,9	-1.030,9
Revenus des investissements (contrats d'assurance)	3,2	11,5	-8,3	3,3	10,6	-7,3
1.3. Revenu secondaire	5.919,8	489,3	5.430,5	8.519,9	783,2	7.736,7
Administrations publiques	434,1	0,0	434,1	607,2	0,1	607,1
Sociétés financières, société non financières, ménages et ISBLSM	5.485,7	489,3	4.996,4	7.912,7	783,1	7.129,6
Transferts personnels	5.105,1	46,8	5.058,3	7.395,5	61,5	7.334,0
dont : Envois de fonds des travailleurs	4.969,0	43,1	4.925,9	7.097,7	48,4	7.049,3
Autres transferts courants	380,6	442,5	-61,9	517,2	721,6	-204,4
Primes d'assurance	124,8	243,7	-118,9	172,1	462,8	-290,7
Indemnités d'assurance	42,3	182,1	-110,9	39,2	227,1	-187,9
Autres	213,5	162,1	196,8	305,9	31,7	274,2
2. Compte de capital	1.048,8	22,0	1.026,8	646,6	29,1	617,5
a. Compic de capital	1.070,0	22,0	1.020,0	070,0	27,1	017,0

		2020			2021		
	Acquisition Nette d'Actifs Financiers	Accroissement Net des Passifs	Soldes	Acquisition Nette d'Actifs Financiers	Accroissement Net des Passifs	Soldes	
3. Compte financier	3.415,7	7.988,5	-4.572,8	643,8	6.408,8	-5.765,0	
3.1. Investissements directs	86,1	1.751,5	-1.665,4	45,3	1.535,0	-1.489,7	
Actions et parts de fonds de placement et autres	86,1	1.751,5	-1.665,4	45,3	1.535,0	-1.489,7	
3.2. Investissements de portefeuille	0,0	-2.029,3	2.029,3	0,0	-3.520,9	3.520,9	
Actions et parts de fonds de placement	0,0	-85,9	85,9	0,0	-93,3	93,3	
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	0,0	-85,9	85,9	0,0	-93,3	93,3	
Titres de créance	0,0	-1.943,4	1.943,4	0,0	-3.427,6	3.427,6	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	65,8	-65,8	0,0	44,4	-44,4	
Administrations publiques	0,0	-2.009,2	2.009,2	0,0	-3.472,0	3.472,0	
3.3. Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3.4. Autres investissements	-534,5	8.266,3	-8.800,8	260,4	8.394,7	-8.134,3	
Autres participations	11,4	0,0	11,4	53,4	0,0	53,4	
Numéraire et dépôts	-613,0	576,1	-1.189,1	406,2	2.265,4	-1.859,2	
Banque centrale	0,0	857,7	-857,7	0,0	1.442,4	-1.442,4	
A court terme	0,0	812,9	-812,9	0,0	-70,0	70,0	
A long terme	0,0	44,8	-44,8	0,0	1.512,4	-1.512,4	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-613,0	-281,6	-331,4	406,2	823,0	-416,8	
A court terme	-613,0	-281,6	-331,4	406,2	823,0	-416,8	
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts à long terme	0,0	4.080,6	-4.080,6	0,0	701,8	-701,8	
Banque centrale	0,0	102,9	-102,9	0,0	2,6	-2,6	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	-227,3	227,3	0,0	-755,0	755,0	
Administrations publiques	0,0	3.892,4	-3.892,4	0,0	2.443,0	-2.443,0	
Autres secteurs	0,0	312,6	-312,6	0,0	-988,8	988,8	
Crédits commerciaux et avances à court terme	77,8	3.522,8	-3.445,0	-191,2	3.386,2	-3.577,4	
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	77,8	3.522,8	-3.445,0	-191,2	3.386,2	-3.577,4	
Autres comptes à recevoir/ payer-autres à court terme	-10,7	86,8	-97,5	-8,0	-34,3	26,3	
Banque centrale	-0,1	3,3	-3,4	0,0	0,7	-0,7	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	-10,6	83,5	-94,1	-8,0	-35,0	27,0	
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	2.075,6	-2.075,6	
3.5. Avoirs de réserve	3.864,1	-	3.864,1	338,1	-	338,1	
Or monétaire	105,8	-	105,8	22,4	-	22,4	
Droits de tirage spéciaux	17,4	-	17,4	119,2	-	119,2	
Position de réserve au FMI	-23,8	-	-23,8	-1,5	-	-1,5	
Autres avoirs de réserve	3.764,7	-	3.764,7	198,0	-	198,0	
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes	
4. Opérations d'ajustement, erreurs et omissions nettes	1.617,7	-	1.617,7	1.369,4	-	1.369,4	

Tableau 21 : Evolution des crédits et des débits au titre des Paiements courants et du compte de capital

(En MDT sauf indication contraire)

(En MDT sauf indication contrain								
					Variatio	ns en %		
	2020	2021	2022	2023	2022 2021	2023 2022		
Solde du compte des transactions courantes	-7.217,3	-7.751,9	-12.314,6	-3.484,0	-4.562,7	8.830,6		
Crédits	39.014,1	48.952,3	64.114,9	72.420,3	15.162,6	8.305,4		
Débits	46.231,4	56.704,2	76.429,5	75.904,3	19.725,3	-525,2		
Solde des biens et services	-9.482,4	-11.533,1	-16.150,1	-6.879,8	-4.617,0	9.270,3		
Crédits	31.534,2	39.310,9	53.641,4	61.306,5	14.330,5	7.665,1		
Débits	41.016,6	50.844,0	69.791,5	68.186,3	18.947,5	-1.605,2		
Solde des biens (FOB)	-19.085,7	-23.721,5	-32.989,0	-28.100,2	-9.267,5	4.888,8		
Exportations (FOB)	15.981,6	19.867,0	26.814,8	28.081,6	6.947,8	1.266,8		
Importations (FOB)	35.067,3	43.588,5	59.803,8	56.181,8	16.215,3	-3.622,0		
Solde des services	9.603,3	12.188,4	16.838,9	21.220,4	4.650,5	4.381,5		
Crédits	15.552,6	19.443,9	26.826,6	33.224,9	7.382,7	6.398,3		
Débits	5.949,3	7.255,5	9.987,7	12.004,5	2.732,2	2.016,8		
Solde des services de fabrication	8.965,3	10.504,5	11.456,5	14.427,8	952,0	2.971,3		
Crédits	8.965,3	10.504,5	11.456,5	14.427,8	952,0	2.971,3		
Débits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Solde des transports	-1.505,9	-1.351,8	-133,0	-135,9	1.218,8	-2,9		
Crédits	1.579,6	2.387,5	4.934,0	6.180,8	2.546,5	1.246,8		
Débits	3.085,5	3.739,3	5.067,0	6.316,7	1.327,7	1.249,7		
Solde des voyages	1.766,7	2.236,2	3.886,6	5.235,4	1.650,4	1.348,8		
Crédits	2.806,2	3.482,5	6.293,0	7.978,8	2.810,5	1.685,8		
Débits	1.039,5	1.246,3	2.406,4	2.743,4	1.160,1	337,0		
Solde des autres postes des services	377,2	799,5	1.628,8	1.693,1	829,3	64,3		
Crédits	2.201,5	3.069,4	4.143,1	4.637,5	1.073,7	494,4		
Débits	1.824,3	2.269,9	2.514,3	2.944,4	244,4	430,1		
Solde du revenu primaire	-3.165,4	-3.955,5	-4.196,6	-4.635,8	-241,1	-439,2		
Crédits	1.560,1	1.121,5	1.517,2	2.137,6	395,7	620,4		
Débits	4.725,5	5.077,0	5.713,8	6.773,4	636,8	1.059,6		
Solde du revenu secondaire	5.430,5	7.736,7	8.032,1	8.031,6	295,4	-0,5		
Crédits	5.919,8	8.519,9	8.956,3	8.976,2	436,4	19,9		
Débits	489,3	783,2	924,2	944,6	141,0	20,4		
Solde du compte de capital	1.026,8	617,5	1.624,1	1.177,6	1.006,6	-446,5		
Crédits	1.048,8	646,6	1661,2	1.213,1	1.014,6	-448,1		
Débits	22,0	29,1	37,1	35,5	8,0	-1,6		

NB: Variation en MDT pour les soldes.

Tableau 22 : Evolution des acquisitions nettes d'actifs financiers et de l'accroissement net des passifs au titre du compte financier

(En MDT sauf indication contraire)

(En MDT sauf indication contraire)								
	2020	2021	2022	2023	Variatio	ns en %		
	2020	2021	2022	2023	$\frac{2022}{2021}$	$\frac{2023}{2022}$		
Solde du Compte financier	-4.572,8	-5.765,0	-9.101,9	-1.296,3	-3.336,9	7.805,6		
Acquisition nette d'actifs financiers	3.415,7	643,8	-145,3	4.194,8	-789,1	4.340,1		
Accroissement net des passifs	7.988,5	6.408,8	8.956,6	5.491,1	2.547,8	-3.465,5		
Solde des investissements directs étrangers	-1.665,4	-1.489,7	-1.883,2	-2.298,7	-393,5	-415,5		
Acquisition nette d'actifs financiers	86,1	45,3	108,4	-38,4	63,1	-146,8		
Accroissement net des passifs	1.751,5	1.535,0	1.991,6	2.260,3	456,6	268,7		
Solde des investissements de portefeuille	2.029,3	3.520,9	1.323,2	2.226,0	-2.197,7	902,8		
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	173,9	0,0	173,9		
Accroissement net des passifs	-2.029,3	-3.520,9	-1.323,2	-2.052,1	2.197,7	-728,9		
Solde des Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Accroissement net des passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Solde des autres investissements	-8.800,8	-8.134,3	-8.081,4	-4.594,7	52,9	3.486,7		
Acquisition nette d'actifs financiers	-534,5	260,4	206,8	688,2	-53,6	481,4		
Accroissement net des passifs	8.266,3	8.394,7	8.288,2	5.282,9	-106,5	-3.005,3		
Avoirs de réserve	3.864,1	338,1	-460,5	3.371,1	-798,6	3.831,6		
Opérations d'ajustement, erreurs et omissions nettes	1.617,7	1.369,4	1.588,6	1.010,1	219,2	-578,5		

^{*} Variation en MDT pour les soldes.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La position extérieure globale (PEG) a affiché, au terme de l'année 2023, une situation nette débitrice vis-à-vis de l'extérieur de 236.544 MDT, due à un accroissement des passifs nets de 8.069 MDT par rapport à fin 2022. En particulier, les passifs bruts ont connu une progression de 4,7% pour atteindre 271.056 MDT en relation avec la hausse du stock des investissements directs (+6,3%) et celui des autres investissements (+5,6%), alors que l'encours des investissements de portefeuille s'est inscrit en régression (-10,1%). Pour les actifs bruts, ils ont repris une tendance haussière (+13,5%) pour s'élever à 34.513 MDT, sous l'effet, principalement, de l'amélioration des avoirs de réserve de 13,7% pour atteindre 27.920 MDT.

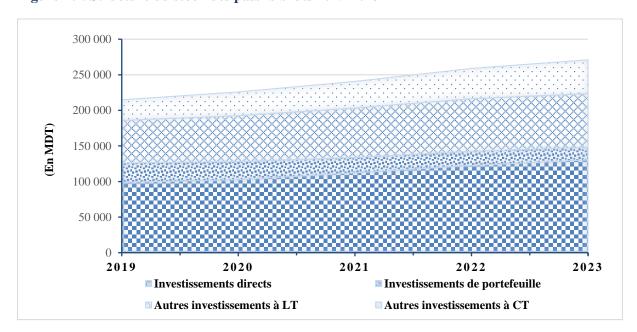


Figure 20: Structure du stock des passifs bruts 2019-2023

a) Investissements étrangers

Représentant 61,5% du total des passifs nets, le solde débiteur des investissements étrangers s'est situé à 145.487 MDT, en hausse de 4% par rapport à celui de 2022 tiré par celui des investissements directs étrangers (+6,4%), dont l'ampleur a été toutefois freinée par le repli du solde négatif affiché par les investissements de portefeuille (-11%).

S'agissant du stock **des investissements directs étrangers,** il a dégagé au terme de 2023 un solde débiteur de 128.292 MDT (contre -120.560 MDT à fin 2022) sous l'effet, principalement, de l'accroissement des passifs bruts de 6,3% pour atteindre 130.472 MDT, représentant 48,2% du total des passifs. Du coté des actifs bruts, ils ont maintenu, pratiquement, le même niveau de 2022 soit 2.180 MDT (contre 2.186 MDT à fin 2022).

De leur part, **les investissements de portefeuille** ont enregistré un solde débiteur de 17.195 MDT, en régression de 11% par rapport à fin 2022. Cette évolution trouve son origine dans le recul des passifs sous forme, principalement, de *titres de créances* de 14,7% pour être ramenés au terme de 2023 à 12.676 MDT dont l'essentiel a porté sur l'encours de la dette extérieure à LT sous forme d'obligations émises par l'Administration publique (12.281 MDT). Par ailleurs, les passifs bruts sous forme d'*actions et parts de fonds de placement* ont progressé de 3,3% pour atteindre 5.186 MDT sous l'effet

principalement, de la hausse de la valeur des actifs cotés sur la bourse des valeurs mobilières de Tunis (BVMT) telle que reflétée par l'amélioration de l'indice boursier "TUNINDEX "¹ de 7,9%. Pour la part des étrangers dans la capitalisation boursière, elle ne s'est accrue que de 0,3 point de pourcentage pour se situer à 21,2% à la fin de 2023. Parallèlement, les actifs au titre des investissements de portefeuille se sont accrus de 21,2% par rapport à 2022, pour atteindre 667 MDT au terme de l'année 2023.

b) Autres investissements

Au terme de l'année 2023, le stock **des autres investissements** a affiché un solde débiteur de 118.977 MDT enregistrant ainsi une hausse de 5,2% par rapport à celui enregistré en 2022.

S'agissant des passifs, ils se sont accrus de 5,6% au terme de 2023 pour s'élever à 122.723 MDT suite à la progression, à des degrés différents, de tous leurs instruments financiers. En particulier, *les prêts à long terme* qui ont accaparé 55,4% du total des passifs au titre des autres investissements, ils ont légèrement augmenté (1,8%) pour se situer à 67.995 MDT sous l'impact d'un effet change positif freiné par un effet volume négatif induit par l'accroissement des remboursements au titre du principal (34,4%) contre une régression des mobilisations (-18,5%). D'un autre côté, la répartition par secteur institutionnel des *prêts à long terme*, laisse apparaître une prépondérance du stock des engagements de l'*Administration publique* qui a connu une hausse de 4,8%, contre des baisses respectives de ceux inhérents à la *Banque Centrale* (-19,3%), aux *institutions de dépôt autres que la Banque Centrale* (-24,5%) ainsi qu'aux *autres secteurs* (-5,2%).

Tableau 23 : Principaux paramètres de la dette extérieure à Long Terme

(En MDT sauf indication contraire)

(En 191) sual indication contains								
Désignation	2020	2021	2022	2023				
Encours de la dette à LT ¹	79.883	79.787	82.712	81.722				
Taux d'endettement à LT (en % du PIB)	66,8	61,0	59,3	53,5				
Tirages sur capitaux d'emprunts à LT ²	8.544	8.085	8.826	7.190				
Service de la dette à LT ²	8.285	10.604	8.894	11.763				
Principal	6.420	8.746	6.918	9.296				
Intérêts	1.865	1.858	1.976	2.467				
Coefficient du service de la dette ³ (en %)	21,2	21,7	13,9	16,2				

¹ Encours de la dette compte non tenu des intérêts courus non encore échus.

Pour **les passifs** au titre des *numéraires et dépôts*, ils ont enregistré, au terme de 2023, un accroissement de 8,5% par rapport à leur niveau en 2022 pour s'établir à 19.961 MDT. L'essentiel de ces engagements qui s'est élevé à 14.478 MDT, a bénéficié *aux instituions de dépôts, autres que la Banque Centrale*. Le reliquat, soit 5.482 MDT, représente les passifs dus à *la Banque Centrale* constitués, principalement, par des engagements à long terme.

S'agissant des passifs sous forme de *crédits commerciaux et avances* contractés avec des maturités courtes, ils ont augmenté de 13% pour s'élever à 31.339 MDT, à fin 2023 et ils ont concerné pour leur totalité exclusivement les autres secteurs institutionnels.

Concernant les passifs au titre *des droits de tirage spéciaux* ils ont quasiment stagné (+0,4%) pour s'établir à 3.272 MDT.

² Y compris les titres de créance dus aux marchés financiers (investissements de portefeuille).

³ Calculé par référence au total des crédits des transactions courantes de la BP.

¹ Le **TUNINDEX** est un indice boursier de référence de la Bourse de Tunis introduit le 31 décembre 1997.

PAIEMENTS EXTERIEURS DE LA TUNISIE

Du côté des actifs des autres investissements qui concernent des instruments à maturité courte, ils se sont inscrits en hausse de 20,1% par rapport à leur niveau de fin 2022 pour s'élever à 3.746 MDT au terme de l'année 2023. En particulier, les actifs sous forme de *numéraires et dépôts*, qui ont enregistré un net accroissement (+39,5%) pour atteindre 1.749 MDT. Quant aux actifs sous forme de *crédits commerciaux et avances*, ils ont à leur tour progresser de 7,8% pour se situer à 1.963 MDT fin 2023.

Tableau 24 : Evolution des passifs et des actifs à Court Terme

(En MDT sauf indication contraire)

Désignation	2020	2021	2022	2023
Passifs à court terme (1)	-33.107	-37.212	-42.338	-47.445
Numéraires et dépôts	-13.190	-13.943	-14.494	-15.949
dont : Dépôts des non-résidents	-11.381	-12.219	-12.630	-13.888
Crédits commerciaux et avances	-19.805	-23.192	-27.735	-31.339
Autres comptes à payer — autres	-112	-78	-108	-157
Actifs à court terme (2)	2.721	2.928	3.120	3.746
Numéraires et dépôts	975	1.381	1.253	1.749
Crédits commerciaux et avances	1.700	1.509	1.822	1.963
Autres comptes à recevoir— autres	46	38	45	34
Passifs nets à court terme (2)-(1)	-30.386	-34.284	-39.217	-43.700

c) Avoirs de réserve

Au terme de l'année 2023, les **avoirs de réserve**, principale composante au niveau des actifs avec une part de 80,9%, se sont inscrits en hausse de 13,7% pour s'élever à 27.920 MDT. Particulièrement, *les autres avoirs de réserves (avoirs en devises étrangères)* se sont accrus de 14,7% pour s'élever à 26.540 MDT. Par ailleurs, les avoirs en *or monétaire* ont affiché une hausse de 13,5% portant sur un montant de 844 MDT. Toutefois, les avoirs sous forme de *droits de tirage spéciaux* ont accusé un repli de 76,3% pour se limiter à 38 MDT. Également, les avoirs sous forme de *position de réserve au FMI* ont connu une légère baisse (-1,7%) pour revenir à 499 MDT fin 2023.

Tableau 25 : Position Extérieure Globale de la Tunisie (2022-2023)

						(Ell MD1)
Années		2022			2023	
Rubriques	Actifs	Passif	Soldes	Actifs	Passifs	Soldes
Investissements directs	2.185,9	122.745,7	-120.559,8	2.179,7	130.471,6	-128.291,9
Actions et parts de fonds de placement	2.185,9	122.745,7	-120.559,8	2.179,7	130.471,6	-128.291,9
Investissements de portefeuille	550,3	19.877,4	-19.327,1	666,9	17.861,7	-17.194,8
Actions et parts de fonds de placement	550,3	5.022,1	-4.471,8	666,9	5.185,9	-4.519,0
Banque centrale	82,1	0,0	82,1	259,3	0,0	259,3
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	468,2	2.185,4	-1.717,2	407,6	2.438,9	-2.031,3
Autres secteurs	0,0	2.836,7	-2.836,7	0,0	2.747,0	-2.747,0
Autres sociétés financières	0,0	741,4	741,4	0,0	290,6	-290,6
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	2.095,3	-2.095,3	0,0	2.456,4	-2.456,4
Titres de créances	0,0	14.855,3	-14.855,3	0,0	12.675,8	-12.675,8
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	345,8	-345,8	0,0	394,9	394,9
Administrations publiques	0,0	14.509,5	-14.509,5	0,0	12.280,9	12.280,9
Autres investissements	3.120,0	116.256,8	-113.136,8	3.745,9	122.723,1	-118.977,2
Numéraire et dépôts	1.253,2	18.389,8	-17.136,6	1.748,5	19.960,7	-18.212,2
Banque centrale	0,0	5.233,3	-5.233,3	0,0	5.482,4	-5.482,4
À court terme	0,0	1.337,9	-1.337,9	0,0	1.470,6	-1.470,6
À long terme	0,0	3.895,4	-3.895,4	0,0	4.011,8	4.011,8
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	1.253,2	13.156,5	-11.903,3	1.748,5	14.478,3	12.729,8
À court terme	1.253,2	13.156,5	-11.903,3	1.748,5	14.478,3	-12.729,8
Prêts à long terme (1)	0,0	66.764,3	-66.764,3	0,0	67.994,8	-67.994,8
Banque centrale	0,0	92,7	-92,7	0,0	74,8	-74,8
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	1.864,4	-1.864,4	0,0	1.408,4	-1.408,4
Administrations publiques	0,0	50.627,7	-50.627,7	0,0	53.069,2	-53.069,2
Autres secteurs	0,0	14.179,5	-14.179,5	0,0	13.442,4	-13.442,4
Crédits commerciaux et avances à court terme	1.821,4	27.735,1	-25.913,7	1.963,1	31.338,6	-29.375,5
Autres secteurs	1.821,4	27.735,1	-25.913,7	1.963,1	31.338,6	-29.375,5
Autres comptes à recevoir/à payer – autres à court terme	45,4	108,3	-62,9	34,3	157,4	-123,1
Banque centrale	3,0	10,6	-7,6	3,5	12,3	-8,8
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	42,4	97,7	-55,3	30,8	145,1	-114,3
Droits de tirage spéciaux (allocations)	0,0	3.259,3	-3.259,3	0,0	3.271,6	-3.271,6
Avoirs de réserve	24.549,0	0,0	24.549,0	27.920,0	0,0	27.920,0
Or monétaire (2)	743,3	0,0	743,3	843,5	0,0	843,5
Droits de tirage spéciaux	158,8	0,0	158,8	37,7	0,0	37,7
Position de réserve au FMI	507,3	0,0	507,3	498,9	0,0	498,9
Autres avoirs de réserve	23.139,6	0,0	23.139,6	26.539,9	0,0	26.539,9
Monnaie fiduciaire et dépôts	12.885,2	0,0	12.885,2	15.025,3	0,0	15.025,3
Créances sur les autorités monétaires	2.188,8	0,0	2.188,8	3.195,6	0,0	3.195,6
Créances sur d'autres entités	10.696,4	0,0	10.696,4	11.829,7	0,0	11.829,7
Titres	10.236,3	0,0	10.236,3	11.498,5	0,0	11.498,5
Titres de créance	10.236,3	0,0	10.236,3	11.498,5	0,0	11.498,5
Autres créances	18,1	0,0	18,1	16,1	0,0	16,1
Total des actifs/passifs	30.405,2	258.879,9	-228.474,7	34.512,5	271.056,4	-236.543,9
•						7

¹ Compte tenu des intérêts courus et non encore échus.

 $^{^2}$ L'encaisse or a été réévaluée suivant le cours de l'or de fin de période de London fixing market.

Tableau 26 : Position Extérieure Globale de la Tunisie (2020-2021)

Rubriques Actife Passif Soldes Actife Passifs Soldes Investissements directs Investissements directs Investissements de fronds to plants to fronds to plants to fronds to plants to fonds to plants to plants to fonds to plants to plants to fonds to plants to fonds to plants to plants to plants to fonds to plants to plants to fonds to plants to plants to plants to fonds to plants to plants to plants to plants to fonds to plants to fonds to plants t							
Investissements directs	Années		2020			2021	
Actions et pants de fonds de placement	•						
Investissements de portefeuille		,	, .	,	/-		,
Actions et parts de fonds de placement				,			-
Banque centrale	Investissements de portefeuille	917,5	25.318,3	-24.400,8	805,8	21.533,3	-20.727,5
Etablissements de dépôts autres que la banque centrale Autres societés financières 0,0 3.944,1 -3.944,1 0.0 3.590,2 -3.590,2 Autres sociétés financières 0,0 418,5 -418,5 0.0 249,0 249,0 5.0 249,0 3.0 3.0 3.0 3.0 3.0 3.0 3.0 3.0 3.0 3.	Actions et parts de fonds de placement	917,5	5.830,8	-4.913,3	805,8	5.373,6	-4.567,8
Centrale	Banque centrale	64,0	0,0	64,0	65,8	0,0	65,8
Autres sociétés financières	1 1	853,5	1.886,7	-1.033,2	740,0	1.783,4	-1.043,4
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM 0,0 3.525,6 -3.525,6 0,0 3.341,2 -3.341,2 Titres de créances 0,0 19.487,5 -19.487,5 0,0 16.159,7 16.159,7 Établissements de dépôts autres que la banque centrale 0,0 257,9 -257,9 0,0 302,3 -302,3 Administrations publiques 0,0 19.229,6 -19.229,6 0,0 15.887,4 -18.87,4 Antres investissements 2.721,1 97.793,6 95.702,5 22.921,1 106.727,0 -103.798,9 Numéraire et dépôts 974,7 15.505,7 -14.531,0 1.380,9 17.771,1 -16.390,2 Banque centrale 0,0 3.341,1 -3.341,1 0,0 4.783,5 4.783,5 A court terme 0,0 1.025,0 -1.025,0 0,0 955,0 -955,0 A long terme 0,0 2.316,1 -2.316,1 0,0 3.828,5 -3.828,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 974,7 12.164,6 -11.189,9 1380,9 12.987,6 -11.606,7 Prèts à long terme (1) 0,0 61.315,5 61.315,5 0,0 62.485,0 62.485,0 Banque centrale 0,0 102,4 -102,4 0,0 112,5 -112,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 0,0 3.164,7 -3.164,7 0,0 2.382,6 -2.382,6 Administrations publiques 0,0 3.164,7 -3.164,7 0,0 2.382,6 -2.382,6 Autres secteurs 0,0 15.435,5 -15.435,5 0,0 112,5 -112,5 Autres secteurs 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 15.08,7 23.191,6 -21.682,9 Autres secteurs 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 15.08,7 23.191,6 -21.682,9 Autres secteurs 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Autres secteurs 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 70,0 0,0 20,15 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 0,0	Autres secteurs	0,0	3.944,1	-3.944,1	0,0	3.590,2	-3.590,2
Titres de créances	Autres sociétés financières	0,0	418,5	-418,5	0,0	249,0	-249,0
Établissements de dépôts autres que la banque centrale 0,0 257,9 -257,9 0,0 302,3 -302,3 Administrations publiques 0,0 19.229,6 -19.229,6 0,0 15.857,4 -15.857,4 Autres investissements 2.721,1 97.93,6 -95.072,5 2.928,1 106.727,0 -103.798,9 Numéraire et dépôts 974,7 15.505,7 -14.531,0 1.380,9 17.771,1 -16.390,2 Banque centrale 0,0 1.025,0 -1.025,0 0,0 4783,5 -483,5 À court terme 0,0 1.025,0 -1.025,0 0,0 955,0 -955,0 À long terme 0,0 2.316,1 -2.316,1 0,0 3.828,5 -3.828,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 974,7 12.164,6 -11.189,9 1.380,9 12.987,6 -11.606,7 Prêts à long terme (1) 0,0 61.315,5 -61.315,5 0,0 62.485,0 -62.485,0 Banque centrale 0,0 10.24 -10.24 0,0 112,5	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	3.525,6	-3.525,6	0,0	3.341,2	-3.341,2
Centrale	Titres de créances	0,0	19.487,5	-19.487,5	0,0	16.159,7	-16.159,7
Numéraire et dépôts 974,7 15,505,7 -14,531,0 1380,9 17,771,1 -16,390,2		0,0	257,9	-257,9	0,0	302,3	-302,3
Numéraire et dépôts	Administrations publiques	0,0	19.229,6	-19.229,6	0,0	15.857,4	-15.857,4
Banque centrale	Autres investissements	2.721,1	97.793,6	-95.072,5	2.928,1	106.727,0	-103.798,9
À court terme 0,0 1.025,0 -1.025,0 0,0 955,0 -955,0 À long terme 0,0 2.316,1 -2.316,1 0,0 3.828,5 -3.828,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 974,7 12.164,6 -11.189,9 1.380,9 12.987,6 -11.606,7 Prêts à long terme (1) 0,0 61.315,5 -61.315,5 0,0 62.485,0 -62.485,0 Banque centrale 0,0 102,4 -102,4 0,0 112,5 -112,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 0,0 102,4 -102,4 0,0 112,5 -112,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 0,0 3.164,7 -3.164,7 0,0 2.382,6 -2.382,6 Administrations publiques 0,0 42.612,9 42.612,9 0,0 45.535,0 45.535,0 Autres secteurs 0,0 15.435,5 -15.435,5 0,0 14.454,9 -14.454,9 Crédits commerciaux et avances à court terme 1.699,9 19.805,4 -18.105,5	Numéraire et dépôts	974,7	15.505,7	-14.531,0	1.380,9	17.771,1	-16.390,2
À long terme 0,0 2.316,1 -2.316,1 0,0 3.828,5 -3.828,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 974,7 12.164,6 -11.189,9 1.380,9 12.987,6 -11.606,7 À court terme 974,7 12.164,6 -11.189,9 1.380,9 12.987,6 -11.606,7 Prêts à long terme (1) 0,0 61.315,5 -61.315,5 0,0 62.485,0 Banque centrale 0,0 102,4 -102,4 0,0 112,5 -112,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 0,0 3.164,7 -3.164,7 0,0 2.382,6 -2.382,6 Administrations publiques 0,0 42.612,9 42.612,9 0,0 45.535,0 -45.535,0 Autres secteurs 0,0 15.435,5 -15.435,5 0,0 14.454,9 -14.454,9 Crédits commerciaux et avances à court terme 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres secteurs 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7	Banque centrale	0,0	3.341,1	-3.341,1	0,0	4.783,5	-4.783,5
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	À court terme	0,0	1.025,0	-1.025,0	0,0	955,0	-955,0
À court terme 974,7 12.164,6 -11.189,9 1.380,9 12.987,6 -11.606,7 Prêts à long terme (1) 0,0 61.315,5 -61.315,5 0,0 62.485,0 -62.485,0 Banque centrale 0,0 102,4 -102,4 0,0 112,5 -112,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 0,0 3.164,7 -3.164,7 0,0 2.382,6 -2.382,6 Administrations publiques 0,0 42.612,9 -42.612,9 0,0 45.535,0 -45.535,0 Autres secteurs 0,0 15.435,5 -15.435,5 0,0 14.454,9 -14.454,9 Crédits commerciaux et avances à court terme 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres secteurs 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres comptes à recevoir/à payer – autres à court terme 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1	À long terme	0,0	2.316,1	-2.316,1	0,0	3.828,5	-3.828,5
Prêts à long terme (1) 0.0 61.315,5 -61.315,5 0.0 62.485,0 -62.485,0 Banque centrale 0,0 102,4 -102,4 0,0 112,5 -112,5 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 0,0 3.164,7 -3.164,7 0,0 2.382,6 -2.382,6 Administrations publiques 0,0 42.612,9 -42.612,9 0,0 45.535,0 -45.535,0 Autres secteurs 0,0 15.435,5 -15.435,5 0,0 14.454,9 -14.454,9 Crédits commerciaux et avances à court terme 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres comptes à recevoir/à payer – autres à court terme 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 0,0	Institutions de dépôts autres que la banque centrale	974,7	12.164,6	-11.189,9	1.380,9	12.987,6	-11.606,7
Banque centrale	À court terme	974,7	12.164,6	-11.189,9	1.380,9	12.987,6	-11.606,7
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	Prêts à long terme (1)	0,0	61.315,5	-61.315,5	0,0	62.485,0	-62.485,0
Centrale	Banque centrale	0,0	102,4	-102,4	0,0	112,5	-112,5
Autres secteurs 0,0 15.435,5 -15.435,5 0,0 14.454,9 -14.454,9 Crédits commerciaux et avances à court terme 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres secteurs 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres comptes à recevoir/à payer – autres à court terme 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 -1.054,9 0,0 3.201,5 -3.201,5 Avoirs de réserve 24,671,4 0,0 24,671,4 25,009,5 0,0 25,009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 50,8 Autres avoirs de réserve 23,463,0 0,0 23,463,0 23,661,0 0,0 23,661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10,410,1 0,0 10,410,1 13,281,6 0,0 13,281,6 Créances sur les autorités monétaires 3,614,1 0,0 3,614,1 3,352,9 0,0 9,928,7 Titres 13,046,3 0,0 13,046,3 10,369,5 0,0 10,369,5 Titres 13,046,3 0,0 13,046,3 10,369,5 0,0 10,369,5 Autres créance 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,99		0,0	3.164,7	-3.164,7	0,0	2.382,6	-2.382,6
Crédits commerciaux et avances à court terme 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres secteurs 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres comptes à recevoir/à payer – autres à court terme 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 -1.054,9 0,0 3.201,5 -3.201,5 Avoirs de réserve 24.671,4 0,0 24.671,4 25.009,5 0,0 25.009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0	Administrations publiques	0,0	42.612,9	-42.612,9	0,0	45.535,0	-45.535,0
Autres secteurs 1.699,9 19.805,4 -18.105,5 1.508,7 23.191,6 -21.682,9 Autres comptes à recevoir/à payer – autres à court terme 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 -1.054,9 0,0 3.201,5 -3.201,5 Avoirs de réserve 24.671,4 0,0 24.671,4 25.009,5 0,0 25.009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0	Autres secteurs	0,0	15.435,5	-15.435,5	0,0	14.454,9	-14.454,9
Autres comptes à recevoir/à payer – autres à court terme 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 -1.054,9 0,0 3.201,5 -3.201,5 Avoirs de réserve 24.671,4 0,0 24.671,4 25.009,5 0,0 25.009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 </td <td>Crédits commerciaux et avances à court terme</td> <td>1.699,9</td> <td>19.805,4</td> <td>-18.105,5</td> <td>1.508,7</td> <td>23.191,6</td> <td>-21.682,9</td>	Crédits commerciaux et avances à court terme	1.699,9	19.805,4	-18.105,5	1.508,7	23.191,6	-21.682,9
terme 46,5 112,1 -65,6 38,5 77,8 -39,3 Banque centrale 0,1 5,5 -5,4 0,1 6,2 -6,1 Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 -1.054,9 0,0 3.201,5 -3.201,5 Avoirs de réserve 24.671,4 0,0 24.671,4 25.009,5 0,0 25.009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23,463,0	Autres secteurs	1.699,9	19.805,4	-18.105,5	1.508,7	23.191,6	-21.682,9
Institutions de dépôts autres que la banque centrale 46,4 106,6 -60,2 38,4 71,6 -33,2 Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 -1.054,9 0,0 3.201,5 -3.201,5 Avoirs de réserve 24.671,4 0,0 24.671,4 25.009,5 0,0 25.009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5	•	46,5	112,1	-65,6	38,5	77,8	-39,3
Droits de tirage spéciaux (allocations) 0,0 1.054,9 -1.054,9 0,0 3.201,5 -3.201,5 Avoirs de réserve 24.671,4 0,0 24.671,4 25.009,5 0,0 25.009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5	Banque centrale	0,1	5,5	-5,4	0,1	6,2	-6,1
Avoirs de réserve 24.671,4 0,0 24.671,4 25.009,5 0,0 25.009,5 Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créance 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Institutions de dépôts autres que la banque centrale	46,4	106,6	-60,2	38,4	71,6	-33,2
Or monétaire (2) 675,3 0,0 675,3 697,7 0,0 697,7 Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Droits de tirage spéciaux (allocations)	0,0	1.054,9	-1.054,9	0,0	3.201,5	-3.201,5
Droits de tirage spéciaux 50,8 0,0 50,8 170,0 0,0 170,0 Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Avoirs de réserve	24.671,4	0,0	24.671,4	25.009,5	0,0	25.009,5
Position de réserve au FMI 482,3 0,0 482,3 480,8 0,0 480,8 Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Or monétaire (2)	675,3	0,0	675,3	697,7	0,0	697,7
Autres avoirs de réserve 23.463,0 0,0 23.463,0 23.661,0 0,0 23.661,0 Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Droits de tirage spéciaux	50,8	0,0	50,8	170,0	0,0	170,0
Monnaie fiduciaire et dépôts 10.410,1 0,0 10.410,1 13.281,6 0,0 13.281,6 Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Position de réserve au FMI	482,3	0,0	482,3	480,8	0,0	480,8
Créances sur les autorités monétaires 3.614,1 0,0 3.614,1 3.352,9 0,0 3.352,9 Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Autres avoirs de réserve	23.463,0	0,0	23.463,0	23.661,0	0,0	23.661,0
Créances sur d'autres entités 6.796,0 0,0 6.796,0 9.928,7 0,0 9.928,7 Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Monnaie fiduciaire et dépôts	10.410,1	0,0	10.410,1	13.281,6	0,0	13.281,6
Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Créances sur les autorités monétaires	3.614,1	0,0	3.614,1	3.352,9	0,0	3.352,9
Titres 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Créances sur d'autres entités	6.796,0	0,0	6.796,0	9.928,7	0,0	9.928,7
Titres de créance 13.046,3 0,0 13.046,3 10.369,5 0,0 10.369,5 Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Titres	13.046,3	0,0	13.046,3	10.369,5	0,0	10.369,5
Autres créances 6,6 0,0 6,6 9,9 0,0 9,9	Titres de créance	13.046,3	0,0	13.046,3	10.369,5	0,0	10.369,5
	Autres créances		0,0		9,9		9,9
	Total des actifs/passifs	30.066,4	225.769,7	-195.703,3	30.685,2	240.639,2	-209.954,0

¹ Compte tenu des intérêts courus et non encore échus.

² L'encaisse or a été réévaluée suivant le cours de l'or de fin de période de London fixing market.

Répartition géographique des principales opérations de la Balance des paiements de la Tunisie en 2023

Exportations*							
Union européenne 70,3%	Pays arabes hors UMA	Amérique du nord 3,8%	UMA 7,7%	Autres pays 16,7%			
70,570	1,5%	3,370	1,1.70	10,770			

	Importations*								
l	Jnion européenne 43,5%	Pays arabes 11,9%	Amérique du nord 3,3%	Asie hors pays Arabes 16,9%	Autres pays ¹ 24,4%				

Recettes touristiques							
Union européenne	Pays arabes	Amérique du nord	Autres pays				
57,9%	34,4%	2,4%	5,3%				

Revenus du travail										
Union européenne	Pays arabes	Amérique du nord	Autres pays & O.I ¹							
82,8%	9,6%	1,9%	5,7%							

Investissements directs étrangers									
Union européenne Pays arabes Amérique du nord Autres p									
69,2%	16,1%	3,3%	11,4%						

Tirages sur emprunts extérieurs à MLT								
Union européenne		Pays arabes		Autres pays		O.I ¹		
11,5%		20,4%		10,8%	4.4	57,3%		

Service de la dette extérieure									
Union européenne	Pays arabes	Autres pays	0.1	M.F ²					
10,8%	9,4%	4,6%	50,6%	24,6%					

- 1 : Organismes Internationaux
- 2 : Marchés Financiers

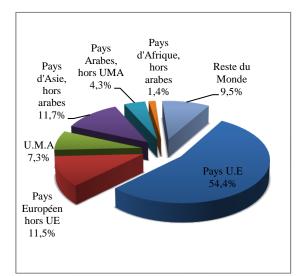
^{*} Selon la méthodologie utilisée actuellement par l'Institut National de la Statistique dans ses publications relatives au commerce extérieur, conformément aux recommandations du manuel des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM2010).

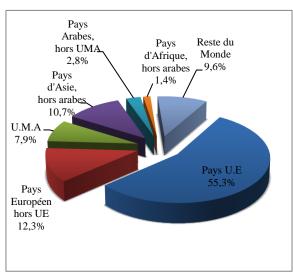
I. Echanges commerciaux

La répartition géographique du commerce extérieur de la Tunisie avec le reste du monde est caractérisée par la prédominance des échanges avec les pays de l'Union Européenne qui demeure le premier partenaire commercial du pays avec une part de 70,3% du total des exportations et 43,5% du total des importations. Les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) ont préservé, de leur côté, leur seconde place parmi les clients de la Tunisie en absorbant 7,7% du total de ses exportations. Quant aux pays européens hors Union Européenne, ils sont passés deuxième fournisseur de la Tunisie en assurant l'approvisionnant du pays à hauteur de 18,3% du total de ses achats en 2023 avant les pays non arabes d'Asie qui ont été relégués à la 3^{ième} place des fournisseurs de la Tunisie avec 16,9% des importations.

Figure 21 : Répartition des échanges commerciaux par zone géographique

Année 2022 Année 2023





Part par zone = (export + import par zone) / (total des exports et imports)

Avec **l'Union Européenne**, les échanges commerciaux ont dégagé un excédent de 9.182 MDT soit un affermissement de 7.803 MDT par rapport à 2022 et ce en relation avec une progression des exportations de 12,3% couplée à une baisse des importations de 8,1%. Il est à signaler que 81% des échanges bilatéraux de la Tunisie avec cette zone sont concentrés uniquement sur quatre pays, à savoir la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. En outre, environ 71% des ventes à destination de cette zone ont concerné les secteurs des industries manufacturières et ont été réalisées par des sociétés opérant sous le régime de transformation¹. Par ailleurs, les produits agricoles et ceux issus des industries agroalimentaires n'ont représenté que 9% du total des exportations vers l'UE, constitués pour l'essentiel d'huile d'olive. Quant aux importations, marquées par une grande diversification, près

¹ Ce sont principalement des travaux à façon sur des biens sans qu'il y ait transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

des deux tiers ont été réalisées essentiellement par des sociétés sous les régimes de droit commun ou de la mise à la consommation assorties de règlements financiers.

Hormis les échanges réalisés sous les régimes de transformation, le solde commercial avec l'Union Européenne, passerait à un déficit évalué à -8,4 milliards de dinars en 2023 (contre -13,4 milliards de dinars en 2022) soit une atténuation de près de 5 milliards de DT en relation avec la progression des exportations de 9,5% qui s'est conjuguée à une baisse des importations de 15,4%.

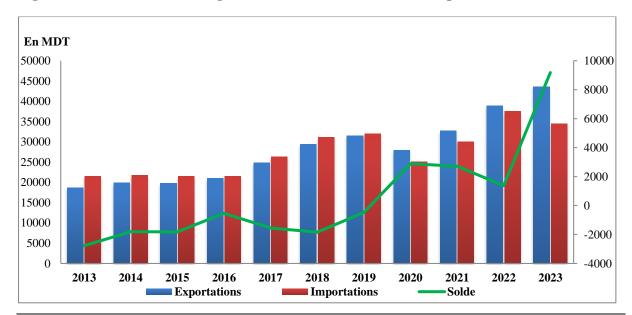


Figure 22 : Evolution des échanges commerciaux avec L'Union Européenne

S'agissant de la **France**, premier pays partenaire commercial de la Tunisie, elle a accaparé 23% des exportations totales de la Tunisie et a fourni 10% du total des importations en 2023. Les échanges commerciaux avec ce pays se sont soldés par un excédent de 5.854 MDT en 2023 (contre 4.170 MDT en 2022). Cette expansion est le résultat de la hausse des exportations (+10,7%) conjuguée à une baisse des importations (-3,8%). Il est à noter que la balance commerciale bilatérale avec ce pays n'est devenue excédentaire en faveur de la Tunisie qu'à partir de 2004, avant cette date elle était structurellement déficitaire. Une forte diversification est notée au niveau des produits exportés notamment ceux inhérents aux industries mécaniques et électriques et aux industries textiles, habillements et cuirs et ce, en raison de l'importance des investissements issus de ce pays au profit de ces secteurs. Également, la France demeure un débouché important pour certains produits agricoles (huile d'olive, dattes, agrumes...) ainsi que pour le pétrole brut. Au niveau des produits importés, il s'agit surtout des moyens de transport aérien et terrestre, des biens d'équipement, des produits pétroliers raffinés ainsi que des céréales. L'on cite également l'achat des semi-produits de textiles et des IME destinés à la réexportation après transformation.

Il est à signaler que plus de 80% des exportations et 54% des importations avec ce pays sont réalisées sous le régime de transformation. Ainsi, en excluant les échanges commerciaux sous ce régime, la Tunisie deviendrait déficitaire avec la France à hauteur de 950 MDT (contre -1.758 MDT en 2022).

Pour **l'Italie**, deuxième partenaire commercial de la Tunisie, elle a acquis, en 2023, 18% des exportations tunisiennes et a fourni 13% des achats. Après avoir enregistré un déficit de 2.411 MDT avec ce pays en 2022, les échanges commerciaux bilatéraux se sont soldés par un excédent commercial de 1.385 MDT en 2023 suite à l'effet conjugué de la baisse des importations (-17,4%) et l'accroissement des exportations (+17,5%). L'augmentation des exportations est attribuable, essentiellement, à la hausse des ventes des produits énergétiques qui ont presque doublé pour dépasser un milliard de dinars en 2023

ainsi que les expéditions de machines, appareils et matériels électriques qui ont augmenté de 18,5% en plus des ventes d'huile d'olive qui se sont accrues de 56%.

Il convient de mentionner que 73% des exportations vers l'Italie sont réalisées sous le régime de transformation contre 42% pour les importations. La balance commerciale, hormis les échanges réalisés sous le régime de transformation, est déficitaire de 2.487 MDT malgré la nette amélioration de 3.095 MDT par rapport à l'année 2022.

Pour l'**Allemagne**, étant le 3^{ème} client de la Tunisie, les échanges commerciaux ont dégagé un excédent commercial qui a légèrement baissé pour revenir, d'une année à l'autre, de 2.800 MDT à 2.745 MDT, résultat qui trouve son origine dans la progression des importations à un rythme plus soutenu que les exportations, soit 16,8% et 9,8% respectivement. L'essentiel des échanges commerciaux ont concerné les produits inhérents aux secteurs des industries manufacturières. La progression des exportations a concerné surtout les appareils et machines électriques (+18%) et les pièces de matériels de transport roulant (+55,4%) alors que l'augmentation des importations a été observée au niveau des achats des ouvrages en cuivre (+187,7%), des ouvrages et matières en plastique (36,2%) et des machines et appareils électriques (+10,8%).

Concernant les échanges commerciaux sous le régime de transformation avec l'Allemagne, 88% des exportations et 45% des importations sont effectuées sous ce régime entrainant un excédent de 4.782 MDT. Ainsi, si on excluait les échanges commerciaux sous ce régime, la balance commerciale avec ce pays passerait d'un excédent de 2.745 MDT à un déficit de 2.037 MDT.

Avec l'**Espagne**, le solde commercial a affiché un excédent de 356 MDT (contre un déficit de 873 MDT une année auparavant) sous l'effet conjugué de la baisse des importations (-15,5%) et la hausse notable des exportations (+27%). Le repli des importations est attribuable, essentiellement, à celui des achats des produits céréaliers (-89%) et des produits énergétiques (-23%) alors que l'accroissement des exportations vers ce pays est dû principalement à la progression des ventes d'huile d'olive (+90%) et des pièces et matériels de transport roulant (+48%).

Quant aux échanges commerciaux avec **le reste des pays de l'Europe**, dont l'essentiel a été effectué avec quatre pays en l'occurrence le Royaume Uni, la Suisse, la Russie et la Turquie, ils se sont soldés par un déficit qui s'est creusé de 23,6% ou 2.232 MDT par rapport à 2022 pour s'élever à 11,7 milliards de dinars.

L'excédent commercial avec **le Royaume Uni** a baissé de 526 MDT pour revenir à 214 MDT en 2023, résultat qui trouve son origine dans la diminution des exportations de 31% et l'augmentation des importations de 13%. Le repli des exportations à destination de ce pays a concerné, principalement, les produits énergétiques (31 MDT contre 481 MDT en 2022) et les articles textiles confectionnés (-32%). Pour ce qui est de la hausse des importations, elle est due essentiellement à l'accroissement des achats des machines et appareils mécaniques (+37%) et ceux des produits pharmaceutiques (+45%).

La balance bilatérale avec **la Turquie** s'est relativement redressée en 2023 dégageant ainsi un déficit en contraction de 14,2% ou 564 MDT pour se situer à 3.395 MDT. Cette amélioration est due, notamment, à la baisse des importations de 20% revenant ainsi de 5,1 milliards de dinars en 2022 à 4,1 milliards en 2023 sous l'effet principalement de la diminution des achats des produits énergétiques (-83%) et des ouvrages en fonte, fer et acier (-39%). Quant à la chute des exportations (-41%), elle est engendrée, essentiellement, par l'absence d'exportation de produits énergétiques en 2023 vers ce pays alors que ces exportations avaient atteint 341 MDT en 2022. Les ventes des engrais ont aussi baissé de 71%.

Avec **la Russie**, le déficit commercial structurel s'est nettement amplifié en 2023 (+137,2% ou de 3.927 MDT) pour atteindre un niveau élevé, soit 6.788 MDT, reflétant ainsi l'amplification du niveau des importations qui a culminé à 6,8 milliards de dinars alors que la valeur des exportations demeure pratiquement insignifiante (54 MDT seulement en 2023). L'augmentation des importations auprès de la Russie a concerné essentiellement les produits pétroliers raffinés (+270,2%) et les céréales (+355,5%).

La balance commerciale avec la **Suisse** a dégagé un excédent de 156 MDT en 2023 (contre -255 MDT une année auparavant). Ce redressement a résulté de l'accroissement des exportations de 95,3% qui a concerné essentiellement celles des produits énergétiques (+151%) alors que l'augmentation des importations n'était que de 9% touchant essentiellement le tabac (+25%) et les appareillages et matériels électriques (+26%).

Avec **les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)**, la balance commerciale s'est davantage détériorée affichant un déficit qui s'est élargi de 180 MDT, pour atteindre 1.673 MDT. Ce résultat trouve son origine dans le creusement du déficit commercial avec **l'Algérie** de 468 MDT pour s'élever à 4.377 MDT sous l'effet de l'accroissement des importations de 13,8% trainée par l'augmentation des approvisionnements en gaz naturel (+8,4%) et en sucre (+241%). En revanche, avec la **Libye**, l'excédent commercial s'est amélioré de 414 MDT pour se situer à 2.313 MDT sous l'effet de la hausse des exportations de 7,6% tirée par les ventes d'ouvrages fabriqués en fonte, fer et acier (+54,6%) et les machines électriques (+33,3%) et la baisse des importations (-40,5%) ayant concerné, essentiellement, celles des produits énergétiques (-49%) et des ouvrages en fonte, fer et acier (-45%).

Le déficit commercial structurel avec les **pays asiatiques hormis les pays arabes**, est resté quasiment stable en 2023, soit 11,6 milliards de dinars représentant 68% du déficit commercial global. En particulier, la balance commerciale avec la **Chine** a dégagé un déficit de 8,4 milliards de dinars, soit 49% du déficit commercial global du pays en 2023. Les importations ont marqué une légère baisse de 2,1% suite, principalement, au repli des achats de matériels de transport roulant (-29%) et des appareils électriques (-9,4%). Toutefois, les exportations vers la Chine, dont le niveau est déjà minime, ont accusé une baisse de 50,7% pour revenir à 66 MDT.

La balance commerciale avec **le Japon,** s'est soldée par un déficit de 529 MDT qui s'est creusé de 61 MDT ou 13% par rapport à 2022 suite à l'accroissement des importations de 10,3% en relation notamment avec l'augmentation des achats de matériels de transport roulant (+13,6%) et ceux des appareils mécaniques (+24,4%). Quant aux exportations, elles ont connu une baisse de 2,1% ayant concerné essentiellement les produits de la pêche (-12,4%) et les machines et appareils électriques (-18,6%).

S'agissant de **l'Inde** avec lequel le déficit commercial s'est élargi de 31,7% en 2023 pour passer à 930 MDT en relation avec l'effet conjugué du repli des exportations de 13,6% et la hausse des importations de 5,8%. La baisse des exportations a concerné, essentiellement, les produits chimiques (-4,2%) et les engrais (-55,9%) qui représentent ensemble environ 90% du total des exportations vers ce pays. Quant à la progression des importations, elle a découlé de la hausse des approvisionnements en sucre (+120%) ainsi qu'en matériels de transport roulant (+13,5%).

Quant à la balance commerciale avec **la Corée du sud,** elle s'est soldée par un déficit de 525 MDT, soit une amélioration de 2,9% par rapport à 2022 suite à la baisse des importations (-3,6%) qui a concerné essentiellement les matériels de transport roulant (-5,3%). Les exportations, qui se sont limitées à 85 MDT, ont connu une régression de 7,3% due essentiellement à la baisse des ventes des produits de la pêche (-28,7%).

D'un autre côté, les échanges commerciaux avec **les pays d'Afrique subsaharienne** ont dégagé un excédent qui s'est contracté de 17 MDT ou 1,5% par rapport à 2022 pour revenir à 1.107 MDT. Les exportations ont légèrement baissé de 0,3% alors que les importations ont augmenté de 3,3%. Ces échanges continuent de représenter de faibles parts dans le commerce extérieur global, soit 2,4% des ventes globales et 0,5% des achats. En particulier, l'excédent commercial avec la Côte d'Ivoire, qui représente le principal débouché des exportations diversifiées de la Tunisie au niveau de cette zone, s'est encore contracté revenant de 206 MDT à 126 MDT en 2023.

La balance des échanges commerciaux avec **les pays arabes hors UMA** a dégagé au terme de l'année 2023 un déficit de 2.083 MDT en amélioration de 1.744 MDT ou 46% par rapport à 2022 et ce à la suite de la forte baisse des importations (-38,4%) en lien avec le repli des achats de l'Arabie Saoudite et des

Emirats Arabes Unis (-64,7% et -46,8% respectivement), notamment, ceux des produits raffinés de pétrole auprès de l'Arabie Saoudite (-90,5%) et des matières premières et demi-produits des Emirats (-58%). Les exportations vers ces deux pays, dont le niveau est déjà faible, ont baissé davantage en 2023 (-24,1% pour l'Arabie Saoudite et -12,5% pour les Emirats Arabes Unis).

Les achats auprès de l'**Egypte** ont augmenté en 2023 de 3,3% pour dépasser 1 milliard de dinar alors que les exportations tunisiennes à destination de ce pays ont baissé de 14% pour revenir à 157 MDT.

Avec les pays de la zone de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA), le déficit commercial s'est contracté de 782 MDT ou 76% pour revenir à 247 MDT sous l'effet, principalement, de la réduction du déficit de la balance bilatérale avec les Etats Unis d'Amérique qui est passé d'une année à l'autre de 1.005 MDT à 57 MDT en 2023 en relation avec la forte hausse des exportations (+43,1%) qui a touché surtout l'huile d'olive (+53,8%) et les engrais (396 MDT contre 3 MDT une année auparavant) et au repli des importations (-15,5%) suite à la baisse principalement des achats des fèves de soja (-49,4%) et des céréales (-56,6%). S'agissant de la balance commerciale avec le Canada, elle a dégagé un déficit de 122 MDT (contre un excédent de 31 MDT en 2022) en lien avec la progression des importations de 47,9% trainée par l'accroissement notable des approvisionnements en céréales (+138,9%). Les exportations vers ce pays se sont repliées de 1,3%. Pour le Mexique, le déficit s'est élargi de 23,1% pour se situer à 69 MDT en lien avec la régression des exportations à un rythme plus accentué que les importations, soit -20,9% et -8,1% respectivement.

II. Recettes touristiques¹

La reprise de la dynamique de l'activité touristique en 2023 a concerné aussi bien les marchés traditionnels de l'Europe que ceux des pays limitrophes. S'agissant du **marché européen**, qui accapare plus de 60% des recettes touristiques totales, il a généré 4.348 MDT en 2023, soit une progression de 33,8%. De leur côté, les entrées et les nuitées y afférentes se sont accrues de 41,6% et 49,6% respectivement, pour atteindre 2,5 millions de visiteurs et 14,5 millions de nuitées en 2023.

En particulier, le **marché français** a constitué le principal pourvoyeur de touristes européens en 2023, avec une hausse des entrées de 21,1% et des nuitées de 30,9% pour se situer respectivement à 1 million de visiteurs et 4,3 millions de nuitées. Ces évolutions ont entrainé ainsi le raffermissement des recettes de 18,3% pour s'élever à 1.984 MDT.

De son côté, le **marché allemand** continue à préserver sa position parmi les marchés touristiques les plus performants en 2023 avec environ 303 milles entrées, représentant ainsi la deuxième clientèle provenant de l'Europe. Parallèlement, les nuitées se sont accrues de 66% pour s'élever à plus de 2,8 millions d'unités, soit environ 20% des nuitées totales des européens. Les recettes touristiques ont ainsi affiché une hausse de 50,6% pour atteindre 785 MDT en 2023.

Des évolutions similaires ont été observées avec le **marché polonais** qui a affiché une nette amélioration des recettes touristiques (+79,8%) pour s'élever à 319 MDT en relation avec l'accroissement notable des entrées et des nuitées (+106,1% et +83,1%, respectivement). Pour les recettes issues du **marché italien**, elles se sont accrues de 79,5% pour s'élever à 266 MDT et ce en corrélation avec l'amélioration de leurs entrées et de leurs nuitées de 17,5% et 34% respectivement.

Pour les autres pays européens, ils ont connu pour la plupart une tendance haussière en 2023. En particulier, la reprise du marché **Britannique** a été reflétée par des flux touristiques en nette progression (+55,1%) pour s'élever à 140 MDT en 2023 et ce, corrélativement avec l'accroissement considérable des entrées et des nuitées y afférentes (+73,9 % et 72,6% respectivement).

¹ Les frais de séjour en Tunisie des Tunisiens Résidents à l'Etranger sont intégrés dans la rubrique voyages à titre personnel (inclus auparavant au niveau des revenus de travail) et introduits dans pays de provenance.

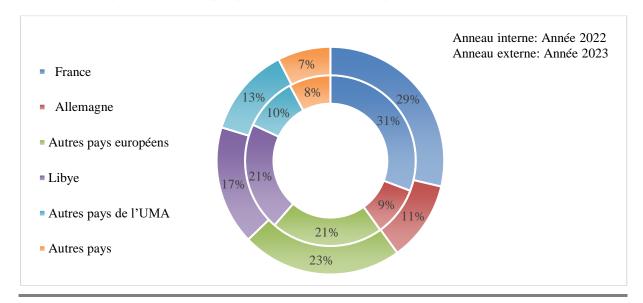


Figure 23 : Répartition géographique des recettes touristiques 2022-2023

Les recettes touristiques issues des **pays du Maghreb** se sont inscrites en hausse de +22,2% pour s'élever à 2.051 MDT en 2023, soit 29,6% du total. Cette évolution a surtout porté la marque du rétablissement du marché algérien en 2023, suite notamment à la levée des restrictions de voyage décidées par les autorités algériennes en juillet 2022, permettant ainsi un afflux important de touristes algériens, dépassant les 3 millions de visiteurs avec des recettes générées de l'ordre de 864 MDT. Parallèlement, les entrées des **Libyens** ont augmenté de 19,1% pour atteindre 2,3 millions de personnes totalisant des recettes en amélioration de +4,9% en 2023, soit 1.169 MDT.

Avec *les autres pays arabes*, les recettes touristiques n'ont augmenté que de 1,9% pour s'établir à 330 MDT et ce, corrélativement avec le fort ralentissement des entrées, principalement des moyens orientaux (+8,3% en 2023 contre +140,5% en 2022), et la baisse des nuitées y afférentes (-7,4% contre +133,6% une année auparavant).

S'agissant *des recettes touristiques issues des pays de l'ALENA*, elles se sont accrues de 13,7% pour s'établir à 164 MDT et ce, en lien avec l'amélioration des entrées et des nuitées des nord-américains de 23,1% et de 32%, respectivement.

III. Revenus du travail¹

Les transferts au titre des économies sur salaires effectués par les Tunisiens résidents à l'étranger ont atteint 8,8 milliards de dinars en 2023, soit un accroissement de 5,4% en comparaison avec leur niveau enregistré une année auparavant. Ces revenus continuent à être dominés par les flux issus des pays hôtes de l'Europe malgré la consolidation des envois de fonds effectués par la colonie tunisienne résidente dans les pays arabes.

Les flux en provenance des pays européens, où résident plus de 1,5 million de personnes, ont progressé de 5,2% pour atteindre 7.730 MDT en 2023, représentant près de 88% du total des apports. En particulier, les revenus rapatriés par les Tunisiens installés en **France**, principal pays d'accueil où résident environ un million de personnes soit plus de la moitié de la colonie résidente à l'étranger, ont augmenté de 4,9% pour s'établir à 3.656 MDT. Également, les revenus du travail en provenance de l'**Italie**, deuxième pays hôte des travailleurs tunisiens avec près de 269 milles personnes, se sont inscrits en légère hausse (+2,5%) pour s'établir à 1.272 MDT en 2023. Quant aux revenus rapatriés de

¹ Les frais de séjour en Tunisie des Tunisiens Résidents à l'Etranger sont intégrés dans la rubrique voyages à titre personnel (inclus auparavant au niveau des revenus de travail) et introduits dans les pays de provenance.

l'**Allemagne**, troisième pays hôte et qui abritait 119 mille personnes de la colonie tunisienne, ils ont atteint 1.653 MDT en 2023, soit un accroissement de 8,2 %.

Pour **les autres pays européens**, les revenus du travail ont enregistré une progression de 5,2% en 2023 pour s'élever à 1.149 MDT. Il s'agit de la **Suisse**, la **Belgique** et **le Royaume-Uni**, qui ont été l'origine des enveloppes de 257 MDT, 228 MDT et 135 MDT respectivement en 2023.

Concernant **les pays arabes**, y compris les pays de l'UMA, qui accueillent près de 200 milles tunisiens, les revenus du travail ont connu une augmentation de 4,8% en 2023 pour s'élever à 845 MDT. L'essentiel de ces transferts, soit plus de 90%, a été rapatrié à partir **des pays du Golfe**, où résident environ 112 mille tunisiens, avec une forte concentration de ceux travaillant dans le cadre de la coopération technique. Il s'agit principalement de **l'Arabie Saoudite** avec une enveloppe qui s'est inscrite en hausse de 4,3% pour s'élever à 340 MDT, suivie par **les Emirats Arabes Unis** (191 MDT) et le **Qatar** (105 MDT).

Anneau interne: Année 2022
Anneau externe: Année 2023

Anneau externe: Année 2023

Italie

Autres pays européens

Pays du Golfe

Autres pays

Figure 24 : Répartition géographique des revenus des Tunisiens Résidents à l'Etranger 2022-2023

IV. Investissements directs

Les flux des investissements directs étrangers bénéficiant à la Tunisie ont enregistré une hausse de 8,2% en 2023 pour se situer à 2,4 milliards de dinars. Cette évolution trouve son origine dans l'accroissement des IDE en provenance des partenaires européens traditionnels qui sont focalisés sur les secteurs des industries manufacturières.

Par ailleurs, la répartition géographique des investissements directs étrangers continue de mettre en évidence la prédominance des investissements en provenance des pays de l'**Union européenne**, qui représente le principal investisseur en Tunisie avec une part de 69,2% du total des IDE (contre 65,7% une année auparavant). Les flux des IDE en provenance de cette zone se sont, en effet, inscrits en hausse de 14% pour atteindre 1.659 MDT en 2023.

En particulier, les flux d'IDE issus de la **France**, considérée comme l'un des investisseurs étrangers stratégiques en Tunisie, se sont légèrement affermis (+2,6%) pour s'élever à 690 MDT, portant la marque essentiellement de la hausse de ceux réalisés dans le secteur énergétique passant, d'une année à l'autre, de 54 MDT à 79 MDT. Quant aux investissements orientés vers le secteur des industries manufacturières, ils ont accusé une légère baisse (-1,5%) pour revenir à 540 MDT.

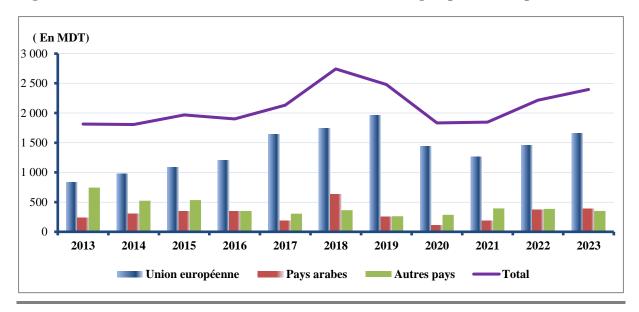


Figure 25 : Evolution des flux des Investissements Directs Etrangers par zone de provenance

S'agissant des flux des IDE en provenance de **l'Italie**, ils se sont accrus de 16,7% pour atteindre 342 MDT, sous l'effet de l'affermissement simultané des IDE bénéficiant aux secteurs des industries manufacturières et de l'énergie, qui ont respectivement augmenté de 19% et 30,3%, pour s'élever à 262 MDT et 79 MDT.

Concernant les IDE réalisés par l'**Allemagne**, orientés dans leur quasi-totalité vers le secteur des industries manufacturières, ils ont connu une augmentation de 8% pour se situer à 240 MDT (contre 222 MDT une année auparavant).

Parallèlement, les flux des IDE réalisés par l'**Autriche** se sont affermis pour s'élever à 184 MDT en 2023 contre 158 MDT une année auparavant. Ces flux sont focalisés pour la quasi-totalité dans le secteur énergétique avec une enveloppe passant, d'une année à l'autre, de 137 MDT à 161 MDT.

En revanche, les IDE réalisés par **les autres pays européens**, ont accusé une baisse de 15,2% pour être ramenés à 170 MDT en 2023. En particulier, ceux issus du **Royaume-Uni** ont continué à régresser en 2023 (-48,4%) et ce, pour la deuxième année consécutive, portant la marque, principalement, de la forte baisse des investissements réalisés dans le secteur de l'énergie au cours de ces dernières années. Également, les flux des IDE issus de la **Suisse**, orientés pour la totalité vers le secteur des industries manufacturières, ont enregistré une baisse de 14,5% pour revenir à 47 MDT. Cependant, les flux des investissements étrangers en provenance de l'**Ukraine**, profitant entièrement au secteur énergétique, se sont inscrits en hausse de 15,1% pour se situer à 55 MDT.

Concernant *les flux des IDE émanant des pays arabes*, représentant 16,1% du total des IDE, ils ont connu une légère progression (+3%) en 2023, passant d'une année à l'autre, de 375 MDT à 386 MDT. Cette évolution est due, essentiellement, à la quasi-stagnation des IDE destinés au secteur des services, qui accapare à lui seul 80,6% du total des IDE des pays arabes. En particulier, les flux des IDE issus du **Qatar**, bénéficiant en totalité au secteur des services, ont demeuré quasiment stables en 2023 pour s'établir à 294 MDT en 2023 (contre 291 MDT une année auparavant) dont une enveloppe de 248 MDT au titre de l'augmentation du capital de « Qatar National Bank-Tunisia » (QNB-Tunisie). En ce qui concerne les IDE réalisés par les **Emirats Arabes Unis**, ils ont accusé une baisse de 8,4% pour revenir à 32 MDT impactés par le repli de ceux profitant aux secteurs des industries manufacturières et des services.

S'agissant des *IDE réalisés avec les pays de la zone ALENA*, ils ont régressé de 29,1% pour revenir à 80 MDT représentant uniquement 3,3% du total des IDE. Ceux en provenance des **États-Unis** se sont fortement contractés revenant, d'une année à l'autre, de 101 MDT à 55 MDT suite à l'absence de flux d'IDE au profit du secteur énergétique (contre 74 MDT en 2022). En revanche, ceux réalisés par le

Canada, concentrés pour l'essentiel sur le secteur énergétique, ont plus que doublé pour se situer à 25 MDT en 2023.

Concernant *les investissements en provenance des autres pays*, ils se sont accrus de 43,5% pour atteindre 101 MDT en 2023. En particulier, les flux réalisés par le **Japon**, destinés en totalité au secteur des industries manufacturières, ont enregistré une hausse de 58,8% pour s'élever à 75 MDT.

V. Tirages sur emprunts extérieurs à LT

Les tirages sur les capitaux d'emprunt à long terme, ont accusé un repli de 18,5% pour revenir à 7.190 MDT (contre 8.826 MDT en 2022). Cette évolution a surtout porté la marque de la régression des mobilisations d'emprunts extérieurs dans le cadre de la coopération multilatérale (-29,7%) alors que celles réalisées dans le cadre de la coopération bilatérale se ont inscrites en légère hausse (+3,5%). Par ailleurs, il convient de mentionner que l'Etat tunisien s'est abstenu pour la quatrième année successive de faire une sortie sur les marchés financiers internationaux.

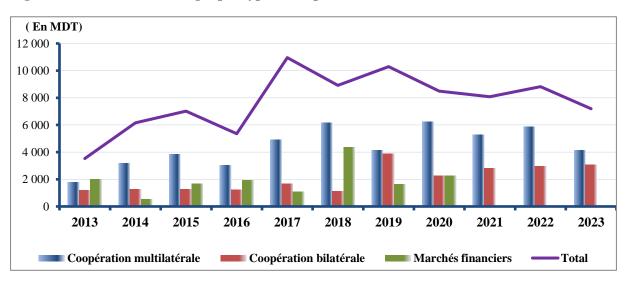


Figure 26 : Evolution des tirages par type de coopération

S'agissant de la *coopération multilatérale*, les tirages sur emprunts extérieurs à long terme, ont reculé de 29,7% pour revenir à 4.123 MDT, soit 57,3% du total. Il s'agit d'un crédit octroyé par la Banque Africaine d'Import-Export « l'AFREXIMBANK » pour un montant de 1.466 MDT (contre 2.149 MDT une année auparavant), dans le cadre du programme de financement des importations stratégiques. De même, les emprunts contractés auprès du Groupe de la Banque Mondiale ont subi le même sort passant, d'une année à l'autre, de 1.163 MDT à 656 MDT, dont l'essentiel s'inscrit dans le cadre du projet de réponse d'urgence COVID-19 pour la protection sociale en Tunisie. En revanche, les ressources mobilisées auprès de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont porté sur des enveloppes respectives de 588 MDT, 560 MDT et 366 MDT (contre 528 MDT, 379 MDT et 149 MDT une année auparavant). Par ailleurs, les fonds levés auprès du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES) ont enregistré une quasi-stagnation pour se situer à 312 MDT.

Pour les tirages alloués dans le cadre de *la coopération bilatérale*, ils ont enregistré une hausse de 3,5% pour s'élever à 3.068 MDT en 2023, couvrant 42,7% du total. Cette évolution trouve son origine dans la consolidation des fonds levés auprès des pays arabes (+9,6%) qui ont atteint 1.463 MDT, dont une enveloppe de 1.355 MDT a été accordée par **l'Arabie Saoudite** dans le cadre du programme d'appui budgétaire. Parallèlement, les fonds alloués par le **Japon** ont notablement augmenté pour atteindre 629 MDT en 2023. Toutefois les emprunts alloués par l'Union Européenne sont revenus, d'une année à l'autre, de 1.142 MDT à 830 MDT, accordés principalement par l'**Allemagne** (443 MDT) et la **France** (243 MDT).

VI. Service de la dette extérieure à LT

a) Amortissement de la dette extérieure à LT

Les paiements au titre de *l'amortissement de la dette extérieure à long terme* ont considérablement progressé (+34,4%) pour s'élever à 9.296 MDT en 2023. Cette évolution a concerné en premier lieu les remboursements effectués au profit des marchés financiers internationaux et en faveur des organismes internationaux, et dans un moindre degré, ceux honorés dans le cadre de la coopération bilatérale.

Pour *les remboursements réalisés dans le cadre de la coopération multilatérale*, ils se sont accrus de 40% en 2023 pour s'élever à 4.707 MDT, représentant la moitié du total des règlements. En particulier, les remboursements au profit du Fonds Monétaire International se sont inscrits en nette augmentation pour passer de 372 MDT en 2022 à 1.306 MDT en 2023. Également, ceux effectués en faveur de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale ont enregistré en 2023 une hausse de 14,4% et 74,8% respectivement, pour s'élever à 747 MDT et 527 MDT. En revanche, les paiements en faveur de la Banque Européenne d'Investissement ont accusé un léger repli (-2,4%) pour revenir à 804 MDT.

Concernant *les remboursements du principal de la dette extérieure à long terme effectués dans le cadre de la coopération bilatérale*, ils ont enregistré une hausse de 7% en 2023 pour s'établir à 2.299 MDT. Cette progression a concerné les paiements en faveur des pays Arabes (+18,4%) pour s'élever à 876 MDT dont, essentiellement, une enveloppe de 659 MDT en 2023 au profit de l'**Arabie Saoudite**. Quant aux remboursements en faveur des pays de l'Union européenne, ils ont enregistré une quasi-stagnation pour se situer à 1.005 MDT dont des enveloppes de 517 MDT et 283 MDT ont profité à la **France** et à **l'Allemagne** respectivement. Pour les règlements bénéficiant au **Royaume-Uni**, ils ont enregistré une hausse de 18,7% en 2023 pour s'élever à 192 MDT.

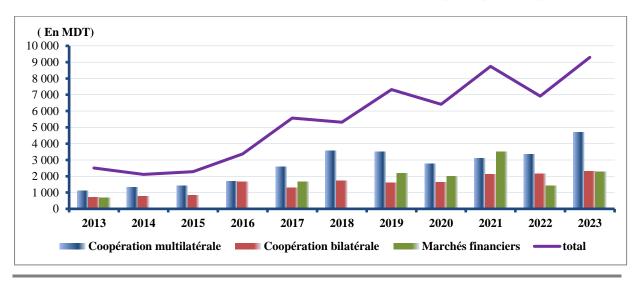


Figure 27 : Evolution de l'amortissement de la dette extérieure à LT par type de coopération

En revanche, *les paiements au titre de l'amortissement de la dette extérieure à long terme effectués au profit des marchés financiers internationaux* ont enregistré un fort rebond (+64,3%) pour s'élever à 2.165 MDT en 2023 contre 1.317 MDT une année auparavant. Il s'agit, essentiellement, du remboursement du principal de l'emprunt obligataire (Euro Bonds) émis sur le Marché Financier International en 2018 pour un montant de 1.680 MDT (500 MEUR).

b) Intérêts de la dette extérieure à long terme

La répartition géographique des dépenses effectuées au titre *des paiements des intérêts de la dette extérieure à long terme*¹, qui ont porté sur une enveloppe de 2.467 MDT en 2023 (contre 1.976 MDT en 2022), ont été marqué par la dominance des paiements au profit des organismes internationaux ; soit 55,9% du total, avec une enveloppe de 1.380 MDT (contre 892 MDT une année auparavant). Il s'agit, principalement, de la Banque Mondiale (341 MDT contre 212 MDT en 2022), du Fonds monétaire international (276 MDT contre 117 MDT en 2022), de la Banque Africaine de Développement (156 MDT contre 124 MDT en 2022) et de la Banque Européenne d'Investissement (123 MDT contre 116 MDT en 2022).

Concernant les intérêts de la dette à long terme effectués dans le cadre de la *coopération bilatérale*, ils ont connu une hausse de 3,6% pour s'élever à 332 MDT. Il s'agit principalement des paiements effectués en faveur de la **France** et de l'**Allemagne**, qui accaparent conjointement 42,5% de ces paiements, soit 74 MDT et 67 MDT respectivement. Parallèlement, les paiements des intérêts à LT au profit de **l'Arabie Saoudite** et au **Royaume Uni** se sont établis à 61 MDT et 26 MDT en 2023 (contre 54 MDT et 22 MDT, respectivement, une année auparavant).

S'agissant des intérêts de la dette à long terme réglés en faveur *des marchés financiers internationaux*, ils ont connu une légère baisse (-1,2%) pour se revenir à 744 MDT en 2023, représentant 30,1% du total des paiements à ce titre.

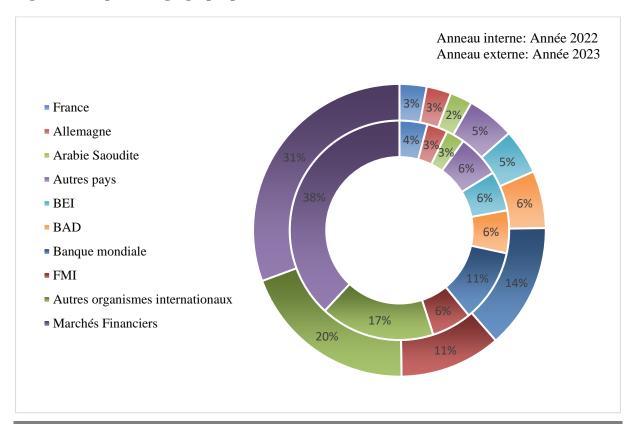


Figure 28 : Répartition géographique des intérêts de la dette à LT 2022-2023

¹ Y compris les obligations dues aux marchés financiers internationales (Investissements de portefeuille).

ANNEXES STATISTIQUES

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES PRINCIPALES RUBRIQUES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA TUNISIE



Répartition géographique des échanges commerciaux de la Tunisie (Tableau 1/3) (En MDT)

	EXP	ORTATIO	ONS	IMP	ORTATIO	ONS		SOLDE	
PAYS	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
UNION EUROPEENNE	32741,1	38862,2	43636,9	30031,4	37483,2	34455,3	2709,7	1379,0	9181,6
Part dans le total (%)	70,2	67,5	70,3	47,8	45,3	43,5	-	-	-
DONT:									
ALLEMAGNE	5969,8	7436,8	8162,6	4110,3	4637,2	5417,9	1859,4	2799,6	2744,7
AUTRICHE	271,3	337,7	485,1	297,4	323,3	349,8	-26,2	14,5	135,4
BELGIQUE	870,4	1055,7	1093,3	980,8	970,5	899,0	-110,3	85,1	194,3
BULGARIE	55,9	110,7	112,1	722,3	677,2	461,1	-666,4	-566,5	-349,0
ESPAGNE	1897,2	2581,2	3274,6	2644,3	3454,7	2918,3	-747,1	-873,5	356,3
FINLANDE	8,5	10,1	10,0	225,1	211,1	208,0	-216,6	-201,1	-198,0
FRANCE	11182,7	12752,8	14114,4	7183,0	8582,4	8260,4	3999,7	4170,5	5854,0
GRECE	175,9	202,6	280,9	1553,8	1498,5	701,2	-1377,9	-1295,9	-420,3
HONGRIE	136,3	120,4	147,6	244,1	275,7	324,4	-107,8	-155,2	-176,8
IRLANDE	218,1	315,4	355,3	118,9	135,0	190,8	99,2	180,3	164,5
ITALIE	8570,7	9679,1	11375,5	8478,6	12090,6	9990,6	92,1	-2411,5	1384,8
MALTE	293,7	635,5	462,7	98,6	142,8	708,9	195,1	492,7	-246,1
PAYS BAS	1208,3	1276,4	1418,3	706,7	692,0	807,4	501,7	584,4	610,8
PAYS BAS	1208,3	1276,4	1418,3	706,7	692,0	807,4	501,7	584,4	610,8
POLOGNE	445,8	597,4	633,1	402,7	522,4	513,0	43,0	75,0	120,1
PORTUGAL	249,3	284,9	306,6	491,7	588,0	545,8	-242,4	-303,1	-239,2
ROUMANIE	427,2	537,8	357,4	648,3	1110,8	559,6	-221,1	-573,0	-202,2
SLOVAQUIE	251,1	285,1	382,4	251,3	345,5	214,1	-0,2	-60,4	168,3
SUEDE	179,9	184,9	147,1	235,1	328,0	324,8	-55,2	-143,1	-177,6
REPUBLIQUE TCHEQUE	238,4	273,1	298,0	320,7	451,1	524,4	-82,3	-178,0	-226,4
AUTRES PAYS EUROPEENS	2301,5	3342,7	2820,7	10102,0	12797,2	14507,4	-7800,6	-9454,5	-11686,7
Part dans le total (%)	4,9	5,8	4,5	16,1	15,5	18,3	-	-	-
DONT:									
AZERBAIDJAN	2,5	6,0	9,6	1911,9	1834,1	572,6	-1909,5	-1828,2	-563,0
ROYAUME UNI	760,6	1422,8	985,5	667,9	682,0	771,1	92,7	740,7	214,4

ANNEXES STATISTIQUES

Répartition géographique des échanges commerciaux de la Tunisie (Tableau 2/3) (En MDT)

PAYS	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS			SOLDE		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
RUSSIE	58,3	51,6	54,4	1524,1	2913,2	6842,8	-1465,8	-2861,7	-6788,3
SUISSE	565,1	504,9	986,0	675,6	760,1	829,7	-110,5	-255,2	156,3
TURQUIE	740,5	1112,2	654,9	3396,4	5071,1	4050,1	-2655,9	-3958,8	-3395,2
UKRAINE	12,6	43,1	4,7	1446,6	771,4	1042,4	-1434,0	-728,3	-1037,7
UMA	3227,7	4385,3	4771,5	2808,0	5878,6	6444,5	419,6	-1493,3	-1673,0
Part dans le total (%)	6,9	7,6	7,7	4,5	7,1	8,1	-	-	-
DONT:									
ALGERIE	661,2	1021,1	1230,8	2215,5	4929,5	5607,5	-1554,3	-3908,4	-4376,7
LIBYE	1804,3	2463,0	2649,0	215,9	564,0	335,6	1588,5	1899,0	2313,4
MAROC	708,3	850,6	826,6	370,5	383,2	498,8	337,7	467,4	327,8
PAYS ARABES HORS UMA	837,9	1079,0	938,3	2974,4	4906,0	3021,6	-2136,5	-3826,9	-2083,3
Part dans le total (%)	1,8	1,9	1,5	4,7	5,9	3,8	-	-	-
DONT:									
ARABIE SAOUDITE	98,6	170,1	129,1	1309,7	2034,1	717,8	-1211,1	-1864,0	-588,7
BAHREIN	4,7	5,8	7,7	44,6	104,7	114,0	-40,0	-98,9	-106,3
EGYPTE	187,3	182,3	156,8	754,2	977,8	1010,3	-566,9	-795,4	-853,5
EMIRATS ARABES UNIS	265,7	382,8	335,1	475,5	1151,7	612,4	-209,8	-768,9	-277,3
OMAN	49,8	52,0	37,0	91,9	217,3	112,4	-42,0	-165,3	-75,4
QATAR	41,5	94,4	81,1	75,6	104,0	160,0	-34,2	-9,6	-78,9
PAYS D'ASIE, HORS ARABES	1560,5	2427,6	1770,8	10861,5	13996,1	13391,4	-9301,0	-11568,6	-11620,6
Part dans le total (%)	3,3	4,2	2,9	17,3	16,9	16,9	-	-	-
DONT:									
CHINE CONTINENTALE	209,0	133,1	65,6	6534,4	8665,5	8483,9	-6325,5	-8532,5	-8418,3
COREE DU SUD	70,3	91,4	84,8	894,1	632,8	610,2	-823,8	-541,4	-525,4
INDE	478,2	944,8	816,4	1181,0	1651,0	1746,4	-702,9	-706,3	-930,1
JAPON	132,8	102,4	100,2	507,8	570,6	629,4	-375,0	-468,2	-529,2
TAIWAN	11,7	34,6	9,5	357,4	458,8	318,9	-345,8	-424,2	-309,4
THAILANDE	10,1	14,1	36,9	361,4	401,3	326,4	-351,3	-387,2	-289,5

Répartition géographique des échanges commerciaux de la Tunisie (Tableau 3/3) (En MDT)

	EXP	ORTATIO	ONS	IMP	ORTATIO	ONS		SOLDE	(MD1)
PAYS	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
PAYS D'AFRIQUE, HORS ARABES	1338,7	1524,1	1519,8	181,2	399,4	412,4	1157,5	1124,7	1107,4
Part dans le total (%)	2,9	2,6	2,4	0,3	0,5	0,5	-	-	-
DONT:									
BURKINA FASO	77,8	88,3	70,6	0,5	0,3	0,5	77,2	88,0	70,1
CAMEROUN	96,3	108,0	118,6	4,8	7,7	3,8	91,5	100,2	114,8
COTE D'IVOIRE	237,6	235,8	201,6	20,7	30,1	75,7	216,9	205,7	125,9
GABON	68,9	71,7	84,7	1,3	1,6	3,4	67,6	70,1	81,3
GUINEE	84,5	114,2	92,5	2,4	7,9	8,5	82,1	106,3	83,9
KENYA	59,6	57,4	54,0	28,0	25,6	2,5	31,6	31,8	51,6
SENEGAL	153,7	187,8	266,8	9,8	40,6	27,3	143,9	147,2	239,6
ALENA	1392,8	1829,8	2380,4	2207,9	2859,0	2627,5	-815,0	-1029,2	-247,2
Part dans le total (%)	3,0	3,2	3,8	3,5	3,5	3,3	-	-	-
DONT:									
CANADA	256,9	341,8	337,4	484,7	310,5	459,3	-227,8	31,3	-121,8
ETATS UNIS D'AMERIQUE	1065,4	1352,5	1935,8	1575,0	2357,2	1992,5	-509,6	-1004,7	-56,7
RESTE DU MONDE	3254,0	4106,7	4239,1	3698,4	4469,4	4286,2	-444,4	-362,7	-47,0
Part dans le total (%)	7,0	7,1	6,8	5,9	5,4	5,4	-	-	-
DONT:									
ARGENTINE	13,7	20,8	51,4	507,9	781,7	246,3	-494,2	-760,9	-195,0
AUSTRALIE	67,0	85,7	58,7	15,8	11,9	55,1	51,1	73,7	3,6
BRESIL	104,9	253,2	120,7	843,1	1159,3	1420,3	-738,3	-906,2	-1299,6
EQUATEUR	0,6	0,1	0,1	113,2	78,6	22,1	-112,6	-78,5	-22,0
VENEZUELA	0,0	0,3	0,4	16,7	22,5	33,1	-16,7	-22,2	-32,7
TOTAL	46654,2	57557,5	62077,3	62864,9	82788,9	79146,3	-16210,7	-25231,4	-17069,0

Source: INS

Répartition géographique des recettes au titre des transports (Tableau 1/2)

PAYS	2021	2022	2023
EUROPE	2072,1	4252,7	5632,0
Part dans le total (%)	86,8	86,2	91,1
UNION EUROPEENNE	1961,0	4025,0	5266,9
Part dans le total (%)	82,1	81,6	85,2
DONT:			
ALLEMAGNE	217,9	393,0	507,8
ESPAGNE	55,8	117,1	137,2
FRANCE	510,4	817,5	1253,0
ITALIE *	983,0	2259,4	2574,4
PAYS-BAS	35,9	61,1	76,1
POLOGNE	33,1	74,9	182,9
REPUBLIQUE TCHEQUE	11,7	47,0	110,8
AUTRES PAYS EUROPEENS	111,1	227,7	365,1
Part dans le total (%)	4,7	4,6	5,9
DONT:			
ROYAUME-UNI	26,2	114,7	182,3
RUSSIE	34,1	10,0	20,7
SUISSE	19,9	31,3	64,9
TURQUIE	24,4	54,1	44,8
PAYS ARABES	166,7	372,3	290,7
Part dans le total (%)	7,0	7,6	4,7
UMA	134,6	308,9	219,9
Part dans le total (%)	5,6	6,3	3,6
DONT:			
ALGERIE	19,9	83,4	70,2
LIBYE	84,6	166,4	111,0
MAROC	24,4	50,0	36,2

^{*} Y compris la redevance-gaz perçue par l'Etat tunisien au titre du passage des gazoducs transcontinentaux reliant l'Algérie à l'Italie (728,4 MDT en 2021, 1.807,4 MDT en 2022 et 2.093,7 MDT en 2023).

Répartition géographique des recettes au titre des transports (Tableau 2/2)

PAYS	2021	2022	2023
PAYS DE GOLFE	19,1	42,7	44,8
Part dans le total (%)	0,8	0,9	0,7
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	5,0	11,9	13,7
EMIRATS ARABES UNIS	8,1	17,6	13,5
QATAR	1,6	4,8	5,8
AUTRES PAYS ARABES	13,0	20,7	26,0
Part dans le total (%)	0,6	0,4	0,4
DONT:			
EGYPTE	6,9	10,6	11,6
JORDANIE	2,6	4,3	7,8
LIBAN	1,9	3,3	4,1
AMERIQUE DU NORD	53,0	106,3	133,3
Part dans le total (%)	2,2	2,2	2,2
CANADA	10,4	22,1	32,4
ETATS UNIS D'AMERIQUE	42,6	84,2	100,9
AUTRES PAYS	95,7	202,7	124,8
Part dans le total (%)	4,0	4,0	2,0
DONT:			
BRESIL	3,3	11,7	6,2
CHINE CONTINENTALE	6,6	7,4	8,5
COTE D'IVOIRE	6,8	10,2	6,8
INDE	13,6	40,9	27,7
JAPON	4,2	6,1	5,5
SENEGAL	4,4	8,1	6,2
TOTAL	2387,5	4934,0	6180,8

Répartition géographique des dépenses au titre des transports (Tableau 1/2)

PAYS	2021	2022	2023
EUROPE	2430,9	3151,8	4206,3
Part dans le total (%)	65,0	62,2	66,6
UNION EUROPEENNE	1870,2	2390,7	2977,6
Part dans le total (%)	50,0	47,2	47,1
DONT:			
ALLEMAGNE	291,4	306,7	460,4
BELGIQUE	95,1	149,0	254,7
ESPAGNE	148,8	187,6	196,3
FRANCE	513,0	625,1	871,6
GRECE	82,6	88,6	61,2
ITALIE	468,1	678,9	695,3
MALTE	8,4	7,6	39,8
PAYS-BAS	47,9	69,0	114,2
AUTRES PAYS EUROPEENS	560,7	761,1	1228,7
Part dans le total (%)	15,0	15,0	19,5
DONT:			
RUSSIE	78,6	143,3	379,1
SUISSE	40,9	55,5	80,4
TURQUIE	235,8	328,1	373,1
UKRAINE	73,0	49,1	57,6
ROYAUME-UNI	108,1	158,4	309,0
PAYS ARABES	377,5	741,1	907,0
Part dans le total (%)	10,1	14,7	14,4
UMA	153,6	331,9	424,1
Part dans le total (%)	4,1	6,6	6,7
DONT:			
ALGERIE	113,4	253,8	316,4
LIBYE	11,1	28,7	18,6
MAROC	28,1	48,6	87,5

Répartition géographique des dépenses au titre des transports (Tableau 2/2) $(En\ MDT)$

PAYS	2021	2022	2023
PAYS DU GOLFE	161,4	316,7	355,9
Part dans le total (%)	4,3	6,2	5,6
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	72,0	145,3	125,7
EMIRATS ARABES UNIS	62,1	128,9	178,5
QATAR	14,7	18,4	35,8
AUTRES PAYS ARABES	62,5	92,5	127,0
Part dans le total (%)	1,7	1,8	2,0
DONT:			
EGYPTE	52,6	70,8	99,3
JORDANIE	6,7	17,1	32,1
AMERIQUE DU NORD	129,8	177,4	217,2
Part dans le total (%)	3,5	3,5	3,4
DONT:			
CANADA	24,7	17,8	29,5
ETATS UNIS D'AMERIQUE	105,1	159,6	187,7
AUTRES PAYS	801,1	996,7	986,2
Part dans le total (%)	21,4	19,6	15,6
DONT:			
ARGENTINE	26,1	39,7	13,6
BRESIL	43,2	59,0	78,5
CHINE CONTINENTALE	337,8	443,9	475,4
COREE DU SUD	46,5	32,3	33,9
INDE	60,6	84,2	97,0
INDONESIE	14,0	33,7	21,1
JAPON	29,3	32,1	41,2
SINGAPOUR	13,2	12,6	20,4
TOTAL	3739,3	5067,0	6316,7

Répartition géographique des recettes touristiques* (Tableau 1/2)

PAYS	2021	2022	2023
EUROPE	1818,0	3248,9	4348,3
Part dans le total (%)	61,5	59,9	62,8
UNION EUROPEENNE	1508,5	3019,8	4005,7
Part dans le total (%)	51,1	55,7	57,9
DONT:			
ALLEMAGNE	194,8	521,5	785,3
BELGIQUE	36,5	111,3	157,0
ESPAGNE	15,3	31,8	50,0
FRANCE	978,0	1677,5	1983,8
HONGRIE	3,0	12,7	15,5
ITALIE	87,2	147,9	265,5
LUXEMBOURG	15,5	30,0	31,5
PAYS-BAS	13,1	23,9	37,4
POLOGNE	83,0	177,3	318,8
REPUBLIQUE TCHEQUE	21,4	148,7	175,0
ROUMANIE	10,5	15,1	25,1
SUEDE	10,1	17,0	21,2
AUTRES PAYS EUROPEENS	309,5	229,1	342,6
Part dans le total (%)	10,4	4,2	4,9
DONT:			
ROYAUME-UNI	33,6	90,0	139,6
RUSSIE	211,5	34,1	55,7
SERBIE	3,0	8,5	18,9
SUISSE	43,0	72,9	97,6
TURQUIE	6,4	9,9	12,6
UKRAINE	6,0	7,9	13,1

^{*} Les frais de séjour en Tunisie des Tunisiens Résidents à l'Etranger sont intégrés dans la rubrique voyages à titre personnel (inclus auparavant au niveau des revenus du travail) et introduits dans les pays de provenance.

Répartition géographique des recettes touristiques* (Tableau 2/2)

PAYS	2021	2022	2023
PAYS ARABES	1051,9	2001,9	2380,8
Part dans le total (%)	35,6	36,9	34,4
UMA	884,5	1678,5	2051,4
Part dans le total (%)	29,9	31,0	29,6
DONT:			
ALGERIE	78,6	550,5	864,1
LIBYE	798,3	1113,8	1169,2
PAYS DU GOLFE	161,9	311,0	316,5
Part dans le total (%)	5,5	5,7	4,6
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	83,1	119,2	127,2
EMIRATS ARABES UNIS	29,9	58,6	61,5
QATAR	34,8	88,0	87,2
AUTRES PAYS ARABES	5,5	12,4	12,9
Part dans le total (%)	0,2	0,2	0,2
DONT:			
EGYPTE	1,6	3,2	3,1
JORDANIE	1,5	3,7	4,4
AMERIQUE DU NORD	72,5	143,8	163,5
Part dans le total (%)	2,5	2,7	2,4
CANADA	29,9	64,0	73,1
ETATS UNIS D'AMERIQUE	42,6	79,8	90,4
AUTRES PAYS	11,8	25,5	28,0
Part dans le total (%)	0,4	0,5	0,4
DONT:			
CHINE CONTINENTALE	2,6	7,7	10,0
JAPON	3,0	8,4	10,0
TOTAL	2954,2	5420,1	6920,6

^{*} Les frais de séjour en Tunisie des Tunisiens Résidents à l'Etranger sont intégrés dans la rubrique voyages à titre personnel (inclus auparavant au niveau des revenus du travail) et introduits dans les pays de provenance.

Evolution des entrées des non-résidents par nationalité (Tableau 1/2)

(En nombre de personnes)

PAYS	2021	2022	2023
EUROPE	595 307	1 794 619	2 541 130
Part dans le total (%)	24,0	27,9	27,1
UNION EUROPEENNE	476 401	1 599 842	2 185 337
Part dans le total (%)	19,2	24,9	23,3
DONT:			
ALLEMAGNE	39 873	187 382	303 205
AUTRICHE	3 571	12 413	19 346
BELGIQUE	14 370	66 058	95 433
BULGARIE	7 147	18 218	29 949
ESPAGNE	5 000	17 083	26 847
FRANCE	302 519	839 725	1 016 766
HONGRIE	1 619	14 767	20 570
ITALIE	29 124	104 733	123 078
PAYS-BAS	4 188	18 460	28 673
POLOGNE	35 387	103 427	213 147
PORTUGAL	2 993	26 592	39 449
REPUBLIQUE SLOVAQUE	587	20 472	26 462
REPUBLIQUE TCHEQUE	12 692	111 243	132 677
ROUMANIE	6 774	23 786	49 310
AUTRES PAYS EUROPEENS	118 906	194 777	355 793
Part dans le total (%)	4,8	3,0	3,8
DONT:			
RUSSIE	85 026	12 228	24 502
SUISSE	10 053	29 974	40 467
TURQUIE	4 860	10 529	16 855
UKRAINE	3 826	7 378	14 268
ROYAUME-UNI	7 939	111 875	194 573
SERBIE	2 195	9 736	33 416
DIVERS EUROPEEN	4 332	10 297	28 799

Evolution des entrées des non-résidents par nationalité (Tableau 2/2)

(En nombre de personnes)

PAYS	2021	2022	2023
PAYS ARABES	938 088	3 236 161	5 425 360
Part dans le total (%)	37,9	50,3	57,8
UMA	920 723	3 194 403	5 380 126
Part dans le total (%)	37,2	49,6	57,3
DONT:			
ALGERIE	30 385	1 238 620	3 038 361
LIBYE	868 186	1 892 419	2 253 379
MAROC	11 225	41 604	61 411
PAYS DE GOLFE	7 423	18 691	19 667
Part dans le total (%)	0,3	0,3	0,2
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	2 906	7 247	8 421
IRAK	1 847	4 774	4 339
AUTRES PAYS ARABES	9 942	23 067	25 567
Part dans le total (%)	0,4	0,4	0,3
AMERIQUE DU NORD	18 805	50 299	61 893
Part dans le total (%)	0,8	0,8	0,7
CANADA	8 149	23 237	28 340
ETATS UNIS D'AMERIQUE	10 656	27 062	33 553
AUTRES PAYS	48 070	86 214	107 447
Part dans le total (%)	1,9	1,3	1,1
DONT:			
AFRIQUE	39 481	58 816	62 876
CHINE CONTINENTALE	897	2 576	7 860
DIVERS	6 020	17 970	26 848
TUNISIENS RESIDENTS A L'ETRANGER	875 160	1 270 370	1 253 956
Part dans le total (%)	35,4	19,7	13,3
TOTAL	2 475 430	6 437 663	9 389 786

Source: Ministère de l'Intérieur

Evolution des nuitées des non-résidents par nationalité (Tableau 1/2)

(En nombre d'unités)

PAYS	2021	2022	2023
EUROPE	2 525 321	9 689 412	14 498 406
Part dans le total (%)	31,3	50,0	58,8
UNION EUROPEENNE	1 586 534	8 363 493	12 070 782
Part dans le total (%)	19,6	43,1	49,0
DONT:			
ALLEMAGNE	196 053	1 677 335	2 785 179
BELGIQUE	40 901	346 971	533 046
ESPAGNE	35 748	109 358	168 263
FRANCE	715 142	3 294 441	4 311 402
ITALIE	53 923	330 884	443 327
LUXEMBOURG	52 803	180 024	188 358
POLOGNE	259 237	820 439	1 502 213
PORTUGAL	11 172	157 270	214 965
REPUBLIQUE SLOVAQUE	8 160	137 715	119 665
REPUBLIQUE TCHEQUE	107 073	834 976	993 342
ROUMANIE	33 425	103 096	213 366
AUTRES PAYS EUROPEENS	938 787	1 325 919	2 427 624
Part dans le total (%)	11,6	6,8	9,8
DONT:			
RUSSIE	804 563	193 281	413 189
SUISSE	30 063	104 433	149 899
ROYAUME-UNI	29 838	744 106	1 284 006
PAYS ARABES	565 141	2 282 481	2 896 005
Part dans le total (%)	7,0	11,8	11,8
UMA	511 535	2 157 278	2 780 041
Part dans le total (%)	6,3	11,1	11,3
DONT:			
ALGERIE	75 797	1 224 625	1 906 052
LIBYE	411 140	881 151	802 284

Source : Office National du Tourisme Tunisien

Evolution des nuitées des non-résidents par nationalité (Tableau 2/2)

(En nombre d'unités)

PAYS	2021	2022	2023
PAYS DE GOLFE	29 041	67 631	52 403
Part dans le total (%)	0,4	0,3	0,2
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	9 757	23 838	19 805
EMIRATS ARABES UNIS	3 890	5 865	5 023
KOWEIT	1 829	5 610	3 887
QATAR	4 180	6 428	4 005
IRAK	7 580	20 251	14 534
AUTRES PAYS ARABES	24 565	57 572	63 561
Part dans le total (%)	0,3	0,3	0,3
DONT:			
EGYPTE	9 909	21 840	20 327
JORDANIE	5 715	12 821	16 503
LIBAN	3 241	7 131	9 356
AMERIQUE DU NORD	64 547	125 946	166 190
Part dans le total (%)	0,8	0,6	0,7
CANADA	10 189	39 891	67 721
ETATS UNIS D'AMERIQUE	54 358	86 055	98 469
AUTRES PAYS	211 375	496 470	732 423
Part dans le total (%)	2,6	2,6	3,0
TUNISIENS RESIDENTS A L'ETRANGER	104 032	144 292	115 091
Part dans le total (%)	1,3	0,7	0,5
TOTAL NON-RESIDENTS	3 470 416	12 738 601	18 408 115
Part dans le total (%)	43,0	65,7	74,8
RESIDENTS	4 606 929	6 644 792	6 206 692
Part dans le total (%)	57,0	34,3	25,2
TOTAL	8 077 345	19 383 393	24 614 807

Source : Office National du Tourisme Tunisien

Répartition géographique des Revenus du travail* (Tableau 1/2)

PAYS	2021	2022	2023
EUROPE	7044,4	7346,3	7729,9
Part dans le total (%)	88,0	87,8	87,7
UNION EUROPEENNE	6664,5	6942,0	7302,7
Part dans le total (%)	83,3	83,0	82,8
DONT:			
ALLEMAGNE	1454,9	1528,1	1653,2
AUTRICHE	98,7	111,1	119,9
BELGIQUE	205,2	218,8	227,9
ESPAGNE	47,1	56,4	59,1
FRANCE	3457,9	3486,5	3656,2
ITALIE	1133,6	1239,9	1271,5
PAYS-BAS	105,7	118,3	123,4
AUTRES PAYS EUROPEENS	379,9	404,3	427,2
Part dans le total (%)	4,7	4,8	4,9
DONT:			
ROYAUME-UNI	115,0	124,7	135,1
SUISSE	234,6	246,7	256,9
PAYS ARABES	759,4	806,5	845,2
Part dans le total (%)	9,5	9,6	9,6
UMA	62,9	54,1	60,7
Part dans le total (%)	0,8	0,6	0,7
ALGERIE	15,4	13,9	17,5
LIBYE	23,5	14,2	15,7
MAURITANIE	2,7	2,3	2,3
MAROC	21,3	23,7	25,2

^{*} Les frais de séjour en Tunisie des Tunisiens Résidents à l'Etranger sont intégrés dans la rubrique voyages à titre personnel (inclus auparavant au niveau des revenus du travail) et introduits dans les pays de provenance.

^{*} Les revenus du travail comprennent les envois de fonds des travailleurs tunisiens à l'étranger (revenu secondaire) et la rémunération des salariés (revenu primaire).

Répartition géographique des Revenus du travail* (Tableau 2/2)

PAYS	2021	2022	2023
PAYS DU GOLFE	690,3	745,6	777,2
Part dans le total (%)	8,6	8,9	8,8
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	302,3	326,2	340,3
EMIRATS ARABES UNIS	167,3	182,7	190,5
QATAR	91,7	98,9	104,6
OMAN	55,0	59,3	60,4
AUTRES PAYS ARABES	6,2	6,8	7,3
Part dans le total (%)	0,1	0,1	0,1
DONT:			
EGYPTE	2,5	2,7	3,0
JORDANIE	1,7	1,7	1,8
AMERIQUE DU NORD	135,2	146,1	171,2
Part dans le total (%)	1,7	1,7	1,9
CANADA	100,4	106,0	110,4
ETATS UNIS D'AMERIQUE	34,8	40,1	60,8
AUTRES PAYS	20,7	22,3	23,2
Part dans le total (%)	0,3	0,4	0,3
DONT:			
AUSTRALIE	1,9	2,1	2,2
JAPON	3,5	3,3	3,5
SENEGAL	2,5	2,9	3,0
ORGANISMES INTERNATIONAUX	40,9	45,8	47,6
Part dans le total (%)	0,5	0,5	0,5
TOTAL	8000,6	8367,0	8817,1

^{*} Les frais de séjour en Tunisie des Tunisiens Résidents à l'Etranger sont intégrés dans la rubrique voyages à titre personnel (inclus auparavant au niveau des revenus du travail) et introduits dans les pays de provenance.

^{*} Les revenus du travail comprennent les envois de fonds des travailleurs tunisiens à l'étranger (revenu secondaire) et la rémunération des salariés (revenu primaire).

Répartition géographique des Tunisiens Résidents à l'Etranger (TRE)*

(En nombre de personnes)

PAYS	TOTAL	TRE ACTIFS OCCUPES ¹	TRE INOCCUPES ²
EUROPE	1 540 183	735 608	804 575
DONT:			
ALLEMAGNE	119 331	58 179	61 152
FRANCE	976 562	444 515	532 047
ITALIE	269 023	131 518	137 505
PAYS-BAS	12 974	7 363	5 611
SUEDE	12 808	6 726	6 082
SUISSE	26 025	15 604	10 421
PAYS ARABES	195 591	92 736	102 855
DONT:			
ALGERIE	21 644	7 315	14 329
LIBYE	45 000	28 300	16 700
MAROC	5 985	3 129	2 856
ARABIE SAOUDITE	30 661	20 849	9 812
EMIRATS ARABES UNIS	26 612	17 126	9 486
AMERIQUE DU NORD	70 086	47 457	22 629
DONT:			
CANADA	42 719	28 171	14 548
ETATS UNIS D'AMERIQUE	26 913	18 925	7 988
AUTRES PAYS	10 973	7 309	3 664
DONT:			
COTE D'IVOIRE	2 440	1 711	729
SENEGAL	1 333	743	590
AUSTRALIE	829	420	409
TOTAL	1 816 833	883 110	933 723

Source : Ministère des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger

^{*} Il s'agit des chiffres de l'année 2022 (derniers chiffres disponibles).

¹ Il s'agit des cadres, des fonctions libérales et des ouvriers.

² Il s'agit des élèves, des étudiants, et des personnes âgées.

Répartition géographique des revenus des investissements (Débits) (Tableau 1/2) (En MDT)

PAYS	2021	2022	(En MD1) 2023
EUROPE	3053,2	3495,7	3985,9
Part dans le total (%)	60,5	61,5	59,3
UNION EUROPEENNE	2133,7	2381,1	3436,7
Part dans le total (%)	42,2	41,9	51,1
DONT:			
ALLEMAGNE	260,6	293,8	429,4
AUTRICHE	202,5	194,5	223,1
FRANCE	974,4	1098,9	1676,6
ITALIE	368,3	424,2	574,1
AUTRES PAYS EUROPEENS	919,5	1114,6	549,2
Part dans le total (%)	18,2	19,6	8,2
DONT:			
NORVEGE	102,8	162,0	130,9
ROYAUME-UNI	783,7	917,5	351,4
PAYS ARABES	316,4	353,0	384,1
Part dans le total (%)	6,3	6,2	5,7
UMA	38,0	66,6	54,7
Part dans le total (%)	0,8	1,2	0,8
DONT:			
ALGERIE	12,9	20,6	28,0
LIBYE	13,6	33,0	13,7
PAYS DE GOLFE	268,9	274,3	319,9
Part dans le total (%)	5,3	4,8	4,8
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	156,0	160,8	153,7
KOWEIT	46,9	66,7	65,4
QATAR	54,6	30,4	72,9
AUTRES PAYS ARABES	9,5	12,1	9,5
Part dans le total (%)	0,2	0,2	0,1

 $R\'{e}partition\ g\'{e}ographique\ des\ revenus\ des\ investissements\ (D\'{e}bits)\ (Tableau\ 2/2)$

PAYS	2021	2022	2023
AMERIQUE DU NORD	105,4	118,7	131,6
Part dans le total (%)	2,1	2,1	2,0
CANADA	30,8	45,9	33,2
ETATS UNIS D'AMERIQUE	74,6	72,8	98,4
AUTRES PAYS	34,9	57,7	82,5
Part dans le total (%)	0,7	1,0	1,2
DONT:			
CHINE CONTINENTALE	7,5	12,9	16,9
ILES MAURICE	0,0	5,0	32,3
JAPON	20,8	28,6	19,1
ORGANISMES INTERNATIONAUX	713,6	902,6	1379,9
Part dans le total (%)	14,1	15,9	20,5
DONT:			
BAD	124,4	124,4	156,2
BEI	143,5	115,8	122,7
BID	35,1	38,2	59,6
BIRD	197,2	212,2	340,9
CEE	18,2	20,4	40,1
FADES	54,0	113,8	110,0
FMA	6,5	7,6	10,0
AFREXIMBANK	27,8	116,3	213,8
FMI	70,5	116,5	276,
FIDA	1,4	1,6	5,0
AUTRES ORGANISMES	35,0	35,8	45,3
MARCHES FINANCIERS	826,7	752,7	755,6
Part dans le total (%)	16,4	13,3	11,2
TOTAL	5050,2	5680,4	6719,6

Répartition géographique des flux entrants des IDE (Passifs) (Tableau 1/2) (En MDT)

PAYS	2021	2022	2023
EUROPE	1488,3	1656,5	1829,3
Part dans le total (%)	80,6	74,8	76,3
UNION EUROPEENNE	1266,9	1455,5	1658,9
Part dans le total (%)	68,6	65,7	69,2
DONT:			
ALLEMAGNE	83,0	222,2	239,9
AUTRICHE	104,8	158,0	183,9
BELGIQUE	9,6	19,2	46,0
ESPAGNE	79,0	16,3	38,7
FRANCE	664,5	672,4	690,2
ITALIE	216,5	293,2	342,2
LUXEMBOURG	6,8	5,1	14,8
PAYS-BAS	15,6	49,5	80,3
AUTRES PAYS EUROPEENS	221,4	201,0	170,4
Part dans le total (%)	12,0	9,1	7,1
DONT:			
NORVEGE	6,4	8,4	12,8
ROYAUME-UNI	146,6	77,0	39,7
SUISSE	33,6	55,1	47,1
TURQUIE	13,5	12,6	15,7
UKRAINE	20,8	47,6	54,8
PAYS ARABES	186,7	374,5	385,8
Part dans le total (%)	10,1	16,9	16,1
UMA	13,4	25,6	15,1
Part dans le total (%)	0,7	1,2	0,6
DONT:			
ALGERIE	0,5	8,7	2,9
LIBYE	7,2	16,8	11,4

Répartition géographique des flux entrants des IDE (Passifs) (Tableau 2/2)

			(Ell WID I)
PAYS	2021	2022	2023
PAYS DU GOLFE	98,6	342,3	367,7
Part dans le total (%)	5,3	15,4	15,3
DONT:			
ARABIE SAOUDITE	9,5	3,0	29,8
BAHREIN	20,4	5,0	4,0
EMIRATS ARABES UNIS	24,0	34,7	31,8
IRAK	6,2	4,8	3,5
KOWEIT	8,1	3,5	4,9
QATAR	30,4	291,2	293,7
AUTRES PAYS ARABES	74,7	6,6	3,0
Part dans le total (%)	4,1	0,3	0,2
DONT:			
JORDANIE	74,5	6,3	2,9
AMERIQUE DU NORD	76,2	113,0	80,1
Part dans le total (%)	4,2	5,1	3,4
CANADA	13,6	12,3	24,8
ETATS UNIS D'AMERIQUE	62,6	100,7	55,3
AUTRES PAYS	94,4	70,6	101,3
Part dans le total (%)	5,1	3,2	4,2
DONT:			
CHINE CONTINENTALE	3,9	0,2	3,5
JAPON	71,6	47,3	75,1
SINGAPOUR	10,8	12,5	0,2
TOTAL	1845,6	2214,6	2396,5

Répartition géographique des investissements directs des Tunisiens à l'étranger (Actifs)

PAYS	2021	2022	2023
TOTAL	97,6	165,0	124,3
DONT:			
ALGERIE	12,9	20,2	3,2
ALLEMAGNE	0,1	0,2	0,9
COTE D'IVOIRE	6,7	17,8	0,6
FRANCE	12,8	51,6	65,4
ILES MAURICE	4,9	2,3	0,3
LIBYE	1,8	5,7	9,7
LUXEMBOURG	4,7	10,8	0,4
MAROC	19,0	41,0	8,2
SENEGAL	3,4	3,2	0,6

Répartition géographique des tirages sur emprunts extérieurs à Long Terme¹ par secteur emprunteur (Tableau 1/2) (En MDT)

DAVO		2021		2022			2023		
PAYS	Administration	Entreprises	Total	Administration	Entreprises	Total	Administration	Entreprises	Total
EUROPE	1121,4	523,3	1644,7	1174,5	280,4	1454,9	711,7	263,2	974,9
UNION EUROPEENNE	1064,7	523,3	1588,0	861,7	280,4	1142,1	566,8	263,2	830,0
DONT:									
ALLEMAGNE	521,3	105,5	626,8	655,4	115,7	771,1	342,9	99,7	442,6
BELGIQUE	47,5	49,3	96,8	34,9	0,0	34,9	67,4	0,0	67,4
FRANCE	401,4	313,0	714,4	114,6	164,7	179,2	102,4	140,3	242,7
ITALIE	88,2	0,0	88,2	47,3	0,0	47,3	41,0	0,0	41,0
AUTRES PAYS EUROPEENS	56,7	0,0	56,7	312,8	0,0	312,8	144,9	0,0	144,9
TURQUIE	56,7	0,0	56,7	312,8	0,0	312,8	144,9	0,0	144,9
PAYS ARABES	945,7	0,0	945,7	696,5	615,7	1312,2	1440,5	22,8	1463,3
UMA	863,2	0,0	863,2	615,8	0,0	615,8	0,0	0,0	0,0
ALGERIE	863,2	0,0	863,2	614,0	0,0	614,0	0,0	0,0	0,0
PAYS DU GOLFE	82,5	0,0	82,5	80,7	615,7	696,4	1440,5	22,8	1463,3
ARABIE SAOUDITE	40,1	0,0	40,1	39,8	614,0	653,8	1354,7	0,0	1354,7
KOWEIT	41,4	0,0	41,4	65,6	1,7	47,3	85,8	22,8	108,6
AUTRES PAYS	148,2	77,6	225,8	108,7	65,6	174,3	593,6	35,8	629,4
JAPON	148,2	77,6	225,8	108,7	65,6	174,3	593,6	35,8	629,4

¹Y compris les titres de créance dus aux marchés financiers.

Répartition géographique des tirages sur emprunts extérieurs à Long Terme¹ par secteur emprunteur (Tableau 2/2) (En MDT)

DANG	2021			2022			2023		
PAYS	Administration	Entreprises	Total	Administration	Entreprises	Total	Administration	Entreprises	Total
ORGANISMES INTERNATIONAUX	4977,6	290,6	5268,2	5033,2	828,2	5861,4	2999,8	1122,9	4122,7
AFREXIMBANK	0,0	0,0	0,0	2149,1	0,0	2149,1	1465,6	0,0	1465,6
BAD	304,4	56,0	360,4	121,6	27,5	149,1	338,3	27,7	366,0
BANQUE MONDIALE	844,4	116,3	960,7	1128,0	35,0	1163,0	613,3	43,0	656,3
BEI	140,0	5,4	145,4	208,2	170,5	378,7	164,1	396,0	560,1
BERD	5,3	32,8	38,1	0,0	528,1	528,1	1,6	586,5	588,1
BID	36,2	31,1	67,3	56,2	29,8	86,0	51,3	41,8	93,1
COMMISSION EUROPEENNE	997,1	0,0	997,1	968,7	0,0	968,7	0,0	0,0	0,0
FADES	207,0	49,0	256,0	274,5	37,3	311,8	283,8	27,9	311,7
FIDA	10,3	0,0	10,3	8,8	0,0	8,8	22,4	0,0	22,4
FMA	342,2	0,0	342,2	118,1	0,0	118,1	59,4	0,0	59,4
FMI	2075,6	0,0	2075,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES ORGANISMES FINANCIERS	15,3	0,0	15,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MARCHES FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	7193,1	891,5	8084,6	7035,8	1789,9	8825,7	5745,6	1444,7	7190,3

¹Y compris les titres de créance dus aux marchés financiers.

Répartition géographique du Service de la dette extérieure à Long Terme¹ par secteur emprunteur (Tableau 1/2) (En MDT)

			2021				2022				2023	
PAYS	Adminis	tration	Entre	prises	Adminis	tration	Entre	orises	Adminis	stration	Entre	prises
	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt								
EUROPE	399,9	105,5	820,8	100,9	455,1	97,9	734,7	109,5	570,7	106,1	685,4	111,1
UNION EUROPEENNE	398,2	105,5	693,9	83,9	436,5	95,4	572,8	88,0	511,8	100,0	493,3	84,8
DONT:												
ALLEMAGNE	74,2	51,5	117,2	13,7	128,8	46,6	91,1	13,7	192,7	50,4	90,7	16,7
ESPAGNE	11,9	0,3	53,0	13,9	12,0	0,3	49,0	13,0	8,6	0,2	50,8	12,8
FRANCE	285,1	47,9	355,0	37,6	278,7	42,6	323,5	38,7	286,7	40,9	230,7	33,1
AUTRES PAYS EUROPEENS	1,7	0,0	126,9	17,0	18,6	2,5	161,9	21,5	58,9	6,1	192,1	26,3
PAYS ARABES	494,2	59,0	176,6	18,9	545,3	64,8	194,9	17,8	560,0	62,9	316,2	33,1
UMA	94,3	5,6	0,0	0,0	104,6	14,7	0,0	0,0	105,1	20,3	0,0	0,0
DONT:												
ALGERIE	66,6	5,6	0,0	0,0	73,8	14,7	0,0	0,0	74,2	20,3	0,0	0,0
PAYS DU GOLFE	399,9	53,4	176,6	18,9	440,7	50,1	194,9	17,8	454,9	42,6	316,2	33,1
DONT:												
ARABIE SAOUDITE	369,2	46,1	109,2	14,6	407,1	41,7	120,2	12,1	416,9	33,5	241,8	27,0
AMERIQUE DU NORD	9,7	1,0	6,1	9,6	10,5	1,0	3,1	0,1	8,7	0,9	0,0	0,0
CANADA	6,2	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0
ETATS UNIS D'AMERIQUE	3,5	1,0	6,1	9,6	4,0	1,0	3,1	0,1	4,2	0,9	0,0	0,0

¹Y compris les titres de créance dus aux marchés financiers.

Répartition géographique du Service de la dette extérieure à Long Terme¹ par secteur emprunteur (Tableau 2/2) (En MDT)

			2021				2022				2023	
PAYS	Administr	ation	Entrepr	ises	Administ	ration	Entrepr	rises	Administ	ration	Entrep	rises
	Principal	Intérêt										
AUTRES PAYS	133,8	11,9	96,1	10,5	95,2	11,0	110,8	18,4	76,7	10,9	81,4	7,0
JAPON	130,4	11,7	71,7	7,2	91,9	10,9	84,6	15,5	76,7	10,9	66,0	4,6
ORGANISMES INTERNATIONAUX	1629,5	496,0	1502,9	227,2	1850,6	691,2	1600,3	211,4	3157,5	1112,4	1549,3	267,5
AFREXIMBANK	0,0	0,0	69,5	27,8	0,0	91,4	308,2	24,9	0,0	208,0	230,4	5,8
BAD	574,3	109,8	214,8	14,6	576,1	120,7	76,6	3,7	640,1	135,1	106,7	21,1
BANQUE MONDIALE	388,4	193,7	101,8	3,5	264,6	205,7	36,8	6,5	472,3	311,0	54,6	29,9
BEI	148,3	42,2	678,7	101,3	152,5	39,5	671,3	76,3	163,5	40,4	640,3	82,3
BERD	0,0	0,0	183,5	15,9	0,2	0,1	130,1	13,7	0,4	0,3	164,3	37,0
BID	12,2	7,1	108,7	28,0	12,6	7,9	140,1	30,3	9,2	8,2	179,6	51,4
FADES	85,9	34,4	58,5	19,6	196,0	76,5	117,9	37,3	214,3	76,2	148,7	33,8
FIDA	11,7	1,4	0,0	0,0	11,6	1,6	0,0	0,0	22,7	5,0	0,0	0,0
FMA	164,3	6,5	0,0	0,0	227,9	7,6	0,0	0,0	304,3	10,0	0,0	0,0
FMI	227,0	70,5	0,0	0,0	372,4	116,5	0,0	0,0	1306,0	276,3	0,0	0,0
AUTRES ORGANISMES	17,4	30,4	91,0	17,2	36,7	23,7	119,3	18,7	24,7	41,9	149,7	18,0
MARCHES FINANCIERS	3472,0	826,7	0,0	0,0	1317,3	752,7	0,0	0,0	2164,6	743,8	0,0	0,0
TOTAL	6139,1	1500,1	2606,1	367,8	4274,0	1618,6	2643,8	357,2	6538,2	2037,0	2757,3	430,5

-

¹Y compris les titres de créance dus aux marchés financiers.

REPARTITION PAR DEVISES DE L'ETAT DES REGLEMENTS

TRANSACTIONS COURA	NIES (CKI	(En % du total)			
	2019	2020	2021	2022	2023
Euro	50,1	48,1	47,4	48,3	51,1
Dollar U.S.	21,8	21,3	25,5	28,3	28,6
Dinar tunisien convertible	24,7	28,2	24,2	21,0	18,1
Autres	3,4	2,4	2,9	2,4	2,2

TRANSACTIONS COURANTES (DEBIT) (En % du total)									
2019	2020	2021	2022	2023					
48,1	47,3	46,0	42,2	46,4					
46,2	47,2	49,7	54,2	46,2					
1,9	1,7	1,3	0,9	0,4					
1,3	1,5	1,3	0,6	1,0					
2,5	2,3	1,7	2,1	5,9					
	2019 48,1 46,2 1,9	2019 2020 48,1 47,3 46,2 47,2 1,9 1,7 1,3 1,5	2019 2020 2021 48,1 47,3 46,0 46,2 47,2 49,7 1,9 1,7 1,3 1,3 1,5 1,3	2019 2020 2021 2022 48,1 47,3 46,0 42,2 46,2 47,2 49,7 54,2 1,9 1,7 1,3 0,9 1,3 1,5 1,3 0,6					

REPARTITION DES EXPORTATIONS¹ PAR DEVISES

(en % du total)

	Exportations Totales ²					Régir	ne Gén	iéral*		
	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023
Euro	79,4	80,6	77,7	74,7	78,8	45,0	50,5	41,7	39,3	47,2
Dollar U.S.	17,6	16,8	19,6	22,9	19,1	47,0	42,6	51,0	55,2	47,8
Autres	3,0	2,6	2,7	2,3	2,2	8,0	7,0	7,3	5,5	5,1

¹ Selon la méthodologie utilisée actuellement par l'Institut National de la Statistique dans ses publications relatives au commerce extérieur conformément aux recommandations du manuel des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM2010).

REPARTITION DES IMPORTATIONS¹ PAR DEVISES

(en % du total)

	Importations Totales ²					Régir	ne Gén	iéral*		
	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023
Euro	55,0	55,2	54,5	49,3	54,1	41,1	41,2	39,4	34,4	38,6
Dollar U.S.	43,5	43,4	44,2	49,4	39,9	56,2	57,2	59,2	64,3	52,9
Autres	1,5	1,4	1,3	1,3	6,0	2,7	1,6	1,4	1,3	8,5

¹ Selon la méthodologie utilisée actuellement par l'Institut National de la Statistique dans ses publications relatives au commerce extérieur conformément aux recommandations du manuel des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM2010).

² Régime général + Régime off-shore

² Régime général + Régime off-shore

^{*} Les échanges commerciaux effectués sous le régime général sont majoritairement réalisés avec paiement en devises (avec rapatriement pour les exportations et avec transfert effectif de devises pour les importations).

RECETTES TOURISTIQU	(E	(En % du total)			
	2019	2020	2021	2022	2023
Euro	57,0	56,3	53,5	60,5	62,8
Dollar U.S.	25,3	23,0	26,1	23,8	21,4
Franc suisse	1,8	2,5	2,8	1,9	1,5
Livre sterling	2,7	1,3	0,8	2,2	2,6
Ryal saoudien	2,3	2,6	2,7	1,6	1,4
Dinar tunisien convertible	6,4	9,3	7,5	5,1	6,7
Autres	4,5	5,0	6,6	4,9	3,6

REVENUS DU TRAVAIL (FLUX FINANCIERS)								
	2019	2020	(En 2022	% du total) 2023				
Euro	34,6	23,8	26,2	27,0	23,5			
Dollar U.S.	10,5	7,2	7,8	10,1	7,7			
Franc suisse	1,1	1,0	1,1	1,2	1,1			
Ryal saoudien	2,1	1,0	1,5	1,3	0,9			
Dinar convertible	49,1	65,1	60,8	57,5	64,2			
Autres	2,6	1,9	2,6	2,9	2,6			

			(En %			
2019	2020	2021	2022	2023		
48,3	63,4	41,8	43,6	54,7		
40,1	25,4	49,1	36,7	29,0		
4,3	4,4	3,4	9,6	6,1		
0,8	1,0	1,1	1,4	1,1		
3,8	2,6	2,2	4,9	3,9		
2,7	3,2	2,4	3,8	5,2		
	48,3 40,1 4,3 0,8 3,8	48,3 63,4 40,1 25,4 4,3 4,4 0,8 1,0 3,8 2,6	48,3 63,4 41,8 40,1 25,4 49,1 4,3 4,4 3,4 0,8 1,0 1,1 3,8 2,6 2,2	48,3 63,4 41,8 43,6 40,1 25,4 49,1 36,7 4,3 4,4 3,4 9,6 0,8 1,0 1,1 1,4 3,8 2,6 2,2 4,9		

COMPOSITIONS DES GROUPES DE PAYS ET D'ORGANISMES INTERNATIONAUX ET REGIONAUX EN 2023

Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) :

Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Danemark, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse et Turquie.

Union Européenne (UE) :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, et Suède.

Some euro:

Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie et Slovénie.

Pays Arabes:

Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Iles Comores, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) :

Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Congo, Emirats Arabes Unis, Gabon, Guinée équatoriale, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigéria et Venezuela.

Union du Maghreb Arabe (UMA) :

Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

Association de Libre-Echange Nord-Américaine (ALENA) :

Canada, Etats-Unis d'Amérique et Mexique.

COMESA:

Burundi, Djibouti, Egypte, Erythrée, Eswatini, Ethiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Tunisie, Union des Comores, Zambie et Zimbabwe.

Organismes Internationaux, Marchés financiers et Banques offshore :

Groupe de la Banque Mondiale, Fonds Monétaire International (FMI), Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES), Fonds Monétaire Arabe (FMA), Banque Islamique de Développement (BID), Banque Africaine de Développement (BAD), Commission de l'UE, Banque Européenne d'Investissement (BEI), Marchés financiers internationaux, l'Organisation des Nations Unies et autres organismes liés et Autres organismes internationaux et banques offshore.

NOUVELLES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES CONCERNANT LES PAIEMENTS EXTERIEURS EN 2023

Les Lois Organiques :

- Loi organique nº 2023-4 du 8 août 2023, portant approbation de l'adhésion de la République tunisienne à Africa Finance Corporation.

Les Lois:

- Loi nº 2023-1 du 1er juin 2023, portant approbation du contrat de crédit conclu le 4 avril 2023 entre la République tunisienne et la Banque africaine d'import-export pour le financement du budget de l'État.
- Loi nº 2023-7 du 8 août 2023, portant approbation de la convention de prêt conclue le 20 juillet 2023 entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite pour le financement du budget de l'État.
- Loi n° 2023-8 du 8 août 2023, portant approbation de l'accord de prêt conclu le 19 juillet 2023, entre la République tunisienne et la Banque africaine de développement pour la contribution au financement du projet d'appui au développement inclusif et durable de la filière céréalière.
- Loi nº 2023-9 du 8 août 2023, portant approbation de la convention de prêt conclue le 29 avril 2023 entre la République tunisienne et le Fonds arabe pour le développement économique et social pour la contribution au financement du projet de réalisation et de mise à niveau des routes classées.
- Loi nº 2023-10 du 26 octobre 2023, portant approbation de la convention de garantie conclue le 2 juin 2023 entre la République tunisienne et la Banque internationale de reconstruction et de développement relative au prêt accordé à l'Office national de l'assainissement pour la contribution au financement du projet d'appui à l'assainissement en Tunisie par le biais de partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

Les Décrets-Lois :

- Décret-loi n° 2023-1 du 23 janvier 2023, portant approbation de l'accord de prêt conclu le 19 novembre 2022 entre la République tunisienne et l'Agence française de développement pour la contribution au financement du programme d'appui aux réformes pour favoriser la résilience de l'économie tunisienne.
- Décret-loi nº 2023-3 du 3 février 2023, portant approbation de l'accord de prêt conclu le 3 novembre 2022 entre la République tunisienne et la Banque africaine de développement pour la contribution au financement du projet d'appui d'urgence à la sécurité alimentaire en Tunisie.
- Décret-loi n° 2023-15 du 10 mars 2023, portant approbation de l'échange de lettres concernant l'octroi d'un prêt pour financer le projet d'appui au renforcement de la protection sociale conclu le 27 janvier 2023 entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement du Japon.
- Décret-loi nº 2023-21 du 11 mars 2023, portant approbation de l'accord de prêt conclu le 10 février 2023 entre la République tunisienne et la banque internationale pour la reconstruction et le développement pour la contribution au financement du projet d'appui des petites et moyennes entreprises pour la relance économique.

Les Décrets :

- Décret n° 2023-10 du 23 janvier 2023, portant ratification de l'accord de prêt conclu le 19 novembre 2022 entre la République tunisienne et l'Agence française de développement pour la contribution au financement du programme d'appui aux réformes pour favoriser la résilience de l'économie tunisienne.
- Décret n° 2023-90 du 3 février 2023, portant ratification de l'accord de prêt conclu le 3 novembre 2022 entre la République tunisienne et la Banque africaine de développement pour la contribution au financement du projet d'appui en urgence à la sécurité alimentaire en Tunisie.
- Décret n° 2023-126 du 10 février 2023, portant ratification de la convention de garantie signée le 16 décembre 2022 entre la République tunisienne et la Banque européenne d'investissement relative au prêt accordé à l'Office des céréales pour la contribution au financement du projet de renforcement de la résilience de la sécurité alimentaire.
- Décret n° 2023-432 du 1er juin 2023, portant ratification du contrat de crédit conclu le 4 avril 2023 entre la République tunisienne et la Banque africaine d'import-export pour le financement du budget de l'Etat.
- Décret n° 2023-480 du 9 juin 2023, portant ratification d'un mémorandum d'entente entre le Fonds arabe de développement économique et social et la République tunisienne à titre d'un don accordé par le Fonds pour la contribution au financement des coûts de l'acquisition d'équipements médicaux à l'hôpital universitaire au gouvernorat de Médenine et à l'hôpital universitaire Farhat-Hached au gouvernorat de Sousse.
- Décret n° 2023-532 du 20 juillet 2023, fixant les listes des matériels de forage et de sondage d'eau ainsi que leurs parties et pièces détachées bénéficiant de la réduction du taux des droits de douane à 10% à l'importation et de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation et à la fabrication locale et les conditions et procédures du bénéfice de ces avantages.
- Décret n° 2023-559 du 15 août 2023, portant ratification de la convention de prêt conclue le 20 juillet 2023 entre le gouvernement de la République tunisienne et le gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite pour le financement du budget de l'Etat.
- Décret n° 2023-560 du 15 août 2023, portant ratification de l'accord de prêt conclu le 19 juillet 2023 entre la République tunisienne et la Banque africaine de développement pour la contribution au financement du projet d'appui au développement inclusif et durable de la filière céréalière.
- Décret n° 2023-561 du 15 août 2023, portant ratification de la convention de prêt conclue le 29 avril 2023 entre la République tunisienne et le Fonds arabe pour le développement économique et sociale pour la contribution au financement du projet de réalisation et de mise à niveau des routes classées.
- Décret n° 2023-706 du 27 octobre 2023, portant ratification de la convention de garantie conclue le 2 juin 2023 entre la République tunisienne et la Banque internationale de reconstruction et de développement relative au prêt accordé à l'Office national de l'assainissement pour la contribution au financement du projet d'appui à l'assainissement en Tunisie par le biais de partenariat entre le secteur public et le secteur privé.
- Décret n° 2023-735 du 29 novembre 2023, portant ratification de l'accord de don conclu entre la République tunisienne et la Banque internationale pour la reconstruction et le

développement pour la contribution au financement du projet de réponse d'urgence à la sécurité alimentaire en Tunisie (PRUSA).

Décret n° 2023-791 du 27 décembre 2023, portant ratification d'un mémorandum d'entente entre la République tunisienne et le Fonds Arabe de développement économique et social relatif au don accordé par le Fonds pour la contribution au financement de l'étude complémentaire du projet de l'aménagement de la lagune de Sêjoumi.

Les Arrêtés :

- Arrêté de la ministre des Finances, de la ministre de l'Équipement et de l'habitat et du ministre de l'Intérieur du 13 octobre 2023, fixant les mesures d'abandon de l'Etat des montants dus en intérêts conventionnels et en intérêts de retard imputés sur les crédits logement obtenus dans le cadre des programmes spécifiques pour le logement social accordés sur les ressources budgétaires de l'Etat ou sur les ressources d'emprunts extérieurs.
- Arrêté de la ministre des Finances, du ministre des Transports et de la ministre du commerce et du développement des exportations du 20 octobre 2023, relatif à l'abattement des droits de stationnement et du tarif maxima de gardiennage auxquels sont assujetties les marchandises en séjour prolongé au port de Tunis-Goulette-Radès
 - Les Circulaire et les Notes aux Intermédiaires Agréés et aux Etablissements de Leasing :
- Circulaire aux Intermédiaires agréés n°2023-19 du 16 Mai 2023 relative aux transferts au titre de campagne pèlerinage 1444 Hégirien correspondant à l'année 2023 grégorien.
- Circulaire aux Intermédiaires agrées n° 2023-03 du 30 juin 2023 relative aux Transferts au titre de frais afférents à la formation professionnelle à l'étranger.
- Note aux banques et aux établissements de leasing n° 2023-29 du 08 septembre 2023 relative à la Ligne de crédit de cent quinze millions six cent dix mille deux cent cinquante Euros (EUR115.610.250), destinée au financement du projet d'Appui à la Relance Economique des Petites et Moyennes Entreprises (PME) accordée au Gouvernement tunisien dans le cadre de l'Accord de prêt conclu le 10 février 2023 entre la République tunisienne et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).